

Symbiose

Le Magazine d'AgroParisTech Alumni

N° 1
Mars 2011



*Naissance d'une association
de diplômés forte pour
une école de premier rang*

REGARDS SUR...

**La responsabilité
sociale et
environnementale**

PORTRAITS & PARCOURS

**Stanislas Veillet,
un entrepreneur
qui ose**

Agro ParisTech
Alumni
Ensemble pour la vie !



Dans les pas du Grenelle...

...l'ONF s'engage à produire
plus de bois tout en préservant mieux
la biodiversité*

- > produire plus en optimisant
ressources et récoltes
- > produire plus en préservant
la biodiversité ordinaire qui
accompagne et conforte les
processus de production
- > préserver mieux la biodiversité
remarquable par sa connaissance,
sa protection et son suivi

**"produire plus de bois, préserver mieux la biodiversité" :
l'essentiel de l'accord entre France Nature Environnement
et les Forestiers, dont l'ONF.*



Direction Générale
2, avenue de Saint-Mandé
75570 Paris Cedex 12
Tél. 01 40 19 58 00
www.onf.fr
Certifié ISO 9001 et ISO 14001



La naissance
d'une association et
de son magazine,
un projet précieux
et fragile.

Edito

Cher(e)s camarades,

AgroParisTech Alumni est née le 1^{er} janvier 2011, concrétisant le souhait des trois associations historiques AIGREF, Ingénieurs de l'Agro et Ingénieurs ENSIA de fonder une association plus forte, plus visible et clairement positionnée dans un objectif de clarté et de cohérence vis-à-vis des évolutions de l'Ecole.

Elle fait déjà ses premiers pas ; les uns et les autres apprennent à se côtoyer et se découvrir au sein d'une même association. Pour accompagner cette naissance, davantage de services sont intégrés dans la cotisation et de nouveaux supports de communication sont lancés. J'ai ainsi la joie de vous présenter notre revue d'association : SYMBIOSE.

Comme tous nos supports (site internet, lettre électronique en projet), elle doit nous permettre de transmettre les valeurs partagées par les trois associations réunies, à savoir l'excellence, l'humanisme, l'adaptabilité, la solidarité, enrichies de l'aptitude à contribuer à la recherche de l'équilibre dans la société.

Le titre SYMBIOSE reflète la volonté qui a animé le projet ayant donné naissance à AgroParisTech Alumni. Il traduit également la philosophie éditoriale d'établir une relation intime et durable entre l'association, les diplômés, l'école, les étudiants et la société.

Le nouveau conseil d'administration et moi-même comptons donc sur chacun de vous pour contribuer par vos suggestions, votre plume et un retour régulier et constructif sur son contenu et sa forme.

Ce premier édito me donne aussi l'occasion de vous informer que le conseil a entamé une réflexion sur les chantiers prioritaires à court et moyen terme de l'association. Je ne manquerai pas, grâce aux différents moyens de communication mis en place, de vous en tenir informés et de solliciter votre avis.

D'ores et déjà, nous sommes à votre écoute et vous proposons de nous faire part de vos attentes et idées par mail (projet@aptalumni.org) ou par écrit à l'adresse de l'association.

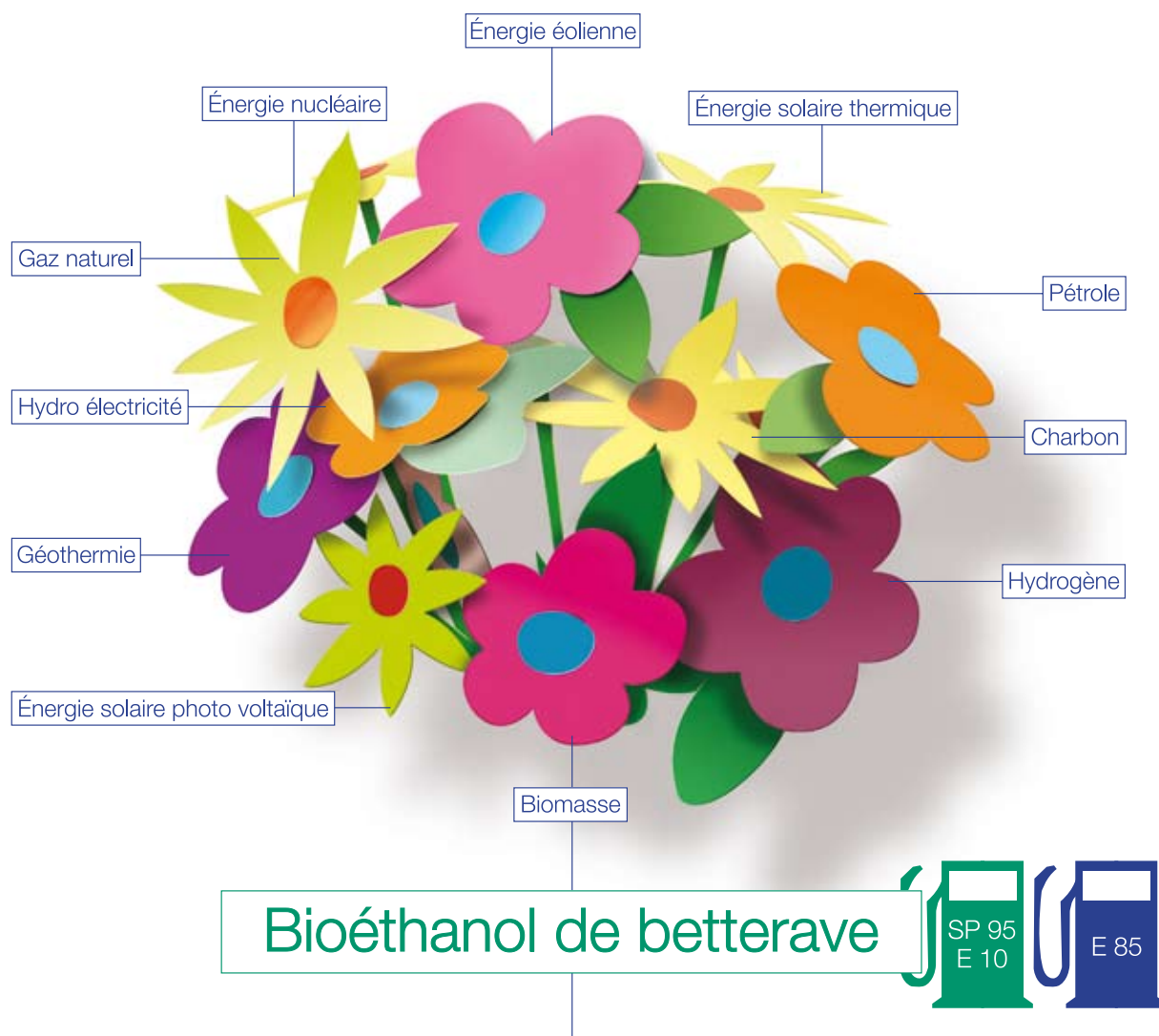
Dans ce monde qui évolue à un rythme fou, face à un avenir sur lequel nous ne pouvons pas avoir de certitudes, j'exprime en ce début d'année le vœu que nous sachions collectivement faire de notre association un lieu où chacun puisse se sentir un peu « chez lui », mais aussi puiser les ressources dont il a besoin pour assouvir ses aspirations personnelles et professionnelles. L'équipe de salariés et les bénévoles comptent sur votre soutien, comme vous pouvez compter sur notre énergie au service de l'ambition de ce qui est avant tout votre association.

■ Anne-Laure Noat (PG 83)
Présidente d'AgroParisTech Alumni,
Associée chez EuroGroup



Énergie & environnement.

La solution, c'est le bouquet !



Les producteurs français de bioéthanol de betterave sont fiers d'apporter leur contribution au bouquet énergétique de demain. Ils participent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le bioéthanol de betterave partenaire du  **bouquet énergétique** de demain.

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Editeur :

AgroParisTech Alumni
FFE

Directeur de la publication :

Anne-Laure Noat

Rédacteur en chef :

Pierre Sabatier

Comité de rédaction :

Christian Abbas
Juliette Auricoste
Ghislaine Challamel
Edouard Marchand
Annie Novelli
Martin Pannier
Marie-Pierre Quessette
Pierre Sabatier
Manon Salle

Edition et Régie Publicitaire :

FFE
18 avenue Parmentier – 75011 Paris
Tél. : 01 53 36 20 40
www.ffe.fr

Directeur de la Publicité :

Benjamin Sarfati

Responsables de la publicité :

Philippe Le Goff
Tél. : 01 43 57 91 66
philippe.legoff@ffe.fr
Gérard Uzan
Tél. : 01 42 27 51 15 – 06 99 29 05 55
gerard.uzan@ffe.fr

Responsable technique :

Aurélie Vuillemin
Tél. : 01 53 36 20 35
aurelie.vuillemin@ffe.fr

Maquette :

Antoine Bertram

Impression :

Imprimerie de Champagne

Sommaire

7



Regards sur...

La responsabilité sociale et environnementale

26

Portraits & Parcours

- 26 Céline et Olivier Delmas (E99) : Concilier carrière et vie de couple
- 29 Florence Castel (ENGREF90) : S'inscrire dans une action collective
- 30 Stanislas Veillet (PG 85) : Oser l'entrepreneuriat

31

Cahiers Entreprises

- 31 Publi-reportages

46

En direct de l'École

- 46 Un passé riche pour relever les défis du futur
- 51 La vision du directeur de l'école
- 53 AgroParisTech et l'école doctorale
- 54 La première rentrée commune vue par un enseignant
- 56 Parcours d'étudiant : la césure, une opportunité
- 58 Initiatives d'étudiants : les Débats de l'Agro
- 60 Éclairage : ce que les jeunes attendent de leur association d'anciens
- 61 Cérémonie : la remise des diplômes à la Sorbonne

62



La vie de l'Association

Une association de diplômés forte pour une École de premier rang !

- 64 Les groupes professionnels: des rencontres régulières
- 66 AgroParisTech Alumni, un plus pour sa carrière
- 68 Les visages de l'association

70

Tribunes Libres

- 70 Des fontainiers aux pieds nus, par Constant Lecoœur (ENGREF75)
- 72 Hausse du pétrole : bonne ou mauvaise nouvelle ? par Pierre Sabatier (PG01)

74

Vu, Lu, Entendu...



Des solutions adaptées au marché

**NUFARM S.A.S - www.nufarm.com
28, boulevard Camélinat
92230 Gennevilliers
Tél: 01 40 85 50 50 - Fax: 01 47 92 25 45**



Regards sur...

La responsabilité sociale et environnementale



Sommaire du dossier

- 8** RSE : l'OPA du social sur le développement durable ?
- 10** Législation : la France, première de la classe ?
- 12** La concertation comme outil de l'action publique
- 14** McCain : La RSE du champ à l'assiette
- 16** Quelle démarche RSE dans le secteur bancaire ?
- 18** La RSE : Une stratégie profitable pour les PME ?
- 20** Le Principe Responsabilité selon Hans Jonas
- 22** Le Développement Durable, entre doute et certitudes
- 24** Glossaire

Projet utopique, réponse logique à de légitimes attentes, ou opération communication, la responsabilité sociale et environnementale est d'actualité. Elle nous concerne tous, que l'on soit dans le privé (Responsabilité Sociale des Entreprises) ou dans le public. A la suite d'une phase éclairée souvent par les seuls militants, la sphère économique s'empare rationnellement de cette thématique. On note ainsi l'émergence de démarches de référence, telles que la norme ISO 26000. Les enjeux se font plus pressants. En ces temps de crises, ne serait-ce pas l'opportunité de reconstruire la confiance dans un meilleur modèle de gouvernance ?

Nous avons réuni dans ce dossier divers éclairages sur l'historique du concept, un questionnement sur son sens, ainsi que plusieurs exemples et analyses dans divers secteurs pour compléter l'illustration.

« En ces temps de crises, ne serait-ce pas l'opportunité de reconstruire la confiance dans un meilleur modèle de gouvernance ? »

Les Agros ne sont-ils pas particulièrement légitimes sur ce sujet ? Notre formation dans le domaine du vivant nous donne sur le papier les meilleurs atouts pour mener ces démarches : appréhender la complexité des problématiques, allier esprit critique scientifique et aptitudes humaines, ouvrir le dialogue avec l'ensemble de ses parties prenantes...

Avec nos propres contradictions à dépasser dans le secteur agro, nous n'en sommes que plus affûtés pour faire avancer le débat !

■ Edouard MARCHAND (E98)

*Animateur du groupe professionnel Agro développement durable
Pilote du dossier sur la responsabilité sociale et environnementale*

La RSE : l'OPA du social sur le développement durable ?



La langue française apporte très souvent une impression de clarté des concepts grâce à l'utilisation des articles définis qui précèdent le nom : ainsi, dans les termes « La RSE », c'est presque davantage l'usage de « La » qui attire l'attention par comparaison au terme « RSE », laissant penser que la notion est parfaitement arrêtée. Or, il convient tout d'abord de rappeler que l'acronyme « RSE » s'apparente essentiellement à un champ commun d'analyse et d'action qui se décline selon différentes sensibilités. Pour les pouvoirs publics communautaires, il s'agit de la « responsabilité environnementale des entreprises » dénommée en anglais - sans article défini - par les initiales « CSR » (« Corporate social responsibility »). Pour certains acteurs, la notion dépasse les entreprises et « RSE » signifie « responsabilité sociale et environnementale » quelle que soit l'organisation. Pour d'autres, la nuance doit porter sur le « S » : il convient alors de parler de « responsabilité sociétale des entreprises » en se référant notamment à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre le travail des enfants. En combinant l'ensemble des notions, on

La RSE est un outil qui a pris son essor dans les années 2000. Il marque un rééquilibrage des préoccupations « développement durable » en faveur de la composante sociale alors que depuis les années 80, la priorité avait été donnée au pilier environnemental.

arrive à bâtir la « RSSEE » : la « responsabilité sociale, sociétale et environnementale des entreprises » ! Il y a donc cohabitation de plusieurs notions mais qui visent toutes à stimuler des progrès conjugués des organisations quelles qu'elles soient dans les 3 piliers du développement durable : l'environnement, le social et l'économie.

La RSE est « née » dans le prolongement du Sommet de Rio qui avait consacré le concept de développement durable (DD) en 1992. Si dans le « DD », c'est l'environnement qui jouait le rôle de la vedette, dans la RSE, c'est finalement le grand retour du social. Ce dernier s'était fait distancer au niveau international du fait des spécificités législatives nationales. Ainsi, dès 1993, c'est l'échelon communautaire qui devient leader sous l'im-

pression du Président de la Commission Jacques Delors. Il lance un appel aux entreprises européennes pour prendre leur part à la lutte contre l'exclusion sociale. Cette initiative s'est traduite en mars 2000, dans le cadre du Conseil européen de Lisbonne, par un appel au sens des responsabilités des entreprises dans le domaine social. Notamment, il encourage les entreprises aux bonnes pratiques liées à l'éducation et la formation tout au long de la vie, à l'organisation du travail, à l'égalité des chances, à l'insertion sociale et au développement durable.

L'étape suivante au plan communautaire concerne la publication en juillet 2001 d'un livre blanc sur la responsabilité sociale des entreprises qui tente une définition de la RSE (au sens « entreprises ») : il s'agit de « l'intégration volontaire des préoccupations sociales et écologiques des entreprises à leurs activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes ». Le livre blanc précise également : « Etre socialement responsable

« Etre socialement responsable signifie non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais aussi aller au-delà et investir davantage dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les parties prenantes »

pulsion du Président de la Commission Jacques Delors. Il lance un appel aux entreprises européennes pour prendre leur part à la lutte contre l'exclusion sociale. Cette initiative s'est traduite en mars

signifie non seulement satisfaire pleinement aux obligations juridiques applicables, mais aussi aller au-delà et investir davantage dans le capital humain, l'environnement et les relations avec les

parties prenantes. Ce livre blanc indique également qu'une entreprise pratiquant la RSE peut améliorer sa productivité et donc être plus compétitive, sans toutefois documenter cette assertion. Enfin, il souligne que l'objectif de la RSE n'est pas de se substituer à la législation et à la réglementation ; « dans les pays où de telles législations et réglementations n'existent pas, les efforts devraient se concentrer sur la mise en place de ce cadre légal et réglementaire afin de définir une base équitable, à partir de laquelle les pratiques socialement responsables peuvent être développées. »

Ce livre blanc a donc le mérite de définir très clairement l'enjeu de la RSE : il s'agit de faire mieux que la base légale et réglementaire. Mais tout se complique terriblement lorsque l'on raisonne à l'échelon mondial avec des entreprises localisées dans de multiples pays présentant des législations sociales et environnementales très hétérogènes ! En effet, dans ce cas, la politique RSE d'une entreprise doit-elle être de traiter ses collaborateurs et parties prenantes de façon uniforme en matière d'enjeux sociaux et environnementaux ? Si telle est la direction choisie par l'entreprise, alors quelle doit être la législation et la réglementation de référence ? S'agit-il des dispositions les plus exigeantes observées dans l'ensemble des pays d'implantation ? N'y a-t-il alors pas un risque que l'entreprise située dans un pays présentant des dispositions moins exigeantes sur les plans sociaux et environnementaux, ne se substitue aux politiques publiques qui pourraient elles-aussi s'améliorer ? Convient-il alors qu'une entreprise se « contente » d'appliquer le droit local tout en intervenant indirectement auprès des acteurs publics pour qu'ils améliorent les dispositions législatives et réglementaires locales, sans risquer néanmoins d'être considérée comme pratiquant l'ingérence politique ?

On le voit, c'est toute une série de questions qui surgissent et auxquelles il est extrêmement difficile de répondre de façon unilatérale. La RSE, c'est avant tout beaucoup de responsabilités nouvelles à assumer en fonction des voies choisies pour une amélioration continue des performances sociales et environnementales, au même titre que l'efficacité économique.

Bien entendu, la RSE s'appuie également sur de nombreuses démarches internationales non juridiquement contraignantes (voir encadré).

Reste à savoir si ces nouveaux outils seront utilisés par l'ensemble des acteurs, notamment économiques, quelles que soient leurs origines géographiques et si l'évaluation RSE des entreprises permettra l'essor d'un capitalisme durable et responsable à l'échelon mondial !

■ *Nicolas Boquet (PG 90)*
Responsable du groupe professionnel
Agro développement durable



La RSE en quelques dates

- 1993** Appel par Jacques Delors aux entreprises européennes pour la lutte contre l'exclusion sociale
- 1997** Déclaration tripartite de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur la politique sociale des entreprises multinationales
 Création de la « Global Reporting Initiative » (GRI) avec le soutien du Programme des Nations-Unies pour l'environnement
 Norme sociale « SA 8000 » adoptée aux Etats-Unis sur la base des normes de l'OIT
- 2000** Conseil européen de Lisbonne : appel au sens des responsabilités des entreprises dans le domaine social
 Lignes directrices de l'OCDE à l'attention des multinationales
 Objectifs du millénaire de l'ONU à horizon 2015 associés au Pacte mondial à l'attention des entreprises
- 2001** Livre blanc de la Commission européenne sur la responsabilité sociale des entreprises
 Article 116 sur le reporting environnemental et social en France dans le cadre de la loi sur les nouvelles régulations économiques
- 2002** Décret et arrêté d'application sur le reporting environnemental et social en France
 Communication de la Commission européenne sur sa stratégie communautaire de promotion de la RSE
 Lancement et fonctionnement jusqu'en 2004 du forum plurilatéral européen sur la RSE
- 2003** Charte dite « principes de l'Equateur » adoptée par certaines banques concernant les prêts de plus de 50 millions de dollars (investissement dans des projets socialement responsables)
 Résolution du Parlement européen soutenant la RSE comme vecteur de réussite pour la politique européenne en matière de développement durable
- 2004** Règlement européen Prospectus indiquant que les entreprises doivent renseigner également dans leurs documents de référence les éléments relatifs à l'environnement pouvant influencer l'utilisation faite par l'émetteur de ses immobilisations incorporelles
- 2006** Communication de la Commission européenne incitant les gouvernements à coopérer entre eux en matière de RSE et les entreprises à s'engager dans cette démarche
- 2007** Résolution du Parlement européen d'une réglementation de l'UE en matière de RSE
- 2010** Publication de la norme ISO 26000 sur la responsabilité sociétale des organisations
 Article 175 de la loi Grenelle 2 étendant le reporting environnemental et social en France

Législation en matière de RSE : La France, première de la classe ?



La France peut-elle être encore première de la classe ? On finit par se poser la question avec notre économie atone face au développement des pays émergents et des classements pas toujours très flatteurs pour nos performances nationales...

Pour se redonner un peu de moral, rien de tel que de se pencher sur la législation et la réglementation française en matière de RSE. En effet, la France est le pays qui s'est doté des dispositions les plus exigeantes en matière de reporting sur les pratiques environnementales et sociales des entreprises. L'article 116 de la loi sur les nouvelles régulations économiques a introduit une obligation de reporting environnemental et social, au sein même du rapport de gestion des entreprises – le rapport annuel sur les comptes –, pour l'ensemble des entreprises cotées en France, soit un peu plus de 800. Un décret et un arrêté sont venus compléter ces exigences avant les élections présidentielles de mai 2002.

Outre le rapport annuel consacré au développement durable de façon volontaire

La France serait plongée dans un état de dépression profond... Pourtant, dans la recherche de sens qui anime la société, de multiples initiatives se font jour à l'exemple des bonnes pratiques en matière de RSE. Reste à savoir si la dynamique engagée par la France permettra de créer un cadre mondial conciliant soit d'idéal et compétitivité de l'économie, dans un contexte où la pression concurrentielle des grands pays émergents est croissante !

par les entreprises, l'article 116 de la loi NRE et les textes d'application ont défini de nombreuses informations de nature environnementale, sociale et sociétale à renseigner *a minima* sur le périmètre de la société cotée, ce périmètre pouvant être élargi aux filiales et sociétés contrôlées au choix de la société mère. Le premier exercice concerné par cette mesure a été celui de l'année 2002, dans le cadre du rapport de gestion publié au cours du premier semestre 2003. Aucune obligation particulière de vérification n'a été exigée, une « note de cadrage » informelle des pouvoirs publics indiquant qu'une attestation relative aux informations demandées pouvait être effectuée au libre choix de l'entreprise.

« La France est le pays qui s'est doté des dispositions les plus exigeantes en matière de reporting sur les pratiques environnementales et sociales des entreprises »

Plusieurs rapports d'évaluation ont été commandités par les pouvoirs publics pour connaître la pertinence et l'efficacité de ce dispositif : un premier mené courant 2004 conjointement par 3 associations – l'Observatoire sur la responsabilité sociétale des entreprises, Entreprises pour l'environnement et Orée –, puis un second conduit en août 2007 par les inspections générales des mines, des affaires sociales et de l'environnement. Ces rapports ont tous mis en avant le fait que sur les 800 entreprises éligibles, seuls les grands groupes, soit environ 100 des 800 entreprises visées, étaient à même de pouvoir répondre aux exigences demandées. Ils ont également souligné le caractère très franco-français des données demandées dans le domaine social. De nombreuses autres évaluations ont été effectuées annuellement par des organismes privés ou ONG, focalisées essentiellement sur les entreprises du CAC 40.

Outre les dispositions relatives au reporting, le gouvernement Jospin a été à l'origine de la loi sur l'épargne salariale de février 2001 qui a imposé de proposer des Fonds Communs de Placement d'Entreprises Solidaires (FCPES) dans le cadre du Plan Partenarial d'Épargne Salariale Volontaire (PPESV). La loi Fillon sur les retraites de 2003 a fait disparaître les PPESV, remplacés par des Plans d'Épargne Retraite Collectifs



(PERCO) dans lesquels il est toujours possible d'investir dans un FCPES.

L'acte II de la législation RSE en France a été marqué par les travaux « du » Grenelle de l'environnement. La loi Grenelle 2, adoptée en juillet 2010, a finalement été l'occasion d'étendre les obligations introduites dans la loi NRE, dans le cadre de son article 175. Outre les entreprises cotées, les entreprises publiques deviennent également concernées. Surtout, la loi prévoit désormais que le périmètre d'application devra couvrir non seulement la société cotée en France elle-même mais également l'ensemble de leurs filiales et sociétés contrôlées en France et à l'étranger.

quels critères appliquer pour assurer l'indépendance des organismes vérificateurs et enfin quelles méthodes de vérification appliquer ! La loi prévoit que les rapports « nouvelle version » soient effectués pour l'exercice 2011, publié dans les rapports de gestion au cours du premier semestre 2012.

Le véritable enjeu d'une telle législation sera de déterminer sa capacité à influencer les entreprises et les investisseurs pour promouvoir dans le monde les bonnes pratiques environnementales, sociales et sociétales. Dans un fonctionnement globalisé de l'économie, il conviendra d'évaluer l'intérêt pour les acteurs économiques dont le centre de décision est localisé en France à « exporter »

elle en situation de prouver que sa politique pionnière en matière de RSE est un atout pour la compétitivité de ses entreprises en quête de relais de croissance ? Rendez-vous dans 10 ans ou beaucoup plus rapidement ? Un peu de patience et surtout un peu de pratique !

■ Nicolas Boquet (PG 90)

Responsable du groupe professionnel Agro développement durable

« Le véritable enjeu d'une telle législation sera de déterminer sa capacité à influencer les entreprises et les investisseurs pour promouvoir dans le monde les bonnes pratiques environnementales, sociales et sociétales »

L'obligation d'une vérification par un organisme tiers indépendant est également introduite. Les travaux actuels engagés par le gouvernement avec les parties prenantes concernent la mise au point des décrets d'application sur de nombreux points délicats, notamment : quels seuils appliquer pour l'éligibilité des entreprises, quel niveau de détail demander aux entreprises pour permettre une consolidation des informations au niveau mondial pour les entreprises,

cette obligation à l'échelon communautaire puis à l'échelon mondial. En effet, une telle généralisation permettrait aux entreprises françaises de valoriser leur « avance » en la matière, mais quelle instance internationale serait à même de pouvoir endosser une telle exigence ?

Face à des pays émergents très soucieux de ne pas voir empiéter leur souveraineté nationale et donc peu enclins à généraliser une telle contrainte, la France sera-t-



La concertation comme outil de l'action publique



Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, la concertation a permis de définir les grandes orientations, ou « engagements », de la politique en matière d'environnement, ainsi que les actions précises à mettre en œuvre (dans le cadre des nombreux comités opérationnels).

Un des engagements prévoit la réduction de 50% de l'utilisation des produits phytos d'ici 10 ans (nous sommes alors en 2008), si possible, traduit dans le plan d'action Ecophyto 2018. L'objectif, fixé par l'ensemble des parties prenantes au niveau national, vise tous les utilisateurs de produits phytos (jardiniers amateurs, collectivités territoriales, agriculteurs, ...) et les acteurs concernés (par exemple les conseillers agricoles). Il traduit également la transposition française de la directive communautaire pour l'utilisation durable des pesticides.

Du fait des risques économiques et sanitaires, inhérents à leur profession, les agriculteurs sont particulièrement pru-

Le plan Ecophyto 2018 vise à réduire la dépendance des exploitations agricoles aux produits phytopharmaceutiques, tout en maintenant un niveau élevé de production agricole, en quantité et en qualité. Parmi les différents outils mobilisés pour relever ce défi collectif, la concertation est un levier indispensable.

dents dans les modifications de leurs systèmes de production. Comment l'Etat peut-il les inciter à intégrer les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes ?

En plus de la réglementation et des outils de formation, une palette d'outils est mobilisée par les pouvoirs publics dans le plan Ecophyto 2018 : incitations économiques, création et diffusion d'outils (comme l'édition de bulletins de santé du végétal, pour ne traiter que ce qu'il faut, quand il faut), ou encore un soutien fort à la recherche.

Un outil original est également mobilisé : l'organisation d'instances largement ouvertes à l'ensemble des parties prenantes, administratives, professionnelles ou non professionnelles. Sont ainsi impliqués les ministères concernés (agriculture, environnement, santé, fraudes, outre-mer, recherche, travail) et leurs établissements publics,

« La diminution des produits phytos par les agriculteurs ne se fera pas par la modification seule de leurs pratiques, mais par une transformation coordonnée de l'ensemble du système »

les acteurs visés par la réduction de l'utilisation de produits phytos (utilisateurs et acteurs de la chaîne : producteurs, distributeurs, coopératives, ...), ainsi que les acteurs de la recherche et les organisations non gouvernementales. Ces dernières jouent un rôle indispensable dans le maintien des équilibres, et se positionnent comme garants du respect des engagements pris.

Cette gouvernance particulière est un outil à part entière pour atteindre l'objectif fixé : d'après l'étude Ecophyto R&D confiée à l'INRA, les difficultés identifiées à la mise en œuvre des changements de pratiques agricoles, en particulier de ceux qui relèvent de la reconception des systèmes de culture, n'est pas le fait de l'un ou l'autre des acteurs. Il apparaît très clairement que leurs stratégies sont interdépendantes et dé-



Crédit photo : J. Auricoste - MAA/PRAAT

terminent leurs positions. La diminution des produits phytos par les agriculteurs ne se fera pas par la modification seule de leurs pratiques, mais par une transformation coordonnée de l'ensemble du système.

Au niveau national, les ministères organisent des instances de concertation et de pilotage, à toutes les étapes de l'action : de la conception (groupes de travail pour rédiger des fiches action) à la mise en œuvre (à commencer par le comité d'experts, sous la présidence de Jean Boiffin qui s'appuie sur de multiples groupes de travail thématiques), et jusqu'à l'évaluation (comités d'évaluation). Ce schéma ouvert et particulièrement transparent fonctionne bien, depuis plus d'un an, au niveau national : les équilibres se main-

tiennent, tous les acteurs sont autour de la table, et les actions se mettent en place et se développent.

Pour autant, la clé de la réussite des changements individuels et de systèmes socio-économiques réside dans le dynamisme de la mise en œuvre locale. La révision générale des politiques publiques induit un mode d'action renouvelé de l'Etat, et un renforcement des missions et moyens du niveau régional, avec un rôle accru du Préfet de région. Celui-ci est pilote de la déclinaison régionale du plan Ecophyto 2018, aidé par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt. Il préside le comité décisionnel qui rassemble les acteurs régionaux du plan. Réplique de l'organisation nationale, le comité s'ap-

puie sur des groupes techniques dont le nombre et les missions varient selon les situations régionales.

Les priorités régionales et les actions associées sont décrites dans le plan d'action régional. Le projet prend un sens particulier dans la mesure où il s'agit de fédérer des acteurs publics que n'unissent pas nécessairement des mandats électoraux, des acteurs économiques aux enjeux entremêlés, et des représentants de la société civile dont la diversité des intérêts qu'ils représentent est ce qui les constitue de prime abord. L'objectif est donc de rédiger un plan régional ambitieux, partagé et adapté, avec pragmatisme, sans tomber dans l'écueil de compiler un catalogue de propositions.

Pour agir, l'Etat, aux niveaux national et régional, s'adresse donc à tous les acteurs pour définir les actions, et pour les mettre en œuvre. En se référant à l'« imagination activiste » de Bachelard : « une volonté qui rêve et qui, en rêvant, donne un avenir à son action », le rêve doit s'accompagner d'une réflexion stratégique, fondée sur un diagnostic complet, en concertation étroite avec l'ensemble des acteurs.

**Juliette Auricoste (PG04, Engref 09),
Coordination du plan Ecophyto 2018
au Ministère en charge de l'alimentation
et de l'agriculture**



Crédit photo: P. Blanchet - CGAAER

Pour en savoir plus :

www.agriculture.gouv.fr/ecophyto-2018

REGARDS SUR...

la responsabilité sociale et environnementale

McCain : la RSE du champ à l'assiette



McCain est une entreprise intimement liée à l'agriculture : fondée en 1957 à Florenceville, New Brunswick au Canada par les frères McCain, fils d'agriculteur, la petite usine de frites est alors naturellement créée au cœur des champs de pomme de terre.

Ce qui à l'époque était une condition *sine qua non* de la réussite commerciale de l'entreprise est devenu aujourd'hui le cœur de la responsabilité d'entreprise de McCain : l'agriculture, le stockage, la transformation, le transport et les hommes. Sur ces activités clés, l'entreprise base la réduction de son impact environnemental.

Le besoin d'information et de transparence des différentes parties prenantes de McCain en Europe Continentale a mené à l'édition, en 2008, du premier rapport de Responsabilité Sociale, bientôt suivi en 2009 d'un rapport RSE de

L'entreprise McCain, leader des produits surgelés à base de pomme de terre, mène une politique de responsabilité sociale et environnementale « du champ à l'assiette ». Christine Delepierre, Corporate Social Responsibility Manager au sein de McCain Europe Continentale, nous a raconté cet engagement fort de l'entreprise depuis 2006.

McCain Global. Dans ce rapport, l'entreprise s'est fixé 11 engagements à horizon 2012 dans les domaines de l'environnement, de la nutrition et des communautés (internes et externes à l'entreprise).

Une filière développée en partenariat avec les agriculteurs

McCain travaille en Europe avec plus de 1700 agriculteurs (dont 900 en France) avec qui elle a développé la filière depuis plus de 30 ans.

La pomme de terre est une culture très technique, coûteuse (elle nécessite des investissements très spécifiques) et dont le marché est libre (variation des prix en fonction de l'offre et la demande). Chez



McCain, la gestion des approvisionnements est centralisée au niveau européen.

McCain privilégie les contacts en direct avec les agriculteurs grâce à la présence sur le terrain d'une équipe de 22 agents de plaine. McCain et les agriculteurs travaillent ensemble sur la base d'un contrat annuel ou pluriannuels (3 ans) permettant à la fois de sécuriser les approvision-

McCain en chiffres

- Une entreprise familiale d'origine canadienne
- 1 frite surgelée sur 3 consommée dans le monde est une frite McCain
- McCain transforme en Europe Continentale chaque année près de 1 400 000 tonnes de pommes de terre en frites ou autres spécialités
- Un partenariat historique avec près de 1700 agriculteurs en Europe Continentale
- 7 sites de production en Europe Continentale
- Une présence sur les 3 principaux réseaux : Grande Distribution – Restauration Traditionnelle – Restauration Rapide
- 2500 collaborateurs



nements de l'industriel et l'écoulement de la production de l'agriculteur.

La qualité de la frite McCain dépend en tout premier lieu de la qualité de la pomme de terre. C'est ainsi qu'un cahier des charges à la réception, puis à la production a été mis en place avec les agriculteurs (variété de pommes de terre – calibre – matière sèche – sécurité alimentaire...) avec une évolution vers des critères plus environnementaux (certification Global Gap).

La transformation des pommes de terre

L'entreprise compte 7 sites de production en Europe Continentale. Ces usines sont localisées au cœur des zones de culture, pour faciliter l'approvisionnement et limiter les transports de matières premières.

Après épluchage, les pelures de pomme de terre sont valorisées, grâce à la mise en place de Digester : la transformation de la biomasse en biogaz permet de couvrir jusqu'à 10% des besoins en énergie des usines équipées.

Concernant les matériaux d'emballage, qui doivent conserver leur souplesse et leur solidité quelle que soit la température, l'entreprise s'est engagée à augmenter l'utilisation de ressources renouvelables pour un minimum de 50 000 tonnes de produits finis en 2012.

A la fin de la chaîne de production, les produits sont congelés et envoyés soit dans les entrepôts de stockage soit directement chez les clients. Un nouvel entrepôt, construit dans la région de Harnes, permettra à terme de réduire de 272 000

km le nombre de kilomètres parcourus d'ici 2012 avec la pleine utilisation de cette plateforme, une des plus grandes d'Europe.

Un processus permanent d'amélioration nutritionnelle des produits

Manger des frites McCain, c'est avant tout se faire plaisir. L'entreprise souhaite satisfaire pleinement ses clients et consommateurs en leur apportant l'assurance d'ingrédients de qualité.

En 2010, McCain a signé la Charte d'Engagement de Progrès Nutritionnel avec le PNNS (Plan National Nutrition Santé). Dans cette charte, la plupart des engagements nutritionnels de 2008 sont repris, avec en plus un engagement de communication vers les professionnels de santé.

McCain a ainsi travaillé pendant toute l'année 2010 avec la Société Française de Nutrition sur un numéro spécial des Cahiers de Nutrition et Diététique sur la pomme de terre.



Ce travail a mobilisé une quinzaine de spécialistes dans les domaines de l'agronomie, de la nutrition, des procédés de transformation. Gilles Trystram, ancien directeur de l'ENSIA, y a d'ailleurs écrit un article sur la transformation de la pomme de terre. Il fournit aujourd'hui une base solide et scientifique pour l'ensemble du secteur de transformation de la pomme de terre.

Les 11 engagements RSE de McCain à horizon 2012

- 1 Lancer de nouveaux produits à base de pommes de terre non-frits
- 2 Poursuivre l'optimisation de l'huile de friture avec une réduction supplémentaire de 33% des matières grasses saturées
- 3 Lancer une nouvelle gamme de produits à base de pommes de terre avec une réduction de 50% des matières grasses après cuisson
- 4 Limiter les apports en sodium à 240mg/100g (10% des RNJ)
- 5 S'assurer du plus haut niveau de sécurité pour les employés au travers de l'encadrement, des procédures strictes de sécurité et des programmes réguliers de formations du personnel
- 6 Identifier de nouvelles variétés de pommes de terre avec de meilleures performances environnementales
- 7 Atteindre une réduction supplémentaire de 6% de la consommation en énergie et en eau sur les sites de transformation
- 8 Investir dans un audit complet de l'empreinte carbone « du champ à l'assiette » pour définir les projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre
- 9 Réduire le nombre de kilomètres de transport pour les produits finis de 180 000
- 10 Utiliser des emballages en provenance de ressources renouvelables pour un minimum de 50 000 tonnes de produits finis
- 11 Réaliser des programmes d'échanges sur la culture de la pomme de terre entre écoles d'agriculture en France, en République démocratique du Congo et au Maroc

La démarche de communication nutritionnelle vers les professionnels de santé, avec les sociétés savantes, est un investissement à long terme, qui participe au développement durable de l'entreprise.

■ Ghislaine Challamel (E03)

Consultante en communication Corporate
chez Burson-Marsteller

Ghislaine.Challamel@gmail.com

Pour en savoir plus :

http://www.mccain.fr/mccain_et_vous/

Sur la charte d'engagement de progrès nutritionnel McCain :

www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Charte_publicque_Mc_Cain.pdf

Quelle démarche RSE dans le secteur bancaire ?

Interview croisée de Jérôme Courcier, Responsable RSE au Crédit Agricole SA et de Stanislas Dupré, Directeur Général d'Utopies, agence de conseil en développement durable



Y a-t-il une responsabilité sociale et environnementale des banques ?

JC : Oui, comme tous les agents économiques, les banques ont une responsabilité (économique) vis-à-vis de leurs clients, une responsabilité (sociale) vis-à-vis de leurs salariés et une responsabilité (écologique) vis-à-vis de la planète. Bien avant Gro Harlem Brundtland, qui a défini en 1987 les principes du Développement Durable, St Thomas d'Aquin rappelait dès le XIII^{ème} siècle que : « La terre a été donnée en partage à tous les humains », dans l'espace et dans le temps. Mais, comme chacun sait, l'empreinte environnementale et sociale d'une entité est soit directe (ses salariés, ses chaudières), soit indirecte (les salariés et les chaudières des fournisseurs), soit induite, en amont, par toute la chaîne logistique, et en aval par l'utilisation des produits. La particularité de la responsa-

La crise financière et économique a rappelé le rôle central des banques dans notre économie. Elles sont évidemment un levier essentiel vers une économie verte. Nous avons demandé à un acteur du secteur et un observateur de nous éclairer sur la responsabilité sociale et environnementale des banques.

bilité sociale et environnementale des banques est qu'elle est essentiellement induite. D'ailleurs l'étude réalisée l'an dernier conjointement par le WWF et Vigéo pose que si on intègre lesdites émissions induites liées aux financements et aux placements, c'est-à-dire les émissions directes et indirectes des agents économiques clients des institutions financières, les entreprises françaises les plus influentes sur l'effet de serre sont les banques et les assureurs.

SD : Dans une économie dominée par la finance, les banques occupent une place centrale. Pourtant jusqu'à la crise, ce secteur est resté relativement à l'écart des démarches de responsabilité sociale et environnementale. Si vous jetez un oeil dans les

« Jérôme Courcier : La particularité de la responsabilité sociale et environnementale des banques est qu'elle est essentiellement induite »

rapports de développement durable des banques, vous verrez surtout des actions en matière de recyclage du papier, de réduction des déplacements et d'économies d'énergie dans les bâtiments. Mais, le principal sujet - ce qu'elles font de l'argent dont elles disposent - reste largement tabou.

Comment éviter la posture caricaturale? Quels seraient les vrais enjeux de développement durable pour les banques ?

JC : A partir de ce postulat, la plupart des Organisations Non-Gouvernementales (ONG) considèrent que les institutions financières sont co-responsables des entreprises ou des projets controversés qu'elles financent. Pour elles, il n'y aurait pas de mines antipersonnel ou de centrales au charbon, pas de blanchiment d'argent ou de fraude fiscale, pas de grands projets qui mettent les peuples ou la biodiversité en péril, et pas d'entreprises qui bafouent les droits de l'homme sans banques, assureurs et/ou investisseurs. Plus prosaïquement nous nous efforçons de réduire notre empreinte sur nos 3 périmètres.



SD : Avec l'argent dont elles disposent (en partie celui des épargnants), les banques façonnent notre économie, avec relativement peu de contraintes réglementaires en comparaison des enjeux auxquels elles font face. Or dans les décennies à venir, pour éviter la catastrophe climatique, le monde va de-

Quels seront les chemins du changement?

JC : Pour réduire notre empreinte directe nous mettons en œuvre de nombreuses mesures destinées à accroître la satisfaction de nos clients en renforçant la conformité-déontologie, nous déve-

« Stanislas Dupré : Je pense en revanche qu'il existe un énorme levier à travers la fiscalité des revenus de l'épargne »

voir s'engager dans une révolution industrielle à marche forcée pour passer à une économie décarbonée.

Les banques doivent maintenant jouer un rôle proactif. C'est ça leur responsabilité sociale. Si l'on prend comme exemple les financements apportés au secteur énergétique : l'argent des banques va aujourd'hui en quasi totalité vers le secteur pétrolier (qui lui-même investit quasiment tous ses fonds dans l'extraction et la recherche de nouveaux gisements), et pratiquement pas au développement des énergies renouvelables. La responsabilité du secteur bancaire, en ce début de XXI^{ème} siècle, c'est de trouver des moyens rentables pour inverser cette tendance, comme le préconise l'Agence Internationale de l'Énergie. Elle considère que l'effort annuel d'investissement à fournir représente sept fois le Plan Marshall, à tenir pendant les quarante années à venir.

lopons une politique sociale dynamique vis-à-vis de nos salariés, et réalisons un bilan carbone de nos implantations qui nous permet de compenser une grande partie de nos émissions via des projets de reforestation. Pour réduire notre empreinte indirecte nous avons publié une charte des Droits Humains afin de ne pas être indirectement le complice involontaire de violations des droits de l'homme, et adressons à nos fournisseurs et autres prestataires de services un questionnaire RSE, qui donne lieu chaque année à la remise d'un trophée. Pour réduire notre empreinte induite, nous avons mis en place un dispositif pour accompagner nos clients traversant une période difficile (Points Passerelle), nous proposons des offres commerciales adaptées (prêts éco PTZ), et développons des actions permettant de garantir l'égalité des chances et de traitement et d'éviter toute discrimination.

Enfin, notre politique de financement et d'investissement est guidée par un certain nombre d'engagements (Pacte Mondial des Nations-Unies, Principes Climat, Principes d'Equateur, Principes de l'Investissement Responsable), de processus crédit (Comité d'Évaluation des opérations présentant un Risque Environnemental ou Social), et de politiques sectorielles tenant compte des aspects économiques (emplois...), sociaux (santé, sécurité, gestion des ressources humaines...), environnementaux (rejets, déchets, utilisation de l'eau, de l'énergie et des matières premières...), et de gouvernance (transparence, relation avec les communautés locales...) des projets ou des contreparties.

SD : Je ne crois ni à une évolution des banques pour protéger leur image, ni à une prise de conscience éthique des épargnants. Depuis dix ans, les banques ont répondu à ces attentes en développant les fonds « socialement responsables ». Or cela n'a pas mené bien loin : on trouve aujourd'hui dans ces fonds les mêmes entreprises que dans les fonds classiques, à savoir 11-13% de majors pétrolières, et l'encours de ces fonds ne représente qu'un pourcent des fonds gérés.

Je pense en revanche qu'il existe un énorme levier à travers la fiscalité des revenus de l'épargne : sur la question du climat, on pourrait par exemple mettre en place un système de bonus-malus carbone permettant de privilégier le financement des activités peu polluantes et de renchérir le coût du capital pour les autres.

Une initiative remarquable à citer?

JC : Le Crédit Agricole est une des rares entreprises du CAC 40 où la rémunération des dirigeants est, en partie, liée à un indice de progression en matière de RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise).

SD : Les banques de développement comme la Banque Mondiale ou l'Agence Française de Développement et certains gestionnaires d'actifs commencent à évaluer le poids carbone de leurs portefeuilles financiers. Je pense que cela constitue un premier pas dans cette direction.

■ *Propos recueillis par E. Marchand (E 98)*

La RSE : Une stratégie profitable pour les PME ?



La RSE n'est pas qu'une affaire de grands groupes : les PME européennes s'y engagent, mais avec des outils, des contraintes et des incitations bien distincts de ceux des multinationales...

L'essentiel des connaissances actuelles provient donc d'enquêtes, d'études de cas d'entreprises modèles ou d'ouvrages de gestion conseillant les PME dans leur intégration des problématiques de développement durable (notamment Delchet 2007).

Parmi les enquêtes menées, celle de l'Observatoire Européen des PME conduite en 2001 sur 7662 PME européennes montre que la moitié d'entre elles déclare s'impliquer sur les enjeux sociaux de la RSE, ce de manière équilibrée selon les secteurs. Les aspects environnementaux mobiliseraient moins. Par exemple, les systèmes de management environnemental (type EMAS) concernent seulement 18% de l'échantillon. Une grande variabilité apparaît selon les pays: les certifications ISO 14001 varient ainsi de 80% en Suisse à 25% au Royaume Uni. D'après les PME interrogées, les bénéfices escomptés des stratégies de RSE seraient potentiellement nombreux (relations avec les clients, les communautés ou les partenaires commerciaux, motivation des employés, performance économique) - mais l'étude ne permet ni de mesurer, ni de quantifier, ces effets. Une enquête de Novethic sur une centaine d'entreprises françaises nous apprend également

Après 35 années de recherche, l'existence d'un lien positif entre RSE et performance financière ne fait toujours pas consensus. Toutefois, l'hypothèse d'une pénalité financière associée à la RSE semble écartée. Clairement distincte de la pure philanthropie, la RSE se conçoit en effet de plus en plus comme une stratégie de l'entreprise à part entière, conçue, sinon pour être rentable, du moins pour ne pas être un coût sans retour. Le débat aujourd'hui n'est donc plus si la RSE est rentable, mais plutôt comment être performant sur les plans économique, social et environnemental.

La question est d'autant plus d'actualité pour les PME qu'elles ont été largement délaissées par la recherche sur la RSE, principalement en raison du peu de données disponibles pour évaluer leur performance environnementale et sociale.

« La moitié des PME européennes déclare s'impliquer sur les enjeux sociaux de la RSE. Les aspects environnementaux mobiliseraient moins »

que les PME « se contenteraient d'initiatives de type mécénat local, et non d'une démarche structurée et complète en direction de leurs parties prenantes qui nécessite un véritable investissement ». Ainsi, bien peu de PME sont aujourd'hui signataires des grandes initiatives mondiales telles que le Pacte Mondial des Nations-Unies ou les conventions de l'Organisation Internationale du Travail. Enfin, la conviction du dirigeant apparaît essentielle dans les démarches des PME, alors que la pression extérieure (partenaires, investisseurs, associations) ne serait que rarement déterminante.



Un point fondamental ressort de ces enquêtes et des travaux existants : les approches des PME en matière de RSE diffèrent profondément de celles des grands groupes.

En effet, comparée à une multinationale, une PME semble avoir un impact sociétal bien moindre. Sa petite taille lui évite habituellement d'être scrutée par les ONG

« Les PME sont force d'innovation, et peuvent apporter de réelles solutions en termes de progrès environnementaux ou sociaux »

et les médias, et elle subit une pression sociale bien inférieure à celle des grands groupes en matière environnementale et sociale. Son incitation extérieure à la RSE est donc réduite. De surcroît, les PME ne disposent souvent pas des ressources suffisantes ou des compétences appropriées pour pouvoir gérer les questions de RSE en interne ou communiquer sur leurs actions dans ce domaine. En conséquence, leurs engagements de RSE ne seraient pas autant formalisés que ceux des grands groupes et se concentreraient plutôt sur leurs enjeux opérationnels à l'instant présent. Pour ne pas peser sur leur réactivité, facteur clé de leur survie, les PME ne nommeraient ainsi pas de « responsable de l'éthique ».

Mais sans formalisation des responsabilités, il devient plus difficile de mesurer le degré d'intégration des démarches. La moindre capacité des PME à réaliser des investissements dont les retours ne sont qu'à long terme est un autre frein. De fait, il semble que la seule conformité à la loi soit souvent déjà difficile à suivre financièrement.

Toutefois, les PME sont mieux positionnées que les grandes firmes sur certains aspects de RSE : elles créent en effet des emplois locaux, sont ancrées dans un territoire qu'elles connaissent et sont plus proches de leurs employés. Si un patron choisit de s'engager dans la RSE, des tournants rapides peuvent être pris, sans avoir à convaincre des cascades de managers intermédiaires. Plus encore, elles sont moins susceptibles que les grandes corporations d'être suspectées de se racheter une légitimité en se « verdissant ». Enfin, les PME sont force d'innovation, et peuvent apporter de réelles solutions en termes de progrès environnementaux ou sociaux.

Sans nos PME, il ne semble guère envisageable de pouvoir tenir nos engagements nationaux de développement durable. Cependant, la RSE représente un investissement en ressources et en compétences qu'il semble difficile d'exiger d'une PME en période de crise. Certaines sauront pourtant s'en saisir comme axe de différenciation et de croissance. Entre des investisseurs de plus en plus attentifs à la performance environnementale et sociale de leurs actifs, des chaînes logistiques dominées par de grands clients qui cherchent à se « verdier » et des réglementations qui se durcissent, il semble de plus en plus urgent de comprendre comment une PME peut devenir « socialement responsable » tout en restant rentable et comment l'y aider.

■ *Vanina Forget (APT 07)
IPEF, Doctorante au Laboratoire
d'Econométrie de l'Ecole Polytechnique,
Chaire Finance Durable et
Investissement Responsable
vanina.forget@polytechnique.edu*

Références bibliographiques

Crifo P. et JP. Ponsard (eds). 2010. *Corporate social responsibility : from compliance to opportunity*, Editions de l'Ecole Polytechnique.
Delchet, K., 2007. *Développement Durable : L'intégrer pour Réussir. 80 PME face au SD 21000*. AFNOR

Le Principe Responsabilité selon Hans Jonas



Par un renversement du rapport de force, l'homme est aujourd'hui capable de détruire la nature. C'est ce qui le rend responsable de la nature, pour son propre destin. Penchons nous sur cette question, à la lumière de la réflexion de H. Jonas.

déficients mentaux ou les cas de circonstances atténuantes comme la passion) ou supprimée. Un tel schéma est inapplicable à nos rapports avec la nature.

La question est donc de savoir comment en l'absence de toute réciprocité, l'homme peut être dit responsable du mal qu'il fait à la nature.

La solution proposée repose sur le recours à l'ontologie et à la métaphysique : le Principe Responsabilité se fonde sur l'appel que l'être devenu fragile envoie à l'homme pour sa préservation. Jonas compare l'ensemble de l'être au bébé qui a besoin de l'adulte pour vivre. L'appel du bébé rend l'adulte responsable de sa vie. C'est-à-dire littéralement que l'adulte doit répondre à l'appel du bébé. C'est la volonté de vivre du bébé qui me rend responsable de lui.

Jonas réactive alors la vieille question ontologique qui est de savoir pourquoi, comme dit Héraclite, l'être est et le non-être n'est pas. C'est que, selon lui l'être manifeste ontologiquement son vouloir être de même que le bébé veut vivre.

Le premier à s'être posé la question de la responsabilité humaine dans le devenir de la planète est H. Jonas en 1979. Sa réflexion n'a été traduite en français qu'en 1990.

Celui-ci constate d'abord l'asymétrie indépassable des rapports de l'homme avec le reste du monde. La nature échappe en effet totalement à toute morale et ne doit rien à l'homme. Si un rocher tue un homme en tombant d'une paroi, il ne peut être tenu pour moralement ni juridiquement responsable. De même pour une guêpe qui pique ou un serpent qui mord...

Or le principe de réciprocité est le fondement du droit moderne : c'est la raison que je reconnais à l'auteur d'un crime qui fait que je l'en considère comme responsable. Diminuons ou supprimons cette raison et la responsabilité s'en trouve diminuée (comme chez les mineurs ou les

« **Le Principe Responsabilité se fonde sur l'appel que l'être devenu fragile envoie à l'homme pour sa préservation. Jonas compare l'ensemble de l'être au bébé qui a besoin de l'adulte pour vivre. L'appel du bébé rend l'adulte responsable de sa vie. C'est-à-dire littéralement que l'adulte doit répondre à l'appel du bébé. C'est la volonté de vivre du bébé qui me rend responsable de lui** »

Le renversement du rapport de force actuel place, toujours selon Jonas, l'être dans une position d'infériorité par rapport à l'homme devenu capable de le détruire, ne serait-ce que par la puissance des bombes nucléaires (n'oublions pas que Jonas écrit en pleine période de guerre froide). L'être est donc dans un rapport d'analogie avec le bébé : désormais il ne peut continuer à être que si l'homme adopte le comportement adéquat. Autrement dit le renversement des rapports de force rend l'homme ontologiquement responsable de l'être. Son pouvoir accru est le fondement de son devoir.

Pour autant, Jonas convient lui-même que l'homme est libre de ne pas répondre à cet appel et de nier ainsi le vouloir être de l'être ; alors, il est dans le même état que l'homme kantien qui refuserait de se soumettre à l'impératif catégorique qui l'enjoint d'« agi[r] de telle sorte qu'[il] puisse vouloir que la maxime de [s]on action soit considérée comme une loi universelle ».

Mais tandis que l'homme kantien récalcitrant se verrait nier par les autres sa qualité de personne raisonnable, rien d'autre, à défaut d'un consensus sur la responsabilité humaine, ne vient contraindre l'homme de Jonas que la peur de voir ses propres conditions de vie se dégrader.

Tout le programme de Jonas consiste alors à développer ce qu'il nomme une heuristique de la peur, c'est-à-dire à développer ce sentiment de peur afin d'en faire sortir la conscience du sens et de la valeur de la vie sur Terre.

Ce refus de la responsabilité est d'autant plus à craindre que ses conséquences néfastes ne sont pas toujours visibles pour l'individu, soit qu'elles sont éloignées, soit qu'elles sont différées.

« Que vaut alors pour l'individu la peur de conséquences qu'il ne subira pas directement ? Et que vaut cette peur quand elle est comparée aux avantages immédiats que procure l'irresponsabilité ? »

Que vaut alors pour l'individu la peur de conséquences qu'il ne subira pas directement ? Et que vaut cette peur quand elle est comparée aux avantages immédiats que procure l'irresponsabilité ?



Jonas répond à cela que ce qui est en jeu, ce n'est ni plus ni moins que la possibilité de la permanence de l'authenticité de l'homme en tant qu'être responsable. Autrement dit, l'humain n'est plus humain s'il n'assume pas sa responsabilité. La responsabilité de l'homme porte sur les conditions qui rendent possible sa permanence, autrement dit sur l'ensemble de l'être, ce que l'on nomme aujourd'hui la biosphère, dont elle n'est que la fine pointe.

Autrement dit, le bien suprême de l'homme n'est pas la survie, mais ce qui fonde sa nature même. Or ce qui fonde sa nature, c'est la responsabilité dont seul il est investi. Donc le bien suprême de l'homme est la préservation des conditions qui permettent à cette nature de perdurer.

Néanmoins, ce bien suprême est d'une universalité descendante (l'humanité est une valeur plus haute que celle attachée à mon existence individuelle) qui le place très loin de moi. Le global (l'être dont il faut préserver l'existence) est ici à la distance maximale du local (l'individu). L'individu doit faire un très gros effort pour faire naître en lui la réponse à un problème qui appartient à une tout autre échelle.

Jonas fonde ainsi sur l'humanité de l'homme la responsabilité de celui-ci sur l'ensemble de l'être. Il établit sur son principe une critique de la technique, mais c'est à tort qu'on fait de ce dernier l'ancêtre du principe de précaution. Celui-ci est bien plutôt le descendant du projet rationnel défini par John Rawls dans *A Theory of Justice* en 1971. En revanche, le Principe Responsabilité remplace le principe pratique de précaution dans une perspective philosophique qui lui donne tout son sens.

■ Frédéric Couston
Docteur en sciences humaines,
Université Nice-Sophia Antipolis



Le Développement Durable, entre doute et certitudes



La responsabilité sociétale et environnementale des entreprises, telle que désormais reconnue depuis le Sommet de la Terre de Johannesburg, demande aux acteurs économiques « d'intégrer les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes sur une base volontaire », en prenant en compte le contexte mondial. Les grandes entreprises internationales se sont, pour la plupart, engagées dans cette direction, car elles y ont trouvé un intérêt. Les

« Le doute est un hommage que l'on rend à la vérité. »
Joseph Ernest Renan (1823-1892)

autres acteurs économiques avancent lentement, voire pas du tout. Une des raisons souvent invoquées est la remise en cause des fondements même des principes : le monde est-il vraiment en danger ? Les ressources sont-elles vraiment épuisables ? La température va-t-elle vraiment augmenter ? Pourquoi agir

« Cela dépend de beaucoup de facteurs, il faut savoir comment on calcule et quelles sont les hypothèses ... ». Cette phrase n'est pas la devise de la Normandie, mais, sans doute, la phrase la plus souvent employée lors des négociations des Grenelles de l'Environnement. La gestion de la nature n'est pas une science exacte, de même que les relations entre les hommes. Ce problème devient particulièrement préoccupant quand il s'agit de bâtir la stratégie à long terme d'une structure à vocation économique.

quand on doute que les résultats de ces actions serviront, ou pas ...

Douter, c'est accepter de revenir aux définitions de base ...et progresser !

J'ai eu le grand honneur, il y a quelques semaines, de faire partie d'un groupe de travail rassemblant, outre quelques modestes représentants de la société dite civile, des éminents scientifiques et spécialistes de la belle langue française. Et dans une salle surchauffée par l'intensité de nos réflexions, un participant non invité s'est imposé pour devenir le véritable leader politique et charismatique de ce groupe : le Doute !

Doit-on parler de capital ou de patrimoine ? Doit-on associer ou mobiliser les parties prenantes ? Faut-il privilégier le bien être ou le mieux être ?

Et si le doute était l'élément qui faisait progresser le débat ; et si la richesse de notre langue pouvait nous permettre de remettre en cause les concepts que nous prenons comme définitivement établis.

Mettre en place une politique de RSE dans une entreprise est un travail fastidieux. Cela passe par le questionnement : les subtilités énoncées plus haut doivent être débattues dans l'entreprise, et pas uniquement entre spécialistes du développement durable.

Douter, c'est sortir du schéma imposant des objectifs quantifiés

Parler de RSE, c'est parler de responsabilité. Et l'évolution récente du droit de l'environnement s'attache de plus en plus à définir la responsabilité environnementale. Il est indispensable aujourd'hui que chaque partie prenante comprenne bien qui est responsable de quoi.

De nombreux ouvrages récents se sont intéressés à la question de la responsabilité liée au rapport entre l'homme et la nature : en quoi l'homme est responsable de la nature, entité juridiquement bancaire car n'appartenant à personne, tout en bénéficiant à tous.



Il ne reste qu'à résoudre cette terrible équation qu'est l'évaluation quantitative de la nature, non seulement comme matière première, mais comme lieu de récréation, voire comme entité culturelle. Mais là encore, si l'on peut donner une valeur à la vie, comme on le fait également pour une œuvre, un monument, peut-on donner un prix à la nature ? Qui va être le Grand Commissaire Priseur qui abattra son marteau pour dire « adjugé » ?

C'est dans cette perspective qu'il est intéressant de replacer le débat actuel sur la monétarisation de la nature : faut-il donner un prix ? Pour échanger un bout de nature contre un autre ?

« **Il nous faut aujourd'hui nous demander demain qui va gagner : les business models basés sur les certitudes, les notations, les classements ? Y aura-t-il une place pour les business models basés sur le doute et la créativité ?** »

Il est illusoire d'imaginer qu'une seule personne ou un seul groupe d'experts peut donner une valeur à une ressource naturelle : l'expertise collégiale multiple, qui doit fonder son jugement sur la remise en cause, sur le doute, permet de mener un tel travail.

Un trader, tout seul, peut-il douter ? Il est payé pour montrer qu'il ne doute pas et pour spéculer sur le doute de ses « clients ».

Douter, c'est innover

Il existe un métier pour lequel le doute est une qualité indéniable, et je souhaite qu'il le demeure encore longtemps, c'est celui de chercheur.

En matière de politique sociétale et environnementale, le doute permet de remettre en cause les petites et les grandes théories : le changement climatique, les pertes en biodiversité, les économies d'eau, mais aussi le choix entre la clef USB et le document imprimé en couleur, le type de papier recyclé, ...

La RSE n'est pas une science exacte et se remet en cause, en fonction des nou-

veaux résultats et des innovations techniques et sociales, à tout niveau que ce soit.

Par exemple faut-il utiliser des panneaux solaires dont une partie des composés est issue de mines exploitées dans des conditions non contrôlées et dont on ne connaît pas exactement la taille du gisement ? A-t-on atteint le point d'inflexion au-delà duquel les ressources de pétrole deviennent rares, chères

à exploiter et entraînent des conséquences importantes pour l'environnement ? Et si oui, pourquoi si peu de recherche sur les énergies renouvelables dans les transports ? Y a-t-il d'autres modes de production, d'autres systèmes de prospérité sans croissance ?

Il nous faut aujourd'hui nous demander demain qui va gagner : les business models basés sur les certitudes, les notations, les classements ? Y aura-t-il une place pour les business models basés sur le doute et la créativité ?

Douter permet de recréer les conditions de la confiance

Une gouvernance durable doit se créer autour d'un véritable pacte de confiance entre tous les acteurs.

Je crois profondément que le doute fait progresser. La Nature est notre modèle, car elle doute, elle tâtonne, elle recommence, pour tenter d'atteindre la perfection. Il suffit de regarder un lierre qui s'est installé sur un mur : le trajet qu'il prend n'est jamais la ligne droite ...

Elisabeth Jaskulké (PG 83)
Directrice du Développement
Durable SOFIPROTEOL

Glossaire



Agenda 21

Programme d'actions destinées à traduire dans les faits les principes et visées du développement durable, défini à Rio (92) lors du 2ème sommet de la Terre organisé sous l'égide des Nations-Unies.

Les villes et autres collectivités territoriales notamment sont invitées par ce moyen à s'approprier et à pratiquer des politiques qui tendent à satisfaire les besoins des générations actuelles sans hypothéquer, pour le moins, la capacité des générations futures à satisfaire les leurs.

Ecologie industrielle

Les traditionnelles remises en cause du système industriel, dominées par les questions de pollution et d'épuisement des ressources, ne suffisent plus. Au lieu de voir le système industriel comme séparé de la Biosphère, il est possible de la considérer comme un cas particulier d'écosystème. L'écologie industrielle s'intéresse à l'évolution à long terme du système industriel dans son ensemble et pas seulement aux problèmes d'environnement.

"L'écologie industrielle est une approche novatrice qui cherche à minimiser les pertes de matières dans les processus de consommation et de production. Pour ce faire, nous allons nous inspirer de la manière dont la biosphère fonctionne pour essayer de faire évoluer le système industriel de sorte à ce qu'il devienne viable" explique Suren Erkman.

Externalité

Coût économique qui n'est pas normalement pris en compte par les marchés ni dans les décisions des agents du marché.

Affectation de l'activité d'un agent économique par un autre agent sans qu'il y ait compensation de perte (exemple d'externalité négative : les pollutions qui génèrent des coûts sociaux).

Facteur 4

L'expression Facteur 4 désigne un objectif ou engagement écologique qui consiste à diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre d'un pays ou d'un continent donné, à l'échelle de temps de 40 ans (2050). Cet objectif a été validé par le «Grenelle de l'environnement» en 2007.

Global Reporting Initiative (GRI)

Sa mission est de concevoir et de diffuser des lignes directrices d'application générale pour la production de rapports sur le développement durable, que les entreprises pourront utiliser pour rendre compte des dimensions économiques, environnementales et sociales de leurs activités.



Global Compact

Ensemble de principes universels relatifs aux Droits de l'Homme, aux normes du travail et à l'environnement lancé en 2000. Les 10 principes du Global Compact représentent l'engagement volontaire des grandes entreprises à contribuer à la promotion et la mise en œuvre d'une politique de développement durable au niveau planétaire.

ISO 26000

Norme ISO relative à la responsabilité sociétale des organisations, c'est-à-dire l'application des principes de développement durable aux organisations. Elle est publiée depuis le 1^{er} novembre 2010. La 26000 n'est pas un document amené à faire l'objet de certifications, c'est un document qui tiendra compte de la diversité des situations.

C'est un outil de progrès dans une logique de responsabilité sociétale et de progrès permanent et participatif, respectueux de l'environnement, respectueux des agents, et des hommes et des femmes à l'extérieur, tout en assurant la pérennité économique.

ISR

L'investissement socialement responsable (ISR) est un investissement individuel ou collectif effectué selon des critères sociaux, environnementaux, éthiques et de gouvernance d'entreprise sans occulter la performance financière. C'est une application des principes du développement durable à l'investissement.

Les modalités de mise en œuvre peuvent revêtir des formes multiples fondées sur la sélection positive, l'exclusion ou les deux à la fois, le tout intégrant, le cas échéant, le dialogue avec les émetteurs. On trouve aussi des fonds thématiques.

Meilleures techniques disponibles (MTD)

[best available techniques ; BAT]

Le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

NIMBY (Not In My Back Yard / «Surtout pas chez moi»)

Attitude fréquente qui consiste à approuver un projet sous réserve qu'il se fasse ailleurs.

Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE)

Lancé en juin 2000 pour contribuer à dynamiser en France le développement de l'éthique, de la notation sociétale des entreprises, et le gouvernement d'entreprises.

Parties intéressées (parties prenantes) [stakeholders]

Littéralement « détenteurs d'enjeux », ceux qui sont «parties prenantes» du développement de l'entreprise. Ce qui revient désormais à considérer ses relations avec les salariés, avec les clients/fournisseurs, avec les sous-traitants... plus largement que la vision néoclassique qui n'entendait par partie prenante que les relations avec les actionnaires.

Principe de «subsidiarité active» [subsidiarity]

La subsidiarité est « un principe selon lequel les pouvoirs sont délégués à différents niveaux ». Le principe de « subsidiarité active » est basé sur l'échange d'expériences entre communautés de base permettant de définir en commun des obligations de résultat s'imposant à tous. La subsidiarité active souligne qu'aucune réponse ne peut être trouvée à un seul niveau, que c'est l'articulation des compétences entre les niveaux qui, plus qu'une répartition des compétences, est la clé de voûte de la gouvernance de demain. Elle fonde l'action sur des obligations de pertinence et non sur des obligations de moyens. La notion de subsidiarité active renvoie donc sur l'articulation des démarches ascendantes (« bottom-up ») et descendantes (« top-down »).

■ Sélection par Edouard Marchand (E 98)

Sélection de liens et portails sur le développement durable et la RSE :

<http://developpement-durable.gouv.fr/>
www.legrenelle-environnement.fr/dd.gouv
www.vigeo.com/csr-rating-agency/index.php
www.novethic.fr
www.orse.org/

Portraits et Parcours

Concilier carrière et vie de couple

Installés en Corrèze, Céline et Olivier Delmas (E 99) nous racontent leurs parcours dans l'industrie agro-alimentaire, elle en R&D, lui en production.

Quel est le «fil rouge» depuis ta sortie de l'École ?

C : L'expérience de terrain, la connaissance et le respect du produit, la découverte de savoir faire.

O : Travailler dans une société qui a une vraie culture, une histoire et qui fait place à l'humain.

Comment as-tu trouvé ton poste actuel ?

C : Candidature via une agence d'interim.

O : Réseau des anciens.

En quoi consiste ta mission ?

C : Développer et industrialiser de nouveaux produits.

O : Installer de nouvelles lignes de production, les démarrer et les optimiser.

Saisir sa chance et prendre des responsabilités, de quelle façon peux-tu illustrer ce sujet ?

C : Il n'y a pas forcément toujours une logique apparente à la conduite d'une carrière. Il y a des coups d'accélérateurs à des moments où on ne s'y attend pas (retour de congé maternité ou fin d'un congé parental dans mon cas), alors qu'à d'autres moments c'est une période de stagnation alors que nous sommes persuadés d'avoir tout fait pour évoluer. L'opportunité est un fait du côté de l'entreprise comme du salarié, il ne faut pas hésiter quand les occasions se présentent, et ne pas douter. Mieux vaut tenter que de passer à côté d'une nouvelle expérience.

Comment vois-tu la mobilité professionnelle (mobilité entre fonctions et mobilité géographique) ? As-tu été concerné(e) par ces mobilités ?

C : Je vois la mobilité de fonction comme une opportunité, une nécessité pour l'entreprise comme pour le collaborateur. Et aussi comme un moyen de maintenir l'intérêt, de fidéliser et de capitaliser sur la personne, le savoir et la connaissance interne. Pour la mobilité géographique c'est plus délicat, la localisation géographique est aussi un choix de vie, un choix de couple et de famille pour les collaborateurs. Ce qui peut être tout autant une contrainte qu'un moteur. J'ai déjà dû démissionner une fois pour rapprochement de conjoint suite à un éloignement géographique. Ce que nous avons accepté de faire en début de carrière (la séparation géographique pour raisons professionnelles) n'est plus envisageable aujourd'hui compte-tenu de notre vie privée.

O : La notion de carrière dans un couple passe forcément par des compromis. Soit un des conjoints décide de suivre l'autre, soit le bassin d'emplois de la région dans laquelle le couple s'implante permet de réaliser deux carrières en parallèle. Evidemment les débuts de carrière sont toujours liés géographiquement à un stage ou une première opportunité à saisir, ce qui fait que les deux conjoints sont souvent à des kilomètres l'un de l'autre. Dans notre cas cela a été vrai à plusieurs reprises, pendant environ 2 ans. Notre rapprochement géographique n'a pu se faire que par la démission pour





rapprochement de conjoint. Heureusement nous avons retrouvé tous les deux des postes répondant à nos attentes.

Comment vit-on la «parité homme-femme» dans ton métier ?

C : Le cliché R&D métier de femme/production métier d'homme a la vie dure. D'expérience cependant, je constate qu'il y a tout simplement peu de candidature homme en R&D et que nous avons du mal à en recruter, la parité est donc difficile à atteindre et cette fonction reste très féminine ! Ce n'est heureusement plus vrai pour la production, fonction dans laquelle nous retrouvons de plus en plus de femmes, du poste d'ingénieur process à la direction d'usine en passant par les travaux neufs.

O : Les métiers de production sont encore très dominés par les hommes mais la femme a toute sa place dans ce secteur.

Qu'est ce qui est le plus difficile ou contraignant dans ta fonction actuelle ?

C : La gestion du temps et la nécessité de rendre réponses et résultats dans des délais relativement courts

O : Le plus difficile actuellement pour moi est de faire évoluer techniquement l'outil de production sans avoir de disponibilité de l'outil. La saturation des

lignes entraîne une utilisation complète de l'outil industriel avec très peu de disponibilité pour faire des modifications. Il faut donc être imaginatif pour faire ces travaux.

Qu'est ce qui est le plus agréable ou motivant dans ta fonction actuelle ?

C : La variété des sujets traités, les enjeux techniques et technologiques, la déontologie de l'entreprise et son exigence produit.

O : Apporter aux équipes de production un outil performant et fiable qui répond à leurs attentes. Les impliquer, les faire progresser.

Quels conseils donnerais-tu aux jeunes diplômés de notre Ecole ?

C : Privilégier les expériences opérationnelles et de terrain pour démarrer sa carrière, même si à terme ils souhaitent évoluer vers les fonctions support. Elles sont toujours riches d'apprentissage et de rencontres et donnent une vision concrète et factuelle du métier mais aussi des Hommes.

O : L'expérience du terrain est très formatrice pour de jeunes ingénieurs qui veulent découvrir le métier de la production. D'ailleurs il n'y a pas qu'un métier mais des métiers aussi divers et variés que la fabrication, la maintenance, la sécurité, la qualité, l'optimisation, l'environnement, le développement, l'industrialisation...

Deux mots sur la région ?

O : Je passe tous les jours devant deux des « plus beaux villages de France » pour aller travailler, c'est plus sympa que le périph... La Corrèze est une région magnifique aux frontières du Lot et de la Dordogne, pays où il fait bon vivre tant sur le plan touristique, sportif, nature que gastronomique !



Céline

1999-2002 Ingénieur production et développement, Mélipays, Martinique
 2002-2004 Ingénieur développement packaging, Lactalis
 2005-2007 Ingénieur process, Tradifrais
 2008-2010 Ingénieur R&D, Andros
 Depuis 2010 Chef de groupe développement, Andros

Olivier

1999-2002 Ingénieur Production et Maintenance, groupe Quartier Français, Martinique
 2003-2005 Ingénieur Développement Produit et Process, Blédina
 2006-2008 Chef d'atelier production Blédichef, Blédina
 Depuis 2008 Ingénieur Projet, Blédina

Materne MaPause Fruit

Avec Ma Pause Fruit de Materne,
le snacking de fruits en gourdes,
ce n'est plus que pour les enfants
et ça n'a rien à voir !



- Une plus grande contenance de 120 grammes soit près de 2 fois plus de fruits mis en œuvre que pour une gourde pour enfants
- Une recette différente :
une texture plus rassasiante et un goût de fruits plus intense.



Les Adultes
aussi ont droit à
leur Pause
Fruits!



S'inscrire dans une action collective

Florence Castel (ENGREF 90) est aujourd'hui membre du comité de direction de la Société du Grand Paris

Mon Parcours

Jeune étudiante à l'Agro, j'ai véritablement choisi d'entrer dans l'administration et me mettre au service de l'État.

Mon parcours a suivi une progression relativement linéaire par les postes occupés mais il fut très diversifié et fait d'aller-retours entre administrations, avant de bifurquer vers le Grand Paris : jeune ingénieure à la Bergerie nationale, chargée d'étude au SCEES, adjointe de chef du

bureau à la direction des pêches maritimes, chef de bureau à la direction de la prévention des pollutions et des risques, adjointe de sous-directeur à la direction générale de l'alimentation, directrice-adjointe de la DIREN, conseillère au cabinet de Christian BLANC puis directrice à la Société du Grand Paris.

Ce fut parfois un défi mais toujours une leçon et une chance que de pouvoir approfondir des sujets aussi passionnants,



parfois exposés, souvent médiatiques, que la crise de la vache folle, les OGM, les inondations ou encore le Grand Paris.

Il est ainsi devenu essentiel pour moi de m'inscrire dans une action collective qui porte sur des sujets qui touchent, intéressent ou préoccupent nos concitoyens et se traduisent par des réalisations concrètes. Ainsi, le plus beau des paris restera toujours pour moi le grand pari de l'avenir!

Mon Métier

Au sein du comité de direction de la Société du Grand Paris, j'ai en charge la direction du développement durable et de la qualité qui assure :

- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de développement durable de la Société et d'une démarche de management environnemental,
- l'intégration et la mise en œuvre des enjeux environnementaux et des principes du développement durable dans les projets pilotés par la Société,
- la vérification du respect de la réglementation par la Société,
- le pilotage des rapports périodiques ad hoc,
- la promotion de la politique de développement de la Société auprès de ses divers partenaires, notamment les collectivités territoriales.

Je suis également *intuitu personae* déléguée pour les questions agricoles et forestières. Ainsi, j'ai notamment conçu et piloté l'évaluation stratégique environnementale du projet de Métro Grand Paris. Ce rapport, unique à ce jour dans le cas d'une infrastructure de cette nature, est accessible sur le site Internet (Voir en fin d'article).

Il s'agit donc d'un métier impliquant sens managérial et stratégique, capacité d'expression publique et de conviction, mais également une dimension technique forte que j'ai toujours veillé à conserver car elle est, selon moi, gage de crédibilité. Au-delà du titre de directrice, je suis en effet très attachée à la reconnaissance par mes pairs et mes partenaires de mon expertise dans les domaines de l'environnement et du développement durable.

Site internet : www.debatpublic-reseau-grandparis.org



Société du Grand Paris

La Société du Grand Paris est un établissement public à caractère industriel et commercial créé par la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris et dirigé par un conseil de surveillance et un directoire.

Elle a pour mission principale d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation, en veillant au maillage cohérent du territoire. Elle peut également, sous conditions, conduire des opérations d'aménagement.

Entreprenariat : Lancez-vous, aujourd'hui ou demain !



Stanislas Veillet a créé sa Start-up, Biophitis, il y a 5 ans après 15 ans de carrière dans des groupes agro-alimentaires et pharmaceutiques

teurs sans qui rien n'est possible. Ce rôle de chef d'orchestre, capable de s'entourer, d'exprimer naturellement son leadership, de faire se rencontrer autour d'une même ambition des acteurs aussi différents que des scientifiques, des financiers, les pouvoirs publics, des collaborateurs ou des partenaires commerciaux est certes éprouvant mais tellement passionnant.

Mon fil rouge

Passionné de biologie et d'innovation, après avoir complété ma formation d'Agro par une thèse de doctorat, j'ai d'abord cherché à développer des innovations technologiques de rupture, en occupant diverses fonctions à la direction d'équipes de Recherche & Développement au sein de groupes industriels agroalimentaires et pharmaceutiques aux cultures d'entreprise très différentes (Danone, Cargill, Monsanto, Pharmacia). Cette diversité d'entreprises m'a permis à la fois de compléter ma culture scientifique, d'étoffer mon expérience et d'élargir ma palette de savoir-faires, avec comme fil directeur l'innovation dans les sciences de la vie.

Après avoir bien préparé mon projet, j'ai créé il y a 5 ans ma propre start-up de biotechnologie. Ce fut clairement le challenge le plus difficile que j'ai eu à relever depuis l'Agro, en dépit d'une motivation à toute épreuve. Créer, développer, diriger une jeune entreprise, qui plus est innovante, est un défi quotidien : entre le risque scientifique et de marché, il faut sans cesse mobiliser derrière un projet crédible, de nombreuses personnes et ac-

Les risques

Il y a une fascination en France pour l'entrepreneur depuis quelques années, et de plus en plus de candidats, en particulier à la recherche d'une certaine forme de liberté sans doute. Néanmoins, il faut garder en tête qu'entreprendre, c'est un peu comme faire de l'Alpinisme en solo : même super entraîné et plein d'expérience, vous êtes seul à assumer le risque et tout dépend de vous.

Dans les sociétés innovantes en France, et encore plus dans les biotechs, le risque financier peut être très important, car il s'agit de développer des produits, de portée mondiale, pendant des années avant de démarrer leur commercialisation. Pendant ces années, le risque technologique est partagé avec des structures publiques de recherche, et le risque financier est souvent garanti partiellement par l'Etat, via OSEO. Mais ne nous trompons pas, ce système est en fait assez élitiste, car seule une cinquantaine d'entreprises innovantes lèvent plus d'un million d'euros, essentiellement auprès de fonds de capital risque et ont donc les moyens de leurs ambitions.

Ainsi, la principale difficulté est sans doute de développer des produits et une société sur le long terme, en ayant une visibilité financière à court terme, sans certitude aucune que l'on pourra passer le prochain tour de table et poursuivre son activité. Cette instabilité structurelle, qui est le propre de toutes les entreprises en croissance forte, est ici exacerbée. Il faut évidemment, en contrepartie, essayer de conserver une stabilité personnelle et familiale forte.

Le conseil aux jeunes diplômés ?

Notre société vieillissante arrivera à réinventer son avenir si les initiatives entrepreneuriales se multiplient. Alors vous, Agros souvent passionnés, porteurs de projets et souhaitant combiner aspirations personnelles et professionnelles, n'hésitez plus, lancez-vous, aujourd'hui ou demain !

CAHIER ENTREPRISES

PUBLI-REPORTAGES

AGRICULTURE

Héliopotasse p. 32
Les engrais : le pouls du monde

Nourcia p. 33
L'agriculture de demain

Union Invivo p. 34
Rendre compatibles productivité, rentabilité
et diminution des impacts environnementaux
des pratiques agricoles

AGRO ALIMENTAIRE

Maïsadour p. 35
Garder l'esprit terroir et des valeurs humaines

Mont Blanc p. 36
Rendre vos produits aussi pratiques
à manger qu'une banane

Nactis p. 37
Créateur de plaisir

ASSURANCE ET PRÉVOYANCE

Agrica p. 39
La protection sociale complémentaire
agricole : au cœur d'un modèle en développement

OCIRP p. 40
Valoriser les actions exemplaires menées
au profit des personnes handicapées

DÉVELOPPEMENT DURABLE

ONF p. 42
Un acteur fort pour le développement durable

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Sirius p. 43
De l'Agriculture à l'immobilier : l'Agro mène à tout

LOGICIEL

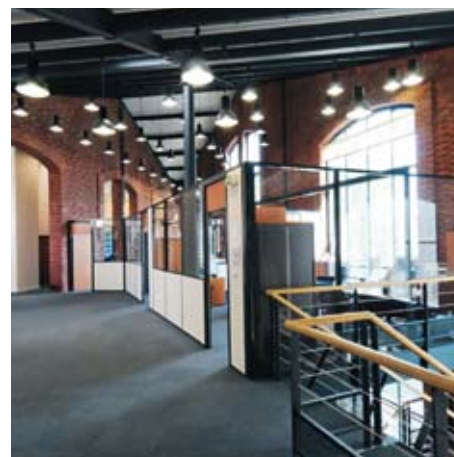
Addinsoft p.45
L'art d'être bien dans ses stats...



p. 40



p. 42



p. 43

Les engrais : le pouls du monde

La population mondiale a doublé depuis 1950 et devrait croître de plus de 20 % d'ici 2030 induisant une augmentation colossale de la demande alimentaire et de son corollaire la demande d'engrais. Jean-René Jacq, PDG de Heliopotasse, nous explique toute la complexité de ce secteur.

Comment se structure le marché des engrais et quelles sont ses spécificités ?

Les engrais minéraux contiennent 3 éléments majeurs : l'azote (N), le phosphate (P) et le potassium (K). Les mines de Phosphate et de Potasse, les gisements de gaz nécessaires à la production d'engrais azotés sont inégalement répartis sur la planète. La demande, elle, est proportionnelle à l'espace agricole disponible et à la population. C'est un marché avec une offre très concentrée et une demande éclatée entre des millions d'agriculteurs.

Comment vous positionnez-vous ?

De manière schématique, quelques entreprises d'état ou multinationales spécialisées dans ce secteur assurent l'essentiel de la production du N, P et K. Ces produits sont vendus et livrés au port le plus proche des distributeurs importateurs ou des fabricants d'engrais associant ces 3 éléments dans des proportions adaptées aux besoins des agriculteurs. Heliopotasse se situe entre fournisseurs producteurs et clients distributeurs/fabricants. Notre structure, par sa dimension, contraste avec celle des géants de la production et des grandes sociétés de trading d'engrais. Si nous achetons nos engrais au départ du lieu de production pour les revendre rendu port de destination, notre métier se caractérise par le service fourni tant à nos producteurs fournisseurs qu'à nos clients.

Pouvez-vous approfondir cette notion de services ?

Nombre de nos clients attendent de nous, un conseil, une écoute, un service de qualité, autant qu'un prix compétitif. Nous permettons ainsi à certains de nos fournisseurs producteurs de dimension modeste, d'avoir accès au marché international. Concrètement cela veut dire : analyse du marché, financement, maîtrise de la logistique, affrètement de navires, contrôle de la qualité des produits et souvent conseils sur la fertilisation. Le souci de la pérennité de nos relations avec nos producteurs et clients est au cœur de notre action. Quelque part nous donnons une dimension humaine au commerce international d'engrais.

Aujourd'hui comment se porte le marché des engrais ?

Depuis 2006, les prix des produits agricoles et ceux des engrais fluctuent rapidement. Les facteurs de tension prépondérants sont : la hausse du pouvoir d'achat des pays émergents, la croissance de la population mondiale, l'urbanisation galopante qui détruit les meilleures terres cultivables et exige des agriculteurs une productivité toujours plus grande. Les pays émergents privilégient la production agricole et subventionnent l'utilisation des engrais, cause supplémentaire de tension sur les marchés mondiaux. Les évolutions en

Heliopotasse en bref

Créée en 2002, Heliopotasse est une société de commerce international d'engrais. Elle compte 22 salariés (11 à Mulhouse, le reste étant réparti entre l'Italie, la Jordanie et l'Égypte) et réalise un chiffre d'affaires de 75 millions d'euros (2010) pour un volume de 400 000 tonnes d'engrais. 96 % du chiffre d'affaires se réalisent à l'étranger.



Bio Express

Après sa sortie de l'Agro en 81, Jean-René Jacq part au Nigeria comme VSNA dans une

société d'aliments pour volaille puis devient ingénieur d'affaires à l'international dans une société d'ingénierie. En 1987 il rejoint la SCPA en tant que commercial, à l'export à partir de 1990. L'arrêt de l'exploitation des mines de potasse en Alsace met fin à la SCPA. Il crée en 2001, la société Heliopotasse qu'il dirige depuis.

cours renforcent l'influence de ces éléments. Le secteur de l'agriculture est stratégique et nous percevons les soubresauts du monde économique en temps réel dans ses répercussions sur le secteur des engrais.

Comment tenir compte de l'environnement dans un secteur comme celui des engrais ?

La variable environnement est au cœur de notre processus de vente. Les produits que nous commercialisons ont des spécifications précises, contractuelles, avec une traçabilité. L'agriculteur fabricant d'engrais composés connaît le produit et peut l'utiliser de manière optimale. Les matières premières du secteur sont disponibles en quantités limitées, produire suffisamment est donc déjà un défi au niveau mondial. Les organismes publics ou parapublics de recherche sur la fertilisation ont un rôle essentiel à tenir : informer et former les agriculteurs pour que les engrais soient utilisés pour révéler tout le potentiel de production du champ sans altérer sa fertilité et l'environnement. La réussite ne peut être que durable, demain compte autant qu'aujourd'hui !

L'agriculture de demain

En commercialisant les productions végétales de plus de 3000 agriculteurs de la région Champagne-Ardenne et en s'investissant dans la R&D, le groupe coopératif Nouricia se positionne comme un acteur incontournable du monde agricole et prône l'agriculture durable. Christian Rousseau, président du groupe Nouricia, présente sa vision de l'agriculture de demain. Entretien.

Alors que Nouricia célèbre ses dix ans, quelle est votre analyse du secteur de l'agriculture et pourquoi s'engager dans une démarche de développement durable ?

D'une façon générale, l'agriculture a connu ces cinquante dernières années un fort développement fournissant à la société une alimentation de qualité à des prix très compétitifs. Mais force est de constater que l'agriculture souffre d'une image peu glorieuse : coûts de production excessifs, dénaturation du paysage, pollution de l'environnement... Notre responsabilité sociétale et l'ensemble de ces éléments nous ont confortés dans l'idée d'engager la coopérative dans une démarche de développement durable.

Dans le cadre de cette démarche, quelles ont été vos actions environnementales ?

Le point de départ de notre démarche a été la création en 2005 du club NouriciaAgrosol qui avait pour ambition d'expérimenter et de mettre en place des techniques de conservation des sols. De plus, la coopérative, de part son activité logistique, est particulièrement concernée par les émissions de gaz à effet de serre. Nous avons donc décidé de réaliser le bilan carbone de nos activités à travers la méthode ADEME pour nous conduire à une réflexion plus globale sur notre pôle logistique. De là a émergé l'idée de mettre en oeuvre des indicateurs européens lisibles et compris par l'ensemble de la société pouvant nous mener à réfléchir autrement et à repenser notre système. Enfin, plus récemment, nous avons développé un outil de gouvernance et de management : l'éco-diagnostic. Cet audit réalisé par le service développement durable du groupe engage concrètement les exploitations dans des démarches de progrès en s'appuyant sur des indicateurs économique, environnemental et sociétal.

Vendre et produire durable... est une notion plutôt nouvelle dans le monde de l'agriculture. Nouricia fait donc sa révolution ?

C'est effectivement une sorte de révolution verte et nous avons la certitude que la prochaine décennie sera tout aussi époustouflante que les cinquante dernières années. Produire plus est la vocation de l'agriculteur mais cette production peut



Christian Rousseau (Agro 70) est agriculteur depuis 1979. Depuis 1995 il assume la présidence de la coopérative Nouricia.

Nouricia en bref

Nouricia est un groupe coopératif né en 2001 de la fusion de deux coopératives : la Carb et la Scarm. Depuis, le groupe s'est étoffé et a étendu sa zone d'activité à la faveur de fusions-acquisitions de coopératives voisines. Aujourd'hui, Nouricia représente 3000 adhérents, 369 collaborateurs et réalise un chiffre d'affaires de 219 millions d'euros.

être écologiquement intensive c'est pourquoi nous privilégions la promotion des pratiques agronomiques et techniques dans le cadre d'une agriculture durable. Cette réflexion nous amène à reconsidérer l'occupation et l'utilisation des sols que nous faisons. Mais le produire mieux passe aussi par un enrichissement du milieu.

Quels sont les enjeux de demain et comment y parvenir ?

L'enjeu de demain est une meilleure utilisation des surfaces agricoles pour une production en relation avec les besoins de la population mondiale d'une part et l'amélioration des revenus de l'agriculteur d'autre part en s'ouvrant à de nouveaux marchés (stockage des carbones, développement durable). Mais l'avenir de l'agriculture passe aussi par une meilleure image ; celle d'une agriculture extrêmement moderne et qui fait appel aux sciences et à la technologie pour se développer. C'est pourquoi à mes yeux, les jeunes Agro ont tout à gagner à s'investir dans l'agronomie en revenant aux fondamentaux de celle-ci.

Notre travail est de rendre compatibles productivité, rentabilité et diminution des impacts environnementaux des pratiques agricoles

C'est ce qu'affirme Christian Couttenier, responsable développement de la direction agriculture durable et développement d'InVivo.



Christian Couttenier, responsable développement de la direction agriculture durable et développement d'InVivo

Quelle est la « lettre de mission » de cette direction ?

Créée il y a trois ans, la direction agriculture durable et développement s'attache à élaborer et mettre à disposition de nos coopératives partenaires les méthodes, outils et moyens permettant d'évaluer, piloter et valoriser les impacts environnementaux de l'agriculture.

Qu'entendez-vous par valoriser ?

Nous considérons que la manière la plus efficace de réduire les pollutions est de donner une valeur économique à la pollution évitée – c'est un des principes sur lesquels repose le marché du carbone par exemple. C'est pourquoi nous avons mis en place une batterie d'indicateurs permettant d'évaluer les résultats environnementaux (émissions de GES, fuite de polluants dans les eaux, ...) des pratiques agricoles. Cette démarche permet de transmettre aux agriculteurs une information objective, la contribution polluante individuelle ou parcellaire. Ceux-ci peuvent ainsi faire le lien entre le milieu, leurs pratiques et l'impact environnemental généré par celles-ci.

Certains marchés d'aménités ou d'externalités, comme le marché du carbone ou celui des certificats d'économie d'énergie, peuvent permettre de rémunérer la mise en place de bonnes pratiques diminuant objectivement les pollutions concernées. A titre d'exemple, nous travaillons à l'élaboration et à la mise en place de méthodologies permettant de valoriser économiquement des réductions d'émissions de GES liées à la fertilisation, mais aussi des émissions entériques des ruminants.

Une de vos priorités est la qualité de l'eau...

En effet, la reconquête de la qualité de l'eau est une priorité. La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) a fixé comme objectif aux Etats européens le rétablissement du bon état écologique des eaux pour 2015. En France, le Grenelle de l'environnement a ainsi déterminé cinq cent points de captage d'eau potable prioritaires au titre de la qualité de l'eau. Des appels d'offre visant à élaborer et mettre en place des plans d'action sur les bassins d'alimentation de ces points de captage sont régulièrement lancés. Nous nous sommes organisés pour permettre aux coopératives de participer à ces appels d'offre en tant qu'opérateurs agroenvironnementaux responsables de ces plans d'action. Nous avons monté une équipe de spécialistes, agronomes et hydrogéologues notamment, pour appuyer les coopératives dans cette démarche. Neuf appels d'offre correspondant à environ 75 000 hectares ont été remportés par le réseau des coopératives InVivo en 2010.

En quoi le Grenelle de l'Environnement vous-a-t-il fait changer de cap ?

Nous avons mis en place des moyens et nous étions fixés des objectifs en matière environnementale avant le Grenelle. Cela a néanmoins fait émerger des thématiques et des projets. Deux exemples : l'affichage environnemental et Ecophyto 2018. Les lois Grenelle ont acté un affichage environnemental obligatoire sur les produits de consommation à partir de 2012. Les indicateurs affichés seront fondés sur l'analyse de cycle de vie. Pour appuyer nos coopératives partenaires sur ce dossier nous nous sommes dotés des compétences nécessaires à la réalisation de ce type d'évaluation.

Concernant Ecophyto 2018, nous avons, en partenariat avec Coop de France, les instituts techniques et Farre, mobilisé les coopératives pour contribuer à la constitution du réseau de fermes de référence. Trente-sept coopératives se sont portées candidates. Nous les avons appuyées dans cette démarche et mettrons en place des moyens permettant d'évaluer les conséquences en termes techniques, économiques et d'impact environnemental des nouveaux itinéraires techniques mis en place.

Garder l'esprit terroir et des valeurs humaines

Maintenir constamment l'équilibre entre un développement fort, une gestion humaine et un souci écologique, telle est la philosophie d'une société coopérative qui a su prendre le virage du développement durable. Entretien avec François Harambat, Directeur des opérations commerciales pour l'Europe Centrale et Orientale de Maisadour Semences, filiale du Groupe Coopératif Maisadour.



François Harambat, Directeur des opérations commerciales pour l'Europe Centrale et Orientale de Maisadour.

Maisadour en bref

Créé en 1936, Maisadour est une coopérative agricole implantée dans le sud-ouest de la France, et spécialisée dans les activités de semence, collecte, production animale, et agroalimentaire. Le groupe affiche un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros, et compte 8000 agriculteurs et 4000 salariés.

Quels sont aujourd'hui les grands défis à relever pour une société comme la vôtre ?

Un Groupe qui double de taille en cinq ans doit parvenir à consolider sa croissance et préserver les équilibres de ses pôles amont et aval. Ses enjeux sont de fédérer et rassembler par des alliances autour de projets qui permettent à l'agro-alimentaire du sud-ouest de se développer et d'acquérir la taille nécessaire à un dialogue équilibré avec la grande distribution.

Au sein de la filiale Semences (500 salariés et environ 100 millions d'euros de chiffres d'affaires), notre premier enjeu est de poursuivre notre développement à l'international en nous structurant toujours davantage. Dans un métier très technique, le recrutement et la formation interne font partie de nos priorités.

Comment votre entreprise s'est-elle approprié les problématiques de développement durable, qui sont au cœur de tous les débats ?

A l'origine, la notion d'écologie n'est pas simple à appréhender pour les métiers de l'agriculture car elle implique de nombreuses contraintes. Mais fort d'une vraie volonté d'agir, le Groupe Maisadour a entrepris une démarche méthodique afin, d'abord, de bien cerner les enjeux liés à ces questions, pour ensuite, agir de façon pragmatique. Nous avons démarré par un audit et défini un plan d'action clair et concret. Cela nous a aussi permis de mieux mesurer les points forts de notre modèle coopératif, lié à notre modèle de gouvernance, mais également à notre implantation historique dans le sud-ouest de la France, région attachée à une production de qualité. Nous insistons sur les logiques de traçabilité et de qualité, tout en développant également des productions « bio ». Nous visons ainsi à mieux mesurer et limiter l'impact de nos activités sur l'environnement.

Vous mettez également en avant l'aspect humain...

En effet nous sommes très impliqués sur l'aspect sociétal. C'est le modèle coopératif qui veut ça, permettant une économie plus durable, plus équilibrée, favorisant le développement du territoire. C'est pourquoi aujourd'hui, alors que nous devenons un acteur de taille relativement importante dans ce secteur, nous voulons préserver notre esprit terroir, et nos valeurs humaines.

Maisadour offre-t-il aujourd'hui aux jeunes diplômés de belles perspectives de carrière ?

Absolument, en particulier au sein de la filiale semences, nous comptons déjà plusieurs anciens de l'école parmi nous et continuons de recruter. Nous exerçons des métiers passionnants au sein d'une structure qui privilégie la qualité, fait de la recherche, se développe à l'international dans toute l'Europe. Les personnes qui nous rejoignent en contrat ou en stage découvrent un milieu très dynamique et s'offrent l'opportunité d'évoluer au sein d'un groupe coopératif avec des valeurs fortes.

Rendre nos produits aussi pratiques à manger qu'une banane

Innover et anticiper les modes de consommation de demain en les rendant accessibles dès aujourd'hui, c'est une des clefs du succès pour les professionnels de l'agro-alimentaire. Parfaite illustration de cette approche ambitieuse du business, la société Mont Blanc connaît un développement accéléré.

Explications avec Michel Larroche, PDG.



Michel Larroche, PDG de la société Mont-Blanc

Quelles sont aujourd'hui les principales composantes de votre business ?

Nous nous développons aussi bien dans le domaine laitier (principalement avec les crèmes dessert que tout le monde connaît bien), qu'avec des produits de snacking fruitier en gourde (à l'origine pour les enfants avec « Pom'pot » et « Confipotes », mais désormais destinés aussi aux adultes avec « Ma pause fruit »). Fort de ce concept à succès des gourdes fruitières, notre développement est aujourd'hui très clairement axé sur l'international, avec notamment une implantation très importante aux Etats-Unis depuis 2008. Et nous lorgnons déjà sur d'autres régions du monde qui seront sources de croissance pour la société. Voyez plutôt : de 0% de notre CA à l'export en 2006, nous sommes passés à 10% cette année, et misons sur près de 20% l'an prochain. C'est considérable.

La société fonctionnait au ralenti au moment où vous avez décidé de la racheter... Quelle a été la clef de cette fulgurante réussite ?

En reprenant Mont Blanc, nous avons racheté une usine et une marque, et avons dû recréer l'ensemble des équipes, aussi bien marketing que vente, finance, RH... La société était effectivement en décroissance annuelle, Nestlé n'investissant plus sur Mont Blanc. A grands coups d'innovations et de travail, nous sommes parvenus à retrouver une croissance forte. Nous avons redonné à une marque déclinante de l'énergie et de l'avenir, en misant sur de bons produits, des recettes de qualité et des innovations de taille.

Justement, l'innovation est-elle vraiment un rouage essentiel ?

Bien entendu. Forts de nos équipes marketing et R&D, nous faisons sans cesse fonctionner l'entonnoir de l'innovation en nous demandant : que peuvent rechercher les consommateurs ? Quels concepts sont susceptibles de les séduire ? A l'heure actuelle, nos efforts sont essentiellement focalisés sur le concept des gourdes, qui rencontrent un franc succès.

Comment expliquez-vous le succès de ce concept ?

Il réside dans ce packaging très friendly, agréable à utiliser, qui convient parfaitement aux enfants, mais séduit également les plus âgés. Avec ces gourdes, nous réussissons la prouesse de rendre n'importe quel fruit aussi pratique à manger qu'une banane. Facilité, souplesse, propreté... C'est une idée géniale ! Sans oublier que les produits à l'intérieur sont évidemment de qualité. Le grand défi a consisté à rendre ce type de produit très accessible au grand public, grâce à des efforts industriels remarquables qui ont permis de réduire sensiblement les coûts de fabrication.

D'un point de vue personnel, c'est aussi une aventure humaine que vous avez entreprise en reprenant cette société...

En effet. Après avoir travaillé dans la recherche, le marketing, la vente et d'autres grands domaines, j'ai opté pour une carrière d'entrepreneur. Je ne peux qu'encourager les jeunes diplômés de l'école à se diriger vers ce type de métiers. Ils bénéficient d'une formation diversifiée qui leur donne cette chance de pouvoir enfiler différents costumes, vivre des carrières éclectiques, pour un jour s'ils le souhaitent pouvoir diriger une activité. Nous exerçons un métier passionnant.

CAHIER ENTREPRISES

Agro Alimentaire

Acteur européen de l'industrie des arômes, ingrédients et fragrances, le Groupe Nactis investit fortement en R&D et développe son pôle international. Rencontre avec Hervé Lecesne (Ina P-G 70, ICG 84, MBA HEC 90), Président-créateur de Nactis.

Nactis se présente comme un player complet dans l'industrie « flavours & fragrances » et propose des gammes complètes d'arômes, colorants, ingrédients et fragrances. L'entreprise grandie à la fois par création de filiales de commercialisation et par croissance externe. Nous avons fait sept acquisitions en dix ans et disposons désormais de 5 filiales à l'étranger en Pologne, Bulgarie, Tunisie, USA et Vietnam. Avec 285 collaborateurs, nous avons réalisé un chiffre d'affaires de 54 M€ en 2009, dont 75% dans l'Hexagone. Nactis vise 50% à l'international

en 2012, en particulier sur les Pays de l'Est et l'Asie, régions où l'on enregistre nos plus forts taux de croissance. Dans le cadre d'une politique active de recherche d'agents et de distributeurs, nous recrutons des profils technico-commerciaux pour l'export.

Le Groupe investi près de 5 % du CA en R&D et emploie une trentaine de personnes, soit plus de 10 % de ses effectifs, répartis sur 6 laboratoires et un atelier pilote. Nos équipes travaillent sur de nombreuses technologies porteuses d'avenir comme l'encapsulation, les arômes de réaction,

la distillation moléculaire, le fractionnement aromatique, l'enzymation, la pyrolyse, etc.

Hervé Lecesne
Président de Nactis. (Ina P-G 70) :
« Notre métier de « Créateur de Plaisir »
s'inscrit dans trois fonctions
fondamentales de l'homme :
l'alimentation, la santé et la beauté. »

Contacts : www.nactis.fr

Mail : herve.lecesne@nactis.fr



LA PERFORMANCE DOIT SE TRANSMETTRE DE GÉNÉRATION EN GÉNÉRATION.

NOTRE ENGAGEMENT POUR UNE PERFORMANCE DURABLE : CHEZ GROUPAMA, LES SEULES PERFORMANCES QUI COMPTENT SONT CELLES QUI S'INSCRIVENT DANS LA DURÉE. LA CONSÉCRATION DE GROUPAMA ASSET MANAGEMENT, DÉSIGNÉE MEILLEURE SOCIÉTÉ DE GESTION FRANÇAISE ET EUROPÉENNE POUR LA 4^E ANNÉE CONSÉCUTIVE*, EN EST UNE BELLE PREUVE.

*EUROFONDS. MEILLEURE SOCIÉTÉ DE GESTION FRANÇAISE ET EUROPÉENNE DANS SA CATÉGORIE - 41 À 70 FONDS NOTÉS

DES VALEURS D'AVENIR QUI NE DATENT PAS D'HIER



Groupama



La protection sociale complémentaire agricole : au cœur d'un modèle en développement

Créé en 1997, Agrica est le groupe de protection sociale complémentaire dédié aux salariés du monde agricole. Retraite complémentaire, prévoyance, santé, épargne : à travers ses quatre domaines d'expertise, le Groupe Agrica a pris le parti d'exercer autrement le métier d'assureur de personnes. Entretien avec Marcel Jamet (promotion 1968), directeur général du Groupe.

Quelle stratégie de développement pour renforcer la protection sociale complémentaire du monde agricole ?

Le Groupe AGRICA a pour vocation de faire progresser la protection sociale des salariés du monde agricole, qu'ils évoluent dans le domaine de la production ou des services.

Depuis la création du Groupe, le nombre de salariés agricoles cotisant a augmenté de 40% pour atteindre 1,4 million. Malgré le contexte de crises, c'est un secteur dynamique offrant un potentiel de développement et demandeur de nouveaux services auxquels il nous faut répondre.

Le paysage de la protection sociale a été marqué ces dernières années par de nombreux rapprochements entre les acteurs du secteur. Nous avons privilégié un parti pris différenciant : rester un groupe professionnel au service du monde agricole. Une logique de partenariats a été privilégiée avec des acteurs du monde agricole – Crédit Agricole Assurances et Groupama notamment – pour permettre au Groupe d'enrichir son offre de produits et services tout en restant fidèle à ses valeurs et son histoire.

Cette décision est en adéquation avec le monde actuel et de demain : le déploiement des réseaux, la multiplication des connexions sont incontournables pour le développement des entreprises. Cela nous permet également de diminuer nos frais de gestion et d'offrir à nos clients des prestations au meilleur coût ; mais aussi de nous concentrer sur la qualité des services que nous offrons. Nos activités de services à la clientèle ont ainsi été certifiées en 2010. Enfin, nos clients ont l'assurance de bénéficier de l'accompagnement d'un expert du monde agricole qui connaît leurs spécificités.

Un groupe comme le vôtre est-il une entreprise comme les autres ?

Je dirais plutôt que nous sommes une entreprise dont les valeurs la distinguent des autres. Le contexte de crise a fortement questionné le fonctionnement des entreprises ; l'importance des valeurs et du sens qu'elles donnent à l'action ont été mis en lumière. Les valeurs les plus plébiscitées – équité, solidarité, écoute, transparence, responsabilité – sont celles que nous cultivons depuis plus de 10 ans et que nous avons formalisées en 2006 à travers notre politique de Responsabilité Sociale de l'Entreprise.

Comment ces valeurs se traduisent-elles concrètement ?

Le point commun de toutes ces valeurs c'est de placer l'Homme au cœur de chacune de nos préoccupations.



Ainsi, la transparence se conjugue avec notre modèle de gouvernance : la gestion paritaire. La présence à part égale des représentants des salariés et des employeurs dans nos instances est l'assurance de décisions communes, prises dans l'intérêt de tous. Plus de 90% de nos décisions sont ainsi prises à l'unanimité.

La solidarité est incarnée par le système de retraite complémentaire par répartition que nous défendons, à travers l'action sociale et les contrats d'assurance collectifs que nous proposons.

L'écoute et l'accompagnement prennent tout leur sens à travers nos métiers. Au quotidien, nous sommes aux côtés des salariés du monde agricole pour mieux les protéger face aux risques de la vie et proposer des solutions concrètes. Pour permettre aux salariés agricoles d'améliorer le niveau de leur retraite, nous avons mis en place des dispositifs collectifs d'épargne performants. Les conditions de travail des salariés agricoles sont parfois difficiles, nous nous devons de leur garantir la meilleure retraite possible et une couverture prévoyance adaptée.

Enfin, notre sens de la responsabilité s'exprime à travers les engagements financiers que nous prenons. En 2009, elle a d'ailleurs été récompensée par le « prix de l'investisseur responsable ».

Quelles sont les raisons qui peuvent inciter les jeunes diplômés d'Agro Paris Tech à intégrer le Groupe Agrica ?

La première raison est bien entendu notre spécificité, celle d'être un groupe professionnel au service du monde agricole dans toute sa diversité.

La seconde raison tient au fait que la formation dispensée par Agro Paris Tech permet aux étudiants d'appréhender les enjeux économiques, financiers et sociaux du monde d'aujourd'hui. Or, en tant que groupe de protection sociale complémentaire professionnel nous sommes, de part nos activités et notre origine, au cœur de ces enjeux et de leur avenir. Agriculture, retraite, santé, vieillissement, gouvernance et responsabilité sociale de l'entreprise : tous ces thèmes sont dans l'actualité !

Nombreux sont les tabous qui tombent grâce à un changement de regard, à la sensibilisation et à l'information. L'intégration des personnes handicapées en fait partie. Il y a cependant encore du chemin à parcourir, et pour cela il faut sensibiliser tous les acteurs de la société. La création du Prix OCIRP « Acteurs Économiques & Handicap » s'inscrit dans cette logique d'engagement. Retour sur cette initiative avec Jean-Manuel Kupiec, directeur général adjoint de l'OCIRP.



LE PRIX OCIRP « ACTEURS ÉCONOMIQUES & HANDICAP » VALORISER LES ACTIONS EXEMPLAIRES MENÉES

L'OCIRP (Organisme Commun des Institutions de Rente et de Prévoyance) est une union regroupant près de 40 organismes de prévoyance, qui a pour cœur de métier la protection sociale complémentaire du salarié et de sa famille. Créé il y a plus de 40 ans à l'initiative des partenaires sociaux, l'OCIRP développe des garanties de prévoyance couvrant les risques décès, handicap et dépendance, garanties qui sont négociées au travers de contrats collectifs d'entreprise ou d'accords de branches professionnelles. Ainsi, en cas de décès d'un salarié assuré et selon les cas, l'OCIRP va verser :

- une rente veuvage au conjoint survivant ;
- une rente éducation aux enfants ;
- une rente handicap (viagère) aux enfants handicapés ;
- une rente dépendance en cas de perte d'autonomie du salarié couvert.

S'APPUYER SUR L'EXPÉRIENCE DE MUTUALISATION ET DE SOLIDARITÉ

Aujourd'hui, l'Union couvre plus de 4 millions de salariés de 700 000 entreprises adhérentes, et verse plus de 22 000 rentes. C'est donc tout à fait naturellement que l'OCIRP a analysé les effets de l'allongement de l'espérance de vie de la population française, y compris celle des personnes handicapées.

Et c'est, face à ce constat que l'OCIRP a souhaité apporter une réponse collective en créant la « rente survie handicap » destinée aux enfants



© Vincent Pancol

Jean-Manuel Kupiec,
directeur général adjoint de l'OCIRP.

handicapés survivant à leurs parents. Pour cela, l'OCIRP s'est appuyé sur son expérience de mutualisation et de solidarité.

« De plus, souligne Jean-Manuel Kupiec, directeur général adjoint de l'OCIRP, il faut savoir qu'à travers les solidarités mises en œuvre aujourd'hui en France, il se dégage une chaîne continue : l'État au sens large - État, Sécurité sociale, Collectivités

locales -, les entreprises et enfin les familles représentées par le tissu associatif. Mais de ces trois composantes, les entreprises n'ont souvent répondu qu'à l'obligation légale d'emploi des personnes handicapées, rôle primordial, mais insuffisant à nos yeux par rapport à celui qu'elles devraient jouer tant en termes de sensibilisation que d'innovation dans les produits et les services qu'elles peuvent offrir aux personnes handicapées ».

MIEUX COMMUNIQUER POUR MIEUX SENSIBILISER

La meilleure sensibilisation, c'est la communication. Informer, faire savoir et faire connaître participent ainsi à lever les freins culturels. C'est fondamental pour qu'une « culture handicap » s'installe et que les personnes handicapées soient mieux considérées. « L'OCIRP, qui est à la fois l'interlocuteur des entreprises et des partenaires sociaux dans le cadre de la prévoyance collective, a constaté qu'il existait des initiatives exemplaires menées par des acteurs d'horizons

très différents dans le « champ du handicap » précise Jean-Manuel Kupiec.

RÉVÉLER LES ACTIONS EXEMPLAIRES DES ACTEURS ÉCONOMIQUES

L'intégration du handicap n'est pas seulement la conséquence d'une obligation légale, c'est aussi un devoir moral : offrir concrètement une chance d'insertion professionnelle et sociale. Or, toutes les structures qu'elles soient publiques ou privées, quelle que soit leur taille ou leur

LES LAURÉATS 2010 DU

Prix « Éducation/Formation »

L'institut de formation en masso-kinésithérapie pour déficients visuels (IFMKDV) à Lyon. Cet institut permet aux étudiants déficients visuels de préparer un diplôme d'état reconnu en masso-kinésithérapie. 65 étudiants bénéficient aujourd'hui d'un accompagnement médico-psycho-social et de techniques d'enseignement adaptées, reposant sur les innovations technologiques récentes (numérisation des cours et enregistrement de ceux-ci au format mp3, équipement en notebooks, développement du système Portanum...).

Prix « Acteurs publics »

Le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) à Orléans. Ce centre scientifique et technique public a lancé en 2008 une initiative regroupant démarche écologique et action en faveur du handicap : en vue de promouvoir les déplacements à vélo de ses salariés, le BRGM a créé, en partenariat avec un ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail), un atelier de





© Vincent Pancel

**PARTICIPEZ À LA 4^e ÉDITION DU PRIX OCIRP
« ACTEURS ÉCONOMIQUES & HANDICAP »
DÈS LE 15 NOVEMBRE 2010.**

**Dossier à télécharger sur www.exemple suivre.fr
ou à demander au 01 44 56 22 56**

AU PROFIT DES PERSONNES HANDICAPÉES

domaine d'activité, ont un rôle à jouer : permettre l'insertion professionnelle, sensibiliser pour changer le regard, favoriser le mieux-être au quotidien, soutenir les aidants familiaux, faciliter l'accès à la culture, aux sports, aux loisirs...

Au-delà de la loi, ces structures sont toutes appelées à devenir des « exemples à suivre » qui permettent de faire évoluer les mentalités et surtout les pratiques. C'est dans cette optique que le Prix « Acteurs Économiques & Handicap » a été créé en 2008. « Son objectif

est donc d'encourager, de faire connaître et de valoriser les initiatives d'innovation et de sensibilisation mises en œuvre par les entreprises publiques, privées et les structures de l'économie sociale » indique Jean-Manuel Kupiec.

Organisé sous le haut patronage du ministère de l'Éducation nationale, le Prix valorise la thématique « Éducation/Formation », car 83 % des personnes handicapées ont aujourd'hui un niveau inférieur ou égal au BEP. Grâce au concours des partenaires du Prix (l'AGEFIPH, l'ANDRH, le

CCAH, le FIPHP, la FIRA, l'ODAS, le ministère de l'Éducation nationale et France Info), de très nombreux dossiers sont encore parvenus cette année, dégageant une réelle créativité et beaucoup d'humanisme. Le 25 juin 2010, c'est dans le grand amphithéâtre de l'Université Paris-Sorbonne que huit prix ont été décernés.

EN SAVOIR PLUS

- sur l'OCIRP : www.ocirp.fr
- sur le Prix : www.exemple suivre.fr

PRIX OCIRP « ACTEURS ÉCONOMIQUES & HANDICAP »

maintenance de bicyclettes implanté sur site, permettant l'insertion de travailleurs handicapés mentaux deux jours par semaine en milieu ordinaire. Les échanges avec les mécaniciens ou autres salariés ont contribué à faire évoluer les mentalités et leurs représentations du handicap.

La Mairie d'Esclourenties Daban. Une mairie des Pyrénées-Atlantiques comptant moins de 300 habitants se mobilise pour les passionnés de pêche en situation de handicap : un site de cinq hectares dédié à l'éducation de l'environnement, la formation à la pêche de loisirs et la découverte du milieu naturel, a été spécifiquement équipé pour les personnes handicapées. L'accès aux bassins a été totalement aménagé en termes d'accessibilité (chemins stabilisés, pontons de pêche adaptés, panneaux en braille, toilettes adaptées...).

Prix « Acteurs privés cotés »

Le groupe Thales à Neuilly-sur-Seine. Le groupe Thales mène une action pédagogique d'envergure, visant à sensibiliser

et à former ses managers aux particularités de l'autisme et des troubles d'apprentissage du type « dys » (dysphasie, dyslexie, dyspraxies...), pour une meilleure insertion professionnelle des personnes souffrant de troubles cognitifs. Divers outils ont été utilisés pour l'occasion : site internet et brochure sur les « dys », panneaux d'information au sein des communes, réunions d'information/sensibilisation RH...

Prix « Acteurs privés non cotés »

L'entreprise Prime Heure à Saint-André (Pyrénées-Orientales). Concept imaginé par une maman en ayant perçu le besoin chez son enfant, la « synopte » est un concept d'horloge qui permet le repérage spatio-temporel et facilite le quotidien de personnes en difficulté, leur permettant de vivre de manière plus autonome. Faute d'industriels intéressés par le projet, elle s'est lancée dans la fabrication et la commercialisation de ce produit en créant sa propre structure. Aujourd'hui, de nombreux acteurs du champ médico-social font appel

à elle pour le proposer aux enfants ou adultes handicapés, aux personnes atteintes de maladies neurodégénératives ainsi qu'aux aidants familiaux ou professionnels.

Prix « Acteurs de l'économie sociale »

L'association ABEJ Solidarité à Lille. L'association ABEJ Solidarité organise des maraudes spécifiques en ville, pour aller à la rencontre de nombreuses personnes sans domicile fixe et en situation de handicap physique, mental ou psychique qui se retrouvent à la rue, exclues des dispositifs existants. Elle souhaite faire en sorte que les personnes handicapées ne se chronicisent pas dans la rue, et s'est donné pour mission de renforcer l'accompagnement de celles-ci en mettant en place des solutions durables.

L'association La Rencontre à Trappes. La Rencontre a créé « Les bambins », une crèche qui propose un accueil en milieu ordinaire à des enfants handicapés, âgés de 18 mois à 6 ans et atteints de déficiences motrices, sensorielles ou mentales. La

mixité avec d'autres enfants concourt à la socialisation et à l'autonomie de ces enfants porteurs d'une déficience ou d'une maladie chronique, et permet de leur offrir une prise en charge individualisée grâce à la mise en place d'un projet éducatif personnalisé (collaboration avec professionnels médicaux, thérapeutes et parents).

Prix « Coup de cœur du jury »

L'association Radio Coteaux à Saint-Blancard. Radio Coteaux est une radio associative qui a initié une collaboration avec le Centre d'Insertion par le Loisir et le Tourisme (CILT) de Saint-Blancard, pour former chaque année une vingtaine de leurs patients traumatisés crâniens aux métiers de la radio. Ainsi, tous les mercredis, un animateur de Radio Coteaux accompagne des traumatisés crâniens pour l'animation d'une émission radiophonique de deux heures intitulée « Sous les Coteaux, la Plage ». Ce projet permet de faciliter leur réinsertion sociale et professionnelle et de sensibiliser les auditeurs de la radio au handicap.



Un acteur fort pour le développement durable

Parmi les acteurs de premier plan en matière de développement durable, l'Office National des Forêts (ONF) apporte une contribution large, active et volontariste aux efforts consentis. Explications avec Pascal Viné, directeur général de l'ONF.

Dans quelle mesure l'ONF peut-il être vu comme un véritable opérateur du développement durable ?

La gestion des forêts s'inscrit dans le très long terme : il faut 180 ans pour faire un chêne, 120 ans pour un hêtre, 100 pour un sapin... : ce qui oblige le forestier à se projeter dans l'avenir pour prendre aujourd'hui les décisions de récolte qui façonneront pour demain une forêt en bon état où toutes les classes d'âge seront équilibrées. De ce point de vue, nous inscrivons notre action dans une logique durable. Nous recherchons au quotidien la juste mesure entre l'efficacité économique, la performance environnementale et la responsabilité sociale. Concrètement, cela se traduit par la réalisation au plus près des objectifs de récolte prévus par les aménagements de nos forêts et l'application de notre politique environnementale dans le respect des Règlements nationaux des travaux et services forestiers, de l'instruction biodiversité et de notre certification Iso 14001 et PEFC.

Comment entendez-vous contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique ?

En mettant en œuvre l'accord cadre signé entre France Forêts et la fédération France Nature Environnement (FNE) pendant le Grenelle de l'environnement « produire plus de bois, matériau et énergie renouvelables, tout en préservant mieux la biodiversité ». Cet accord traduit la contribution importante que la forêt apporte déjà et peut apporter encore plus dans la lutte contre le changement climatique :

- par une adaptation des sylvicultures visant à améliorer sa capacité à stocker le carbone,
- par le développement des usages du bois dans la construction (1 m³ de bois dans les ouvrages stocke 1 tonne de CO₂ et évite par substitution l'émission de 0,8 tonne d'origine fossile),
- par le développement du bois énergie sous toutes ses formes (le Plan climat pour la France a fixé un objectif de 23% d'énergies renouvelables à l'horizon 2020 : ceci passe notamment par un développement du bois-énergie),

...le tout en s'attachant à préparer les forêts publiques aux conséquences annoncées du réchauffement climatique en s'appuyant sur les résultats des travaux de R&D pour tester et choisir essences et techniques sylvicoles les mieux adaptées.

L'ONF en bref

Établissement public industriel et commercial, l'ONF compte près de 10 000 salariés. En charge de la gestion durable des forêts publiques françaises (27% des forêts) dans le cadre du régime forestier, il mobilise 14 millions de m³ de bois pour la filière et effectue des prestations de services (études, travaux, expertises) dans le domaine de la gestion d'espaces naturels, pour les collectivités et des clients privés. En 2010 son chiffre d'affaires prévisionnel est de 584 M€.

Le développement durable, c'est aussi la préservation d'un milieu...

Absolument, et à ce titre, l'ONF s'emploie à déployer ce que nous appelons la gestion multifonctionnelle, qui intègre le juste équilibre au niveau de chaque forêt entre récolte du bois, préservation de la biodiversité et accueil du public. Car faut-il le rappeler, les forêts que nous avons en charge sont ouvertes au public, et doivent de ce fait être aménagées pour être fréquentées dans les meilleures conditions possibles. La préservation de la biodiversité, c'est bien entendu la protection des sols, des cours d'eau, des habitats, mais aussi de la flore et de la faune. Au-delà de ces actions, nous remplissons aussi des missions d'intérêt général en particulier la prévention des risques naturels (lutte contre l'érosion, les éboulements et avalanches en montagne, défens de forêts contre les incendies, entretien des dunes du littoral aquitain).

Comment est fixée la politique que vous appliquez au quotidien dans votre travail ?

Les objectifs de l'ONF sont fixés par le contrat d'objectifs qu'il signe tous les 5 ans avec l'État : ils traduisent les orientations fixées par le Grenelle de l'environnement ainsi que les objectifs énoncés par le Président de la République en mai 2009 à Urmatt pour la filière bois. L'ONF prépare son prochain contrat d'objectifs pour la période 2012-2016. Il entend y associer ses principaux partenaires qui sont les communes forestières, la fédération nationale du bois et les organisations non gouvernementales, comme France Nature Environnement. Le développement durable est un enjeu de société. L'ONF est au cœur de ce défi. Il entend, avec l'ensemble de son personnel, y prendre toute sa part.

De l'Agriculture à l'Immobilier : l'Agro mène à tout...

Sans quitter son métier d'Agriculteur, Hervé DE VRIENDT (INAPG 74) a bâti en 20 ans le Groupe SIRIUS, acteur de référence dans la location de locaux d'activités en Ile-de-France.

Un peu d'histoire

Pour diversifier ses activités agricoles et se créer une identité, Hervé DE VRIENDT cherche une entreprise à reprendre ou un projet à développer. Pressé et n'ayant pas rencontré l'idée-miracle dans l'agriculture ou l'agroalimentaire, il élargit sa recherche: hôtellerie, cosmétiques, location d'espaces pour l'archivage... En étudiant ce dernier projet, il constate un manque d'entrepôts en Région Parisienne. L'idée est trouvée: associé à un ami agriculteur et avec les conseils avisés d'un constructeur, il développe alors en 1989 un premier Parc locatif d'immeubles d'activités et d'entreposage, près de l'aéroport de Roissy.

Trois ans après, en 1992, la crise immobilière arrive. Notre jeune entrepreneur comprend qu'il y aura là une extraordinaire source d'opportunités. Armé de la confiance de quelques banques et d'un cercle d'investisseurs privés, il développe et acquiert plusieurs Parcs d'activités autour de Roissy et Marne la Vallée.

10 ans après, le Groupe SIRIUS est devenu un opérateur de référence sur Roissy et attire rapidement la convoitise d'un groupe américain avec lequel il met en place un partenariat étroit lui permettant d'acquérir près de 250 000 m².

En 2006, SIRIUS reprend son indépendance et vend une partie de ses actifs afin d'alléger son endettement et de bénéficier d'une conjoncture exceptionnellement favorable. Il choisit alors de réinvestir dans du foncier en Première couronne parisienne. Il achète notamment, auprès de Gaz de France, 16 ha remarquablement situés en bordure de l'A86, à Villeneuve la Garenne.

En 2008, pour se protéger d'une crise apparaissant inéluctable, SIRIUS s'allège à nouveau avant la chute du marché. Par la suite, il pourra ainsi mener à bien une politique d'acquisition intensive et bénéficier de prix devenus plus abordables.

Les credos de SIRIUS

Le Groupe SIRIUS est très attaché aux principes qui lui ont permis de se distinguer de la majorité de ses concurrents, de survivre et même de prospérer au cours des 2 graves crises économiques qu'il a traversées :

- Etre à l'écoute de ses locataires, prêter une oreille attentive à leurs besoins immobiliers et leur fournir un service attentionné.
- Privilégier l'investissement pour le long terme sans se laisser séduire par les sirènes du profit immédiat.
- Réaliser une construction de qualité autour d'une architecture et d'une décoration séduisantes au quotidien.
- S'appuyer sur une structure financière solide afin de bien traverser les tempêtes économiques.



Hervé De Vriendt

Hervé DE VRIENDT, marié et père de 2 enfants, est originaire d'une

famille d'agriculteurs de Picardie. A l'Agro, il se spécialise en économie rurale, où Jean CHOMBART de LAUWE le prend sous son aile. Après un MBA à l'INSEAD, il effectue sa coopération à l'Ambassade de France à Londres. Revenu sur l'exploitation agricole familiale, il crée SIRIUS en 1988.

Le Groupe SIRIUS aujourd'hui

...est devenu un acteur de référence pour la location et la construction de locaux d'activités en première et deuxième couronne parisienne. Ses équipes rassemblent un savoir-faire reconnu et un sérieux apprécié depuis la construction jusqu'à l'entretien et la gestion locative des immeubles. Au Nord de Paris, SIRIUS est très présent sur les pôles de Villeneuve-la-Garenne/Aubervilliers/Saint Denis/Gennevilliers. A l'Est, sur Créteil/Alfortville. Au Sud, sur Chilly Mazarin/Massy. A l'Ouest, sur Nanterre/Versailles. Actuellement, malgré les incertitudes économiques, le Groupe SIRIUS recherche des immeubles d'activités et des terrains pour consolider sa position stratégique à l'intérieur de la Francilienne.

Quelques chiffres 2010



Actifs immobiliers :
180 000 m²
Implantation :
Ile-de-France
CA : 35 millions €
30 rue La Boétie
75008 Paris
Tél. : 01 58 36 17 00



La passion du Champignon

Comme souvent, l'histoire est née d'une passion. Celle de Christophe CROLET (INA P-G 1986) pour les champignons, qui l'a poussé à installer la Boutique du Champignon à Eguisheim, au coeur du vignoble alsacien, il y a 5 ans, en association avec des amis.

Cette initiative, de dédier entièrement un commerce à cet invité de marque des meilleures tables, est née après un parcours d'une vingtaine d'années dans l'industrie agro-alimentaire, en management d'équipes de production et de qualité (Knorr à Dupigheim, Cachou Lajaunie à Toulouse, Wrigley à Biesheim).



La Boutique du Champignon offre aujourd'hui à tous les gastronomes un éventail de saveurs rares et inédites, dans le rempart sud d'Eguisheim, au coeur du vieux Colmar et dans les Pyrénées Catalanes au sein de la citadelle fortifiée de Villefranche-de-Conflent.

Grâce à une rigoureuse sélection de producteurs, la Boutique du Champignon

garantit un haut niveau de qualité de ses spécialités gastronomiques fines à base de champignons : champignons apéritifs confits dans du vinaigre et conservés dans de l'huile d'olive, crèmes de champignons pour toaster ou napper viandes et pâtes, poudres de champignons pour saupoudrer dans l'assiette ou en fin de cuisson, et également pâtes, potages, terrines de viandes et de poissons, huiles d'olives et moutardes à base de champignons nobles (truffes, cèpes, girolles, trompettes).

Une BOUTIQUE EN LIGNE sur le site : www.laboutiqueduchampignon.com propose une sélection de ces trésors gustatifs, avec des conseils pour mettre en scène les produits et combler les papilles de vos invités.

La gamme proposée offre également d'innombrables créations artistiques inspirées par ce sympathique hôte des bois : lampes en porcelaine ou en bois, échiquiers, horloges, peluches, figurines humoristiques... Sans oublier les livres scientifiques ou merveilleux, jeux de cartes, magnets, couteaux de mycologues et autres objets fantaisie originaux. En tout, pas moins de 2 500 références ! A chaque fois, appel est fait au talent des artisans du cru et d'ailleurs qui conjuguent volontiers leur fertile imagination avec l'insatiable thème d'inspiration qu'est le champignon. **La Boutique du Champignon décline le champignon sous toutes ses formes et dans toutes les matières !**



Eguisheim fête le Champignon

A Eguisheim, la Boutique du Champignon a créé une Fête annuelle du Champignon qui se déroule chaque dernier week-end d'octobre.

Cette fête originale met tout le village au diapason pour célébrer le mystère et la fascination qu'exercent les champignons : son organisation est gérée au sein de l'Association des Partenaires Economiques d'Eguisheim.



En complément de l'exposition de champignons forestiers, des sorties sur le terrain sont encadrées par les mycologues de la Société Mycologique du Haut-Rhin, partenaire de l'opération : les visiteurs sont toujours ravis de rencontrer de vrais passionnés.

Il y a naturellement le volet gastronomique, avec des menus spéciaux dans les restaurants d'Eguisheim, et une petite restauration sous chapiteau musical où l'on retrouve, parmi d'autres recettes originales, un en-cas insolite au succès croissant : les saucisses aux champignons créées et préparées pour l'événement par le charcutier du village.

L'artisanat est bien représenté avec un marché du terroir. Les enfants sont invités à entrer dans l'univers des contes, en compagnie des elfes et des fées. Le clou de la manifestation est le théâtre de rue, avec des comédiens percussionnistes déguisés en champignons ambulants qui animent avec talent les rues du village. Les photos de l'édition 2010 sont accessibles sur le blog du site www.laboutiqueduchampignon.com.

L'univers du champignon...



LA BOUTIQUE DU
Champignon

La Boutique du Champignon Tél. : 03 89 23 26 07 e-mail : info@laboutiqueduchampignon.com

vente en ligne : www.laboutiqueduchampignon.com



L'art d'être bien dans ses stats...

En dix ans, Addinsoft, avec le logiciel XLSTAT, s'est hissé au rang de leader mondial dans le domaine des outils de statistique intégrés à Microsoft Excel. Retour sur une success-story avec Thierry Fahmy (PG 91), fondateur et dirigeant d'Addinsoft.

Quel est votre modèle de développement ?

L'univers des éditeurs de logiciels de statistique et de traitement de données voit se côtoyer des sociétés américaines très importantes nées dans les années 70 et de petites entreprises innovantes le plus souvent américaines mais aussi parfois européennes. En développant un module complémentaire pour Microsoft Excel à un très prix inférieur à ceux de ses concurrents, Addinsoft a fait le choix de se développer dans un secteur négligé par les éditeurs traditionnels, et qui connaît maintenant une forte croissance.

A qui s'adresse votre logiciel ?

Il est destiné à toutes les entreprises, universités, laboratoires de recherche, mais aussi aux consultants indépendants, aux étudiants, qui ont des données à analyser... Nous comptons parmi nos clients la plupart des entreprises du CAC 40, mais aussi AgroParisTech ! Nous sommes très présents dans l'agro-alimentaire, où XLSTAT est devenu la solution de référence pour l'analyse sensorielle.

Quels ont été les freins à votre développement ?

Plus de 50 % de notre activité est réalisée sur les marchés américain et français avec une répartition équilibrée, alors que bien entendu, nous devrions être beaucoup plus présents aux États-Unis (XLSTAT est disponible en 8 langues). Nous avons rapidement gagné des parts de marché en France du fait d'une politique tarifaire assez basse et d'une moins forte inertie du marché. A l'inverse, aux États-Unis nous sommes confrontés à un marché très mature avec des leaders très bien implantés et par conséquent difficiles à détrôner. Notre croissance

aux États-Unis sera malgré tout de 25% en 2010. Par ailleurs, comme tous les éditeurs, nous sommes aussi confrontés à l'essor du logiciel libre.

Justement comment rivaliser ?

Ces menaces nous obligent à innover toujours plus vite et à proposer un service d'assistance irréprochable pour nous démarquer. Bien que nous ayons plus de 20000 clients dans plus de 100 pays, nous nous efforçons de répondre en moins d'une heure et de manière personnalisée à nos clients. La qualité d'XLSTAT et sa facilité d'utilisation nous permettent de rivaliser avec les éditeurs traditionnels. L'intégration à Microsoft Excel est aussi devenue un véritable avantage.

Comment envisagez-vous votre croissance ?

Actuellement, nous sommes à 40 % de croissance. Nous venons de signer un partenariat très important avec la société américaine Pearson Education, le plus gros éditeur dans le domaine de l'éducation. Cet accord porte sur une version simplifiée de XLSTAT dans les livres d'introduction aux statistiques destinés à un minimum de 50 000 étudiants aux États-Unis et au Canada.

Quels seront les challenges de demain ?

Le premier consiste à garder une structure flexible avec des collaborateurs extrêmement investis tout en préservant notre qualité de vie puisque nous travaillons tous actuellement à domicile. Nous sommes à ce titre une entreprise très « verte », car nous ne nous déplaçons que très peu. Toutes nos réunions ou nos interventions auprès de nos clients se font par Internet. L'impact de la société en terme de CO2 est très

Addinsoft en bref

Créée en 2000, Addinsoft est la société editrice du logiciel XLSTAT. Elle compte aujourd'hui 5 associés dont 2 anciens de l'INA P-G et génère un chiffre d'affaires supérieur à 1 million d'euros, réalisé en grande partie au travers de la vente en ligne.



Bio Express

Thierry Fahmy, fondateur de la société Addinsoft, est sorti de l'INA P-G en 94, puis a fait un doctorat de statistiques

appliquées à l'ENGREF. Il a ensuite collaboré deux ans chez IBM avant de se lancer dans l'entrepreneuriat en créant différentes structures informatiques. Addinsoft est la dernière née.

faible. Autre particularité, nous fonctionnons sur un modèle de management horizontal et non pyramidal, ce que je souhaite conserver le plus longtemps possible. Nous travaillons également en réseau, avec des fournisseurs et des partenaires ayant une taille et une réactivité semblables à la nôtre. Enfin, et c'est là le plus gros challenge, nous avons actuellement des opportunités très importantes qui pourraient, si elles aboutissent, donner un coup d'accélérateur au développement de l'activité. Mais pour le moment je ne vous en dirai pas plus...

Cela signifie-t-il des opportunités en terme de recrutement ?

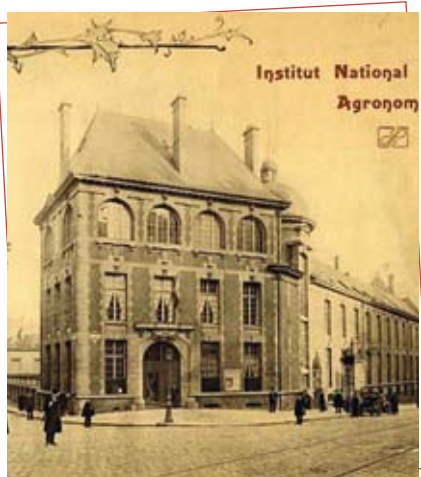
Pas dans l'immédiat, mais j'espère d'ici 12 mois...

Quels conseils donneriez-vous aux jeunes « Agro » ?

Lorsqu'on est un jeune ingénieur, on s'imagine plutôt dans une grosse structure et l'on met souvent de côté la voie de l'entrepreneuriat ; A mon sens, c'est se priver d'une expérience formidable. Même si la nature de l'enseignement dispensé à l'Agro ne se prête pas forcément à ce type d'aventure, j'encourage vivement mes jeunes camarades à sauter le pas. Deuxième conseil : faire une thèse ! C'est une formidable occasion d'approfondir ses connaissances dans un domaine, mais aussi de mieux se connaître. Et dans ce domaine, l'Agro offre des possibilités exceptionnelles. Dernier conseil : voyager !

En direct de l'École

AgroParisTech, un passé riche pour relever les grands défis du futur



L'histoire de l'Institut, ses missions et sa vocation

AgroParisTech, un jeune institut riche du passé de ses trois écoles fondatrices

Le regroupement des 3 écoles n'est pas qu'un empilement de structures mais un rapprochement volontaire, pour une mise en commun, une mutualisation et l'émergence de nouvelles synergies qui ont donné lieu à de nouvelles approches : la santé et l'environnement.

- Dès 2004, 3 institutions majeures d'enseignement et de recherche du Ministère de l'Agriculture, ayant chacune une longue histoire remontant au 19^{ème} siècle : INA P-G, Engref et Ensia ont œuvré pour se rapprocher afin d'imaginer ensemble une façon renouvelée

Le regroupement des 3 écoles n'est pas qu'un empilement de structures mais un rapprochement volontaire, pour une mise en commun, une mutualisation et l'émergence de nouvelles synergies qui ont donné lieu à de nouvelles approches autour de la santé et de l'environnement.

de répondre aux défis auxquels le monde des sciences et technologies du vivant et de l'environnement est confronté aujourd'hui.

- Le 1er janvier 2007 naissait AgroParisTech. Depuis toujours les enseignants, les chercheurs, les techniciens et tous les autres personnels de ces établissements ont su produire et enseigner des connaissances, des approches et des pratiques dans le domaine complexe des sciences et industries du vivant et de l'environnement.

« Observer, expérimenter, et modéliser pour mieux
comprendre, innover et gérer avec respect »

Les démarches scientifiques et pédagogiques de ces 3 écoles fondatrices se sont depuis toujours différenciées par un souci permanent de bien mettre en relation la Science avec le Milieu Naturel et la Société des Hommes : observer, expérimenter, et modéliser pour mieux comprendre, innover et gérer avec respect.

Une histoire consacrée à répondre aux enjeux de société

C'est le fil conducteur de l'histoire de nos écoles qui n'ont jamais cessé de se préoccuper d'apporter des solutions aux problèmes de société dans ses domaines de formation, de recherche et d'expérimentation, en France comme à l'étranger.

Les sciences et technologies du vivant et de l'environnement sont au cœur des enjeux du 21^{ème} siècle, principalement la sécurité alimentaire mondiale et le développement durable dans le cadre d'un développement démographique et économique sans précédent au niveau mondial et d'une interdépendance de plus en plus grande des différents objectifs de production, d'environnement et de santé, et ce, dans un contexte de tension internationale croissante.



Une histoire tournée vers la formation, la recherche et l'expérimentation

Même si les orientations ont évolué et se sont élargies, les écoles dès leur origine ont joui d'une réputation solide sur ces trois piliers que l'on retrouve aujourd'hui et qui ont toujours été appuyées par les politiques publiques y afférant (R, F&D).

Une histoire déjà soucieuse de l'ouverture à l'international et consciente de l'enjeu environnemental

Sous les III^{ème} et IV^{ème} République, Grignon accueille déjà des étudiants étrangers en grand nombre. Les Eaux et Forêts, dès le XIX^{ème} rayonne au-delà des frontières et l'INA est le 5^{ème} à implanter sa maison à la cité internationale Universitaire de Paris (1925 – 1930)...

Depuis longtemps donc les chercheurs et les pédagogues ont compris que leurs activités étaient par construction internationales. Nombreux ont été les étudiants et les personnels étrangers accueillis par ces 3 écoles, notamment dans le monde francophone.

Comme l'ouverture à l'international, l'enjeu environnemental est une approche transversale. Acteurs du développement durable avant l'heure, les écoles ont depuis toujours intégré cette dimension dans la formation et la recherche.

Les orientations de l'Institut

Aujourd'hui AgroParisTech dans ses domaines de compétences reconnues a traduit ses enjeux essentiels en 6 défis pour l'humanité et son environnement :

- Produire, gérer, valoriser des ressources renouvelables agricoles, forestières dans une perspective de durabilité des écosystèmes fournisseurs de ces ressources,
- Protéger, gérer des ressources naturelles : eau, air, sol, biodiversité,
- Organiser, gérer, valoriser les territoires, espaces naturels et paysages,
- Assurer le maintien d'un environnement durablement sain,
- Transformer et valoriser les bio-ressources agricoles, forestières,
- Offrir à la consommation des aliments et bio-produits sains et sûrs, adaptés aux différents besoins de tous les hommes.

AgroParisTech a comme ambition de contribuer de manière significative à relever ces défis tant en ce qui concerne :

- la recherche,
- l'enseignement,
- l'expertise et le développement de produits, de service ou de procédés innovants,
- le débat de société.

Pour ce faire, AgroParisTech, dans ses domaines d'excellence, développe des démarches originales, scientifiques et culturelles, spécifiques :

- les approches intégrées, analytiques et systémiques (transversalité et globalité),
- la modélisation et la simulation des phénomènes complexes en condition de forte incertitude (complexité et anticipation),
- la vision à long terme des questions et des défis permettant l'instruction et la prise de décisions dans un contexte de développement durable (clairvoyance et durabilité).



Données et chiffres clés

5 départements de formation et de recherche :

- Sciences et ingénierie agronomiques, forestières, de l'eau et de l'environnement
- Sciences de la vie et santé
- Sciences et procédés des aliments et bioproduits
- Modélisation mathématique, informatique et physique
- Sciences économiques, sociales et de gestion

2000 étudiants et auditeurs en formation diplômante

230 enseignants-chercheurs

450 chercheurs associés

29 unités mixtes de recherche

1 cursus d'ingénieur bac + 5

avec 4 domaines d'enseignement

34 spécialités de master

4 écoles doctorales

dont 1 portée par l'établissement (ABIES)

avec 450 doctorants

1 centre de formation d'apprentis

avec 120 entreprises partenaires

Un réseau 11 000 anciens en activité

120 accords internationaux bi ou multilatéraux

8 sites dont 4 en Ile-de-France et 1 à Kourou

EN DIRECT DE L'ÉCOLE

L'institution

La stratégie d'AgroParisTech

Une graduate school cohérente à laquelle est adossé un programme post master ambitieux

La réforme engagée en matière d'offre de formation structure l'établissement autour de deux axes :

Une « graduate school » cohérente

- la formation de niveau master offrant un diplôme unique d'ingénieur (spécifique aux « grandes écoles ») et un diplôme de master dans l'ensemble des domaines couverts par AgroParisTech (productions agricoles et forestières durables, territoires, filières, alimentation, biomatériaux et énergies, gestion et ingénierie de l'environnement, ingénierie et santé),
- la formation doctorale élaborée au sein de l'école doctorale ABIES dirigée par AgroParisTech et au travers de différentes écoles doctorales pour lesquelles l'établissement est co-habité.

Une offre dit « Executive » destinée aux cadres juniors, intermédiaires ou dirigeants, désireux de se perfectionner ou d'acquérir de nouvelles compétences :

- La formation post-master diplômante, destinée :
 - soit aux étudiants en continuité de cursus (notamment pour la formation des hauts fonctionnaires du nouveau corps technique de l'Etat né de la fusion du corps des IGRF et de celui des IPC),
 - soit aux professionnels en activité.
- La formation certifiante ou courte qualifiante.

Dans chacune de ces approches et finalités, AgroParisTech développe un triptyque de fondamentaux couplant sciences de l'ingénieur, sciences biologiques et sciences économiques, humaines et sociales.



Une recherche faisant interagir connaissances fondamentales et recherche en ingénierie

AgroParisTech est structuré en cinq départements de formation et de recherche :

- Sciences et ingénierie agronomiques, forestières, de l'eau et de l'environnement,
- Sciences de la vie et santé,
- Sciences et procédés des aliments et bioproduits,
- Modélisation mathématique, informatique et physique,
- Sciences économiques, sociales et de gestion.

AgroParisTech développe sa recherche dans plus de 25 unités dont la plupart mobilisent des communautés de chercheurs de différents organismes de recherche, au premier rang desquels l'INRA et dans une moindre mesure, le CEMAGREF, le CIRAD et le CNRS mais aussi des Etablissements universitaires.

Ses travaux contribuent au développement des connaissances dans plusieurs champs finalisés traversés par l'enjeu du développement durable : alimentation, nutrition, santé, biomasse, bioénergie, chimie verte du carbone renouvelable ; gestion des espaces, des ressources et

des milieux agricoles et non agricoles. Ils contribuent aussi aux champs disciplinaires supports de chacune de ces finalités comme à ceux qui sont transverses à celles-ci (biologie intégrative ; sciences économiques et sociales ; mathématiques et modélisation des connaissances,...).

Les alliances

Les acteurs d'AgroParisTech ont imaginé de construire un projet résolument tourné vers les besoins actuels et futurs de la société et, plus particulièrement, des entreprises et des pouvoirs publics. Les alliances de l'Institut se situent à différents niveaux :

A deux niveaux de l'international :

- ParisTech : vers les entreprises (Science et technologie générique),
- Agreenium pour le développement agricole à l'international (hors zone Europe) et le transfert vers les entreprises.

Avec le réseau d'AgroParisTech :

Mise en place de stratégies pour les entreprises (dont les Administrations), françaises et internationales. Alliances académiques : stratégie en France et à l'étranger.

Définition de l'ingénieur

La spécificité de l'Ingénieur d'AgroParisTech repose sur sa formation à l'appréhension et à la connaissance de la complexité du vivant et de l'environnement. Il exerce fréquemment son activité dans des entreprises, des organisations privées ou publiques en charge de la conception et de l'exploitation des produits, procédés et services, liés aux interactions des activités humaines avec les systèmes vivants. Il possède une culture scientifique étendue, dont l'originalité lui permet d'être sensible aux limites des connaissances et à la prise en compte des aléas et de la variabilité. Il est capable de raisonner à différents niveaux d'organisation et d'analyser les relations entre ces niveaux. Il est préparé à repérer les propriétés émergentes du vivant, à aborder et gérer les phénomènes complexes, les interactions, les changements d'échelle et de pas de temps, ainsi que les processus évolutifs et de transformation.



Heliopotasse

LES ENGRAIS DU MONDE À VOTRE PORTE

Siège social - 25 place de la Réunion - 68100 MULHOUSE - Tél. : 03 89 36 39 50 - Fax : 03 89 46 01 22

agriculture durable... construisons l'édifice !



nouricia groupe coopératif agricole de Champagne Ardenne
s'engage et relève les grands défis de société :

- nourrir les hommes,
- réussir la fin du "tout pétrole",
- fournir des matériaux recyclables,
- préserver les sols, l'eau, l'air et la biodiversité,
- développer des pratiques culturales en phase avec une agriculture durable.

nouricia propose aux étudiants, dans le cadre de leurs stages de fin d'études,
des missions en phase avec sa stratégie.

Consultez les offres et déposez votre candidature sur www.nouricia.com

contact@nouricia.com - www.nouricia.com



La vision du directeur de l'école



Notre pays a de tout temps accordé une importance stratégique à son agriculture, sa forêt, son industrie alimentaire, aux questions de l'eau, de l'environnement. Il a ainsi, au fil du temps, développé une compétence mondialement reconnue en ces domaines, notamment fondée sur ses établissements de recherche et de formation. Il est également doté d'entreprises de premier plan mondial dans les domaines de l'alimentation, de l'eau, de l'environnement, de la cosmétique, de la pharmacie, de l'énergie.. Les trois écoles fondatrices d'AgroParisTech ont, au cours de leur déjà longue histoire, participé à ce rayonnement.

Et demain ?

AgroParisTech entend aujourd'hui prolonger cette contribution, en particulier :

- En tirant pleinement parti, pour la formation qu'elle dispense et la recherche à laquelle elle contribue, des synergies favorisées par le regroupement des compétences des trois écoles fondatrices face à des enjeux désormais fortement liés ;
- En relevant les défis pédagogiques majeurs imposés par la nécessité de bien préparer ceux qui demain auront à construire de nouvelles réponses prenant pleinement en compte les exigences d'un développement durable dans toutes ses dimensions ;
- En construisant une offre de formation complète et de rang international ;
- En contribuant à la réflexion citoyenne sur les enjeux nationaux et internationaux d'une approche durable pour l'agriculture, la forêt, l'alimentation, l'environnement ; réflexion conçue à la fois comme un service public à développer mais aussi comme un outil pour adapter en permanence son offre de formation, sa pédagogie, sa recherche.
- En s'appuyant sur la visibilité et des moyens nouveaux que lui confèrent ce regroupement comme les alliances et partenariats nationaux et internationaux noués ou à développer... ainsi que le réseau des anciens qui aujourd'hui, en se regroupant comme nous avons regroupé les Ecoles fondatrices, nous accompagne chaque jour dans l'évolution de l'Institution.





MAÏSADOUR

s e m e n c e s

- ▶ **Maïsadour Semences** est une filiale du Groupe Coopératif MAÏSADOUR, acteur agro-alimentaire majeur avec 4 000 salariés et un chiffre d'affaires de plus d'un milliard d'euros.
- ▶ **Maïsadour Semences** sélectionne et met en marché ses propres semences de maïs, de tournesol et de colza. La société emploie 470 collaborateurs, dont 30 % à l'international au sein de ses 12 filiales.

Pour consolider son développement international, Maïsadour Semences recrute sur plusieurs pays des ingénieurs agronomes et propose des stages dans ses 3 domaines d'activités : R&D, production et marketing.

Vous pouvez retrouver toutes les offres en cours et les contacts sur :

**www.maisadour-semences.com,
rubrique « Travailler chez Maïsadour Semences »**



AgroParisTech : une place affirmée dans la formation des docteurs en sciences et technologies du vivant et de l'environnement

Depuis plus de 10 ans, les trois Ecoles fondatrices d'AgroParisTech se sont largement engagées ensemble dans la formation des docteurs en complément de celle de leurs ingénieurs, avec l'ambition de former plus d'ingénieurs par et pour la recherche.

C'est dans cet esprit qu'elles ont créé ensemble une Ecole doctorale - ABIES - spécifique des champs couverts par les trois Ecoles (Agriculture, Alimentation, Biologie, Environnement, Santé) et se sont engagées dans d'autres Ecoles doctorales en région (RP2E 1 à Nancy, SIBAGHE2 à Montpellier) ou plus disciplinaires (GRN3 à Paris).

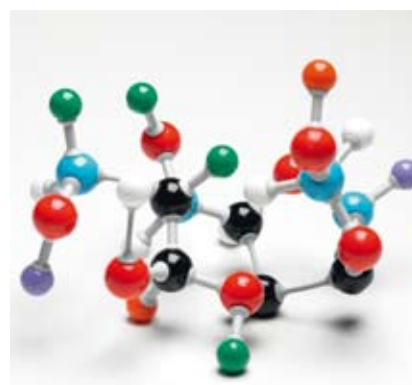
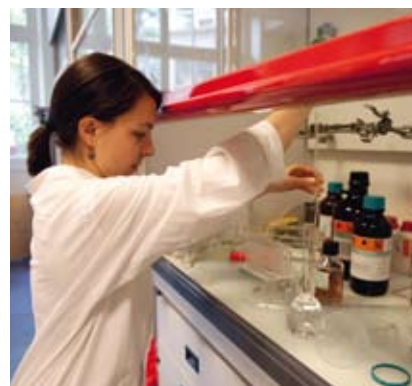
Aujourd'hui, AgroParisTech forme 450 doctorants dont 90% au sein d'ABIES et diplôme une centaine de docteurs par an. Parmi les doctorants d'ABIES, la moitié sont des ingénieurs d'origines diverses : 40% sont issus des différents cursus d'AgroParisTech, 35% d'autres Ecoles françaises, 25% d'Ecoles étrangères. Globalement, la population de doctorants comprend près de 40% d'étrangers venant du continent africain (1/3), d'Asie et du Moyen-Orient (1/3), d'Amérique latine (19%) et d'Europe (11%).

Les travaux disciplinaires et interdisciplinaires conduits dans le cadre de la formation doctorale dispensée par AgroParisTech s'inscrivent dans des domaines très variés :

- Sciences agronomiques et forestières (17%)
- Sciences de l'environnement, Sciences de l'eau, Sciences du paysage (14%)
- Sciences de la vie et de la santé (37%)
- Sciences et procédés des aliments et bioproduits (14%)
- Sciences pour l'ingénieur (4%)
- Sciences économiques, sociales et de gestion appliquées au vivant et à l'environnement (14%)

Les docteurs trouvent un emploi très rapidement après la thèse, pour une bonne partie dans la recherche et l'enseignement supérieur (60%), les autres étant embauchés dans les entreprises (24%) et les administrations (10%) ou s'engageant dans une profession libérale.

(1) Sciences et Ingénierie des Ressources, Procédés, Produits, Environnement
(2) Systèmes Intégrés en Biologie, Agronomie, Géosciences, Hydrosociences, Environnement
(3) Géosciences et Ressources Naturelles



La faible reconnaissance par les entreprises de la plus value apportée par la formation doctorale - comparativement au diplôme d'ingénieur - est aujourd'hui un frein pour attirer des ingénieurs vers le doctorat (ou PhD), pourtant nécessaire au développement de toute carrière à l'international. L'ambition d'AgroParisTech est de travailler avec les entreprises sur cette question, notamment dans le cadre de l'Institut doctoral ParisTech et de son Collège des Entreprises, pour augmenter à 20% le nombre d'ingénieurs d'AgroParisTech formés par la recherche (seulement de 12% en 2010).

■ *Marianne Lefort*
Directrice scientifique d'AgroParisTech.

La première rentrée commune d'AgroParisTech

Vue par Joel Priolon, enseignant-chercheur à AgroParisTech
UFR Economie, gestion et politiques publiques (SESG)



Quels sont les points forts selon vous d'un cursus unique ?

Le cursus unique permettra a priori de mieux situer les domaines de compétence des ingénieurs diplômés d'AgroParisTech.

La mise en place de ce cursus amène également l'ensemble de l'établissement à réfléchir collectivement aux évolutions nécessaires. Cet effort de réflexion, je tiens à le souligner, était auparavant conduit de manière permanente par chacune des équipes enseignantes en charge d'une spécialisation mais il manquait à tous un espace commun de réflexion. Cela dit, la tâche qui nous attend demeure considérable.

Enseignant depuis 1989 à l'INAPG puis désormais à AgroParisTech, Joel Priolon, spécialisé dans les questions d'économie, fait le point six mois après la première rentrée commune de l'Histoire de l'Ecole.

Avec la mise en place du cursus unique, qu'est-ce qui va changer pour les enseignants ?

De manière immédiate, le cursus unique a déjà des effets divers selon l'origine des enseignants ; j'imagine que pour nos collègues de Nancy et de Massy, l'absence des élèves de première année change déjà fortement l'ambiance. Pour les « ex INA P-G » le changement n'est pas encore très sensible : nous rencontrons toujours les élèves de première année à Grignon, mais ils sont devenus beaucoup plus nombreux !

Les changements se feront vraisemblablement sentir avec plus d'acuité

en troisième année. Cette année, dite de spécialisation, est en effet très « chronophage » pour les équipes enseignantes ; or nous ne savons pas encore vraiment quel sera l'impact du nouveau cursus sur les choix de spécialisation.

Est-ce que les élèves semblent contents ?

Je suis allé régulièrement à Grignon en novembre, dans le cadre de trois enseignements différents (économie, comptabilité, épistémologie). J'ai trouvé l'ambiance excellente, avec notamment un bon savoir faire en matière de boules et de bonhommes de neige.

« La multi localisation du cursus ingénieur va poser des problèmes redoutables aux enseignants-chercheurs qui vont devoir dispenser des cours sur différents sites »

à la rentrée 2011 puisque les élèves de deuxième année commenceront à être répartis géographiquement en fonction des domaines qu'ils auront choisis.

La grande inconnue demeure la rentrée 2012 avec le début du nouveau cursus

Côté pratique, comment avez-vous répondu à l'arrivée de 340 élèves en première année ?

Pour les cours, la promo est divisée en deux groupes – pendant qu'une moitié de la promo est en cours en amphi,

l'autre suit des travaux dirigés – ce qui ne change pas radicalement les conditions d'enseignement ; on peut même penser à une légère amélioration car l'amphithéâtre est moins bondé. Je n'ai pas ressenti de difficulté majeure ; une petite frustration cependant car j'ai été davantage conduit à standardiser mes exposés afin que les différences entre groupes demeurent mineures. Cela limite en particulier l'autonomie que l'on peut s'accorder pour répondre à des questions venant de l'auditoire.

Une réelle difficulté tient au manque de souplesse dans l'emploi du temps : presque tous les créneaux sont occupés et il n'est dès lors quasiment pas possible de déplacer une séquence d'enseignement.

J'exprime ici un jugement de valeur : le nombre de cours et de TD/TP est trop élevé. Je serais favorable à une diminution sensible de ce volume avec en contrepartie davantage de travaux personnels, tout en maintenant ou en augmentant nos exigences.

Et côté pédagogique ?

Côté pédagogique, les innovations viendront surtout à partir de la deuxième année avec la mise en place des domaines et des parcours à l'intérieur de ces domaines pour les élèves qui souhaiteront une forte spécialisation. Cependant, dès cette année, les élèves vont devoir choisir une orientation vers un de ces quatre domaines en deuxième année. Même si



ces choix ne sont pas irréversibles et ne conditionnent que partiellement le choix de spécialisation finale (en troisième année), il s'agit malgré tout d'un engagement certain.

Quelques suggestions pour assurer le succès du dispositif à l'avenir ?

La multi localisation du cursus ingénieur va poser des problèmes redoutables aux enseignants-chercheurs qui vont devoir dispenser des cours sur différents sites. De ce point de vue, l'installation d'Agro-

ParisTech à Saclay devient donc une forme d'urgence.

Cela concerne également les élèves : il me paraît en effet important que les trois promos puissent se retrouver en un seul lieu. Je suis en effet persuadé que les étudiants se forment autant au contact des autres étudiants qu'au contact des chercheurs, enseignants-chercheurs et autres personnels qui les encadrent.

Si en plus, les élèves ingénieurs d'Agro-ParisTech peuvent côtoyer les étudiants et les personnels des autres grandes écoles

« Je suis en effet persuadé que les étudiants se forment autant au contact des autres étudiants qu'au contact des chercheurs, enseignants-chercheurs et autres personnels »



et universités qui seront implantées sur le plateau, une condition importante de la réussite sera assurée.

Pour conclure, j'ai confiance en l'avenir de notre établissement pour deux raisons fondamentales : les personnels de l'établissement ont tous pour objectif premier de favoriser l'insertion et la réussite professionnelles durables des élèves, et tout indique que l'établissement est fortement attractif pour les meilleurs élèves issus de classes préparatoires ou d'autres formations initiales.

La césure, une opportunité professionnelle et personnelle



Margot Poupeville, étudiante en 2^{ème} année stage-long à AgroParisTech, rentre d'un premier stage à Vancouver, qu'elle a réalisé au sein du département forêt de l'University of British Columbia. Dans quelques semaines, elle repart pour un second stage de 6 mois, à PennState University, en Pennsylvanie, cette fois-ci en nutrition.

m'engager tout de suite dans un domaine. Je voulais tester le terrain et aussi maîtriser vraiment l'anglais avant de démarrer ma spécialisation. J'ai donc choisi deux stages en pays anglophones.

Epanouissement personnel ou découverte du monde professionnel ?

J'ai plus considéré cette expérience comme un épanouissement personnel. Certes, il ne s'agit pas d'être utopique: il est clair que la césure ne permet pas de lever toutes les

Pourquoi t'es-tu intéressée à la césure ?

Actuellement, le pourcentage d'étudiants d'AgroParisTech réalisant une césure est très important. Difficile donc de ne pas entendre nos anciens raconter leurs expériences aux quatre coins du globe.

Stage recherche, en entreprise ou humanitaire, il y a de quoi susciter l'imagination et puis finalement se dire « pourquoi pas moi ? ». Notre école offre la possibilité de nous orienter vers énormément de domaines.

Le stage reste un des meilleurs moyens d'apprendre et de se faire une idée précise d'un type de parcours. Pour ma part, la césure était l'occasion de faire une pause. En effet, je craignais un peu de

« Je voulais me prouver que j'étais capable de partir loin et seule pour plusieurs mois »

interrogations, de toucher à tous les domaines et de revenir en étant certain de ce que l'on veut faire. Mais à plusieurs titres, elle renseigne un peu mieux sur les objectifs que l'on veut se fixer. Je voulais aussi me prouver que j'étais capable de partir loin et seule pour plusieurs mois.

A mi parcours, quel est ton retour sur expérience ?

Je savais dès le début que je n'aurais pas défini une voie toute tracée en rentrant de césure. Mais une année d'expérience sur le terrain est précieuse. Beaucoup de mes camarades s'accordent à dire que ce type de stage est très formateur. A mi parcours, je constate que je suis satisfaite de certains points, et d'autres un peu moins. Pour ce qui est de la maîtrise d'une langue étrangère, je reste persuadée que c'est une énorme opportunité. Au bout de quelques mois, on sent déjà une différence.

Du point de vue travail, j'ai eu la chance de tomber dans une équipe jeune, motivée et dynamique. Certaines tâches sont très instructives, d'autres peuvent parfois ne pas se révéler palpitantes, mais cela change en fonction des périodes. C'est le

« Pour ce qui est de la maîtrise d'une langue étrangère, je reste persuadée que c'est une énorme opportunité »

côté un peu aléatoire des stages. Je sais que l'expérience change beaucoup d'une personne à l'autre. Mon cadre de travail restait cependant formidable. Il y a autre chose qui pour moi reste intéressante : la préparation même du stage. C'est très formateur : savoir se débrouiller seul, chercher un/des logements, apprendre à faire fonctionner un réseau de personnes

via les anciens étudiants d'AgroParisTech, les professeurs et les entreprises. Sur place, c'est toujours la découverte et le changement, surtout si l'on fait le stage à l'étranger.

Est-ce que ça a changé ton regard sur l'Ecole, le monde professionnel ?

Ayant fait un stage recherche, j'ai vraiment pu me rendre compte de la façon dont fonctionnait l'équipe d'un laboratoire.

Est-ce que ça a déjà changé tes projections pour l'année prochaine en termes de spécialisation ?

J'attends le ressenti de mon deuxième stage pour véritablement me prononcer, mais je ne pense pas actuellement poursuivre dans la recherche après cette année. J'ai pu éliminer plusieurs spécialisations

et masters de ma liste, et comprendre un peu mieux ce que je voulais pour la suite...

Tes conseils à un étudiant de la promo qui s'interrogerait sur l'opportunité de faire une césure ?

Je pense que d'une manière générale, toute formation passant par des stages est bonne à prendre. C'est vraiment comme ça qu'on apprend et surtout que l'on met en pratique. Ensuite, la césure s'appréhende aussi au niveau personnel. Partir un an ? Rester en France ? A l'étranger ? Il est bien sûr évident que la recherche de stage n'est pas un monde merveilleux où l'on trouve tout de suite ce que l'on veut. Mais pour ma part je vois l'expérience comme quelque chose de très enrichissant, notamment grâce aux rencontres et à la découverte d'autres modes de vie.



Lycée Viticole de la Champagne - 51190 AVIZE
Prestige - Millésimes - Rosé - Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec
Conditions particulières M.A.

Tarif sur demande - Tél. : 03 26 57 79 79

Les Débats de l'Agro, vecteurs de réflexion et de compréhension



A chaque numéro de Symbiose, nous vous proposerons de découvrir les associations animées par les étudiants d'AgroParisTech. Dans ce premier numéro, nous donnons la parole à Joshua Berger (APT 08), président de l'Association les Débats de l'Agro.

D'ailleurs, les événements organisés sont ouverts à tous et gratuits, étudiants ou non. Les Débats de l'AGRO se veulent donc un lieu d'échanges, libres et ouverts, suite à l'absence de sponsors.

Rétrospective - Les débats de 2010

L'égalité entre les femmes et les hommes, une histoire qui piétine ?

L'association Les Débats de l'Agro a été créée en 2006 par des étudiants de l'INA-PG, puis a rapidement étendu son périmètre à l'ensemble d'AgroParisTech. L'ambition qui les animait, et qui ne les a toujours pas quittés, était de susciter réflexions et débats au sein de la communauté étudiante de l'École. L'activité de l'Association qui atteint traditionnellement son pic en janvier-février, consiste en l'organisation de conférences, débats, et autres diffusions de documentaires ou films, suivis de discussions avec le public. Les thèmes abordés ont majoritairement un lien avec la culture scientifique et biologique, mais pas seulement : l'ouverture d'esprit et la culture générale sur des problématiques autres que celles enseignées sont importantes dans la formation d'ingénieurs du Vivant, ainsi que de tout citoyen.

Le 20 octobre 2010, l'association a fait sa rentrée avec une conférence sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Anne Nègre, docteure en droit, vice présidente de la Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités est venue présenter une histoire des droits des femmes devant un amphithéâtre bien rempli. La conférence a exposé l'évolution du droit des femmes dans différents secteurs : éducation, politique... L'implication d'Anne Nègre dans son discours a suscité de nombreuses questions et réactions. Vous pouvez retrouver la vidéo de la conférence à l'adresse suivante :

<http://podcast.agroparistech.fr/users/lesdebatsdelagro>

ou le compte-rendu sur le site des Débats de l'Agro :

http://lesdebatsdelagro.free.fr/article.php3?id_article=203

Participation à la campagne ALIMENTERRE, projection-débat de « Food, Inc. »

L'association a participé au festival de film de la campagne nationale ALIMENTERRE organisée par le CFSI. Vous pouvez retrouver la vidéo ici:

http://podcast.agroparistech.fr/users/lesdebatsdelagro/weblog/eac08/Presentatoin_des_enjeux_de_la_campagne_AlimentTERRE.html



Débat égalité homme-femme, octobre 2010

Les débats de 2011

Dans le reste du programme nous avons cherché à la fois à traiter des thèmes scientifiques proches du cursus d'ingénieur AgroParisTech mais également à ouvrir le débat sur des problématiques non traitées dans nos cours. Les formes sont variées: après la conférence et la projection-débat de 2010, nous opterons plutôt pour des débats en 2011 et tenterons lors de l'un de nos événements de faire activement participer le public via l'outil Balloon Up (balloonup.com).

La consommation de viande est-elle nécessaire et soutenable ? (fin janvier)

Ce débat a été organisé en lien avec la Cellule Environnement d'AgroParistech dans le cadre d'une semaine de l'environnement.

La Politique Agricole Commune (1 février)

L'habituel débat sur l'avenir de la PAC de la spécialisation Développement Agricole d'AgroParisTech a été organisé en collaboration avec Les Débats de l'Agro cette année.

Les émissions de Gaz à Effet de Serre dans les secteurs agricoles et forestiers

Un cycle de conférences approfondira ce thème, pas toujours traité en détail dans le cursus proposé par AgroParisTech. On évoquera notamment les sources d'émissions de Gaz à Effet de Serre et les puits de séquestration de Carbone dans le secteur AFOLU (Agriculture, Forestry and Other Land Use).

Urbanisme vert (2 février)

Nous avons accueilli des spécialistes de l'urbanisme vert pour discuter d'une urbanisation attentive à son environnement à l'avenir.

Or en Guyane

Un moratoire sur l'exploitation légale avait été déclaré en 2007. Aujourd'hui, l'État revient sur ses engagements en rétablissant peu à peu les autorisations d'exploiter. Avec nos intervenants, exploitant de mines d'or, scientifiques spécialistes de l'écologie des forêts tropicales et représentant d'ONG, nous nous intéresserons aux questions suivantes: faut-il autoriser l'exploitation de l'or au détriment de la forêt primaire ? L'interdire malgré l'absence de contrôle de l'exploitation illégale ? Quelles sont les positions affichées et implicites de l'État sur ce sujet ?

Joshua Berger, APT 08



Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site web:

www.agroparistech.fr/etudiants/debats/

Ce que les jeunes diplômés attendent de leur association d'anciens



à valider que l'organisation de l'association d'anciens pour l'école et non par DAA par exemple, est bien la bonne.

Venaient ensuite des questions sur les attentes des Agros par rapport à leur association d'anciens : elles portent très majoritairement sur la recherche de travail (82%) et la rencontre d'anciens ("networking", à 56%). La défense du diplôme, la promotion de thématiques Agro ou encore la solidarité n'arrivent que loin derrière ... Dans ces deux domaines plus de 70% évaluent positivement l'action de l'association : nous avons encore des progrès à faire.

« 9 interrogés sur 10 pensent qu'une association d'anciens forte est nécessaire pour avoir une école forte »

Malgré cela, la dernière initiative de l'association dans le domaine de la recherche de travail, le partenariat avec managers.com, le leader de l'offre d'emploi pour les grandes écoles de premier plan, n'est connue que de 30% des sondés et seuls 40% de ceux qui étaient aux courants sont favorables à cette initiative. Ceci suggère un défaut de communication en amont de notre part sur ces initiatives, qui devraient être davantage mises en valeur.

Enfin, le sondage s'achevait sur une note positive : le modèle de l'association d'anciens reste essentiel aux yeux de tous, puisque que 9 interrogés sur 10 pensent qu'une association d'anciens forte est nécessaire pour avoir une école forte.

■ *Martin Pannier, PG 06*
japta@agroparistech.fr

« les attentes portent très majoritairement sur la recherche de travail (82%) »

et Ingénieurs Forestiers à 3%. Ceci étant dit, quelles grandes réponses se dégagent des résultats de ce sondage ?

Une première question portait sur la fierté ressentie par les Agros : cette fierté fédératrice est bien davantage liée au cursus et à l'école qu'à l'appartenance à la "communauté des Agros" ou à la dominante d'approfondissement. Ceci tend



EN DIRECT DE L'ÉCOLE

Cérémonie



La remise des diplômes AgroParisTech organisée à La Sorbonne



**Les
mots
d'Anne-
Laure
Noat**

Diplômés! En ce vendredi 10 décembre 2010, sous les ors de la Sorbonne, vous avez changé de statut : d'élèves vous êtes passés à celui de diplômés et même, vous l'entendrez souvent, de « jeunes diplômés ». Paradoxe, vous êtes devenus également des « anciens » (élèves). « Jeunes » ou « anciens », vous pouvez être légitimement fiers du chemin parcouru et des perspectives qui s'offrent à vous.

Vous avez, durant ces années de scolarité bâti des amitiés, partagé des valeurs, développé des solidarités, goûté au bénévolat... et enrichi votre savoir. Vous êtes pour la plupart certainement actifs sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...), férus des nouveaux médias et curieux de la nouveauté. Alors, l'association des diplômés d'AgroParisTech est faite pour vous.

Vous pourrez y développer votre RESEAU, déterminant dans la réussite personnelle et professionnelle ; y poursuivre un engagement bénévole ; y enrichir votre expérience au sein des clubs professionnels ou régionaux ; y côtoyer les diplômés du réseau ParisTech Alumni et de celui d'UniAgro ; y trouver des idées pour gérer votre parcours professionnel ou aide et solidarité dans des périodes plus difficiles.

Bonne chance à tous et à très bientôt !

Le 10 Décembre dernier, près de 250 étudiants issus du cursus Agronomie (promotions 2006 et 2007) des Mastères Spécialisés AgroParisTech et de l'Ecole Doctorale étaient diplômés dans le Grand Amphithéâtre de la Sorbonne.

Cette cérémonie était également l'occasion de partager avec les familles, les invités, les entreprises partenaires et l'administration toute la signification et la symbolique de ce diplôme, à la fois porteur de souvenirs et d'avenir.

Car au-delà de ce bout de papier, consécration de 3 ou 4 années sur les bancs de l'école, ce sont surtout des souvenirs, des rencontres, des voyages, des amitiés, des savoirs, des valeurs qui nous accompagneront, chacun, toute notre vie dans notre parcours d'agro et qui nous donneront plusieurs couleurs d'atouts.

Les mots exprimés par les étudiants à cette occasion en témoignent bien : rire, rencontres, ouverture, durable, tremplin, diversité, expérience, épanouissement, inoubliable, communauté, amitié, partage, bonheur, tradition, monde, riche, futur, legendary !, famille etc.

Cette cérémonie était parrainée par Elisabeth Jaskulké, Directeur du Développement Durable de SofiProtéol et Paul Vialle, Président de la Fondation de Coopération Scientifique Digiteo – Triangle de la physique et ancien Directeur Général de l'INA-PG. Chacun a rappelé les valeurs de notre école, son histoire, sa construction qui font aujourd'hui de nous, agros, des ingénieurs capables de douter et de questionner, ouverts à l'incertitude et à l'adaptabilité du vivant.

■ Manon Salle, PG 06

En direct de la Remise des Diplômes des Ingénieurs IAA

Les 73 élèves de la 110^{ème} promotion ont reçu leur diplôme, ainsi que 21 Masters «Sciences et technologies du vivant et de l'Environnement», le samedi 22 janvier après-midi à l'Opéra de Massy.

La cérémonie s'est tenue sous la conduite de Gilles TRYSTRAM, Directeur adjoint-délégué du Directeur général, avec l'intervention de Gilles Couegnans, Vice président d'Agroparistech Alumni. Cette promotion fut parrainée par deux (jeunes) anciens Gaël LOKOSSOU (E 03) et Agnès PELLERIN (E 96) qui ont pu transmettre chacun leur témoignage sur la façon dont on vit et dont on aborde le «changement dans l'entreprise».

Créateur de plaisir

Conception : Keima - Réalisation : Nactis - Crédit photo : Getty Images

Rendez-vous au
CFIA Rennes

Hall 7 - B2C1
15-17 Mars 2011

Fragrances, Flavours, Nutrition

Acteur international de l'industrie des arômes, colorants, ingrédients et fragrances, Nactis conçoit et produit une gamme complète de produits destinés aux marchés de l'industrie alimentaire, de la cosmétique et de la parfumerie. Avec un investissement soutenu en Recherche et Développement, Nactis exprime créativité, expertise et réactivité, clés de la réussite de ses clients.

nactis

www.nactis.fr

La vie de l'association

Une association de diplômés forte pour une École de premier rang !



Suite au rapprochement des trois écoles INA PG, ENGREF-FIF et ENSIA ayant donné naissance à AgroParisTech en 2007, les associations de diplômés des écoles d'origine ont décidé de se réunir dans une association unique, forte et bien positionnée, AgroParisTech Alumni, le 16 décembre 2010.

AgroParisTech Alumni s'inscrit dans les réseaux avec lesquels elle a des affinités, notamment ceux constitués avec toutes les associations de diplômés des Grandes Ecoles réunies au sein de ParisTech et avec les associations des autres Grandes Ecoles du Vivant fédérées dans UniAgro.

Présente auprès des élèves dans leur nouveau cursus, AgroParisTech Alumni accueillera les futurs diplômés et cultivera le lien d'appartenance avec tous ceux qui les ont précédés dans l'une ou l'autre des écoles inscrites dans l'ADN d'AgroParisTech.

L'ambition d'AgroParisTech Alumni est de rassembler ses membres et de développer une identité forte adossée à celle d'AgroParisTech, reposant sur des valeurs partagées par les membres des trois associations constitutives, à savoir l'excellence, l'humilité, l'adaptabilité ou encore la vocation à contribuer à la recherche de l'équilibre dans la Société.

Les trois missions d'AgroParisTech Alumni :

- Travailler avec AgroParisTech en apportant aide et conseil à la communauté éducative et aux étudiants, notamment dans la liaison avec le monde professionnel ;
- Développer, entre les adhérents, des liens de camaraderie et de solidarité, notamment par l'information, le concours au développement professionnel en lien étroit avec les décideurs et l'animation de réseaux géographiques, professionnels, sociaux et autres ;
- Contribuer à la défense, à la promotion et au rayonnement des formations, des savoir-faire et des valeurs développées par AgroParisTech, Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement, qui sont véritablement au cœur du développement durable et responsable de notre société et de son avenir.

Ce qu'offre AgroParisTech Alumni à ses membres adhérents

- Un réseau élargi, puissant et international à travers un annuaire papier et électronique, les groupes professionnels et régionaux et par les différentes connexions de l'Association avec le réseau des écoles du Vivant et ParisTech Alumni qui regroupe les diplômés des plus prestigieuses écoles françaises ;
- Des outils d'informations à travers un site internet, une revue et une newsletter ;

« Des services traditionnels sur un territoire élargi »

- Un Service Emploi et Carrières renforcé par un accès à managers.com pour accompagner les diplômés dans leur recherche d'emploi, leur évolution de carrière et leur permettre d'accéder aux offres d'emploi les plus recherchées ;
- Des conférences et des manifestations, sources d'information et de nouveaux contacts.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site web:

www.aptalumni.org

LA VIE DE L'ASSOCIATION

Les groupes professionnels

Les groupes professionnels : des rencontres régulières



Objectifs : Les groupes professionnels sont des moyens d'échanges, d'information et de rencontres autour de thématiques ou de filières, animés bénévolement, au sein de la fédération des Ingénieurs du Vivant, UniAgro.

Inscriptions : se connecter à www.aptaumni.org, s'identifier avec ses login, puis cocher les groupes dans l'onglet « groupes Pros & Clubs » de l'espace personnel. Vous serez destinataires des mailings du groupe.

AGRO AU FÉMININ

Agro au féminin s'est fixé un objectif modeste : faciliter les échanges et diffuser des méthodes, outils et idées pour favoriser la promotion des femmes diplômées de l'Agro dans le monde professionnel, l'entrepreneuriat et les équipes dirigeantes. L'échange d'expériences permet d'identifier d'autres modèles de carrière, de s'approprier de nouvelles opportunités professionnelles et de prendre conseil. Le réseau doit démultiplier le décodage, il permettra de s'inspirer de l'exemple d'autres femmes, de se projeter à long terme avec de nouvelles références, et d'améliorer sa confiance en soi et en son avenir.



Responsable :

Marie-Zoé BEAUGRAND, (PG 96)

Contact : agroaufeminin@uniagro.fr

AGROCONSULTANTS

Trois objectifs du groupe sont de :

- permettre aux consultants - en particulier aux indépendants - de se rencontrer, d'échanger les bonnes pratiques et de constituer des équipes d'action
- fournir aux camarades donneurs d'ordre, un fichier de compétences pour préparer leurs appels d'offre ou pour répondre aux missions les plus variées
- donner aux camarades en poste, qui se posent la question de leur évolution personnelle vers le consulting, les conseils pour aborder ce métier efficacement

Nous souhaitons des adhérents actifs dans le réseau - et pas seulement spectateurs. Réunions bi-mensuelles.

Mailing liste interne.



Président : Jean Claude FIRMIN (P 68)

Site Internet :

www.agroconsultants.com

Mail président :

president@agroconsultants.com

AGRO DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le groupe se donne plusieurs objectifs :

- Organiser des réunions sur les différents thèmes du développement durable
- Diffuser des informations utiles concernant les métiers et les pratiques professionnelles
- Développer le réseau avec les anciens et les jeunes
- Rendre visible l'expérience des Agros en la matière
- Sensibiliser les écoles d'Agros

Agro DD compte plus de 1100 membres.

Actu : La prochaine conférence au printemps traitera du dialogue avec les parties prenantes.



Responsable :

Nicolas BOQUET (PG 90),

Animation :

Edouard MARCHAND (E98)

Contact : dd@uniagro.fr



AGRO-ENTREPRENEURS

Agro-entrepreneurs, un club d'UniAgro, est un club de retour d'expériences et de mise en relation destiné aux entrepreneurs, aux futurs entrepreneurs et à tous ceux qui s'intéressent à l'entrepreneuriat. Il compte plus de 700 membres inscrits.

Point de rencontre professionnel, le club organise des réunions mensuelles au Quai Voltaire qui rassemblent 15 à 25 participants et s'articulent autour de trois modes d'échange principaux : des retours d'expérience, des débats thématiques, et des interventions d'experts. Récemment, des agro-entrepreneurs y ont trouvé des conseils en matière de dépôt de brevets, un importateur en Italie ou des compétences pour former un comité consultatif qui les assiste dans leurs décisions etc..

Le club sert aussi de lien avec les autres clubs d'entrepreneurs (à travers notamment G2E et France Entrepreneurs) et organise des événements ambitieux ouverts à tous. En 2009 : Agro-alimentaire : peut-on innover en 2009? et en 2010: De la recherche à la création d'entreprise: l'exemple des agro-bio-technologies.



Responsable : Laurent Hedde (P 68)
contact : entrepreneurs@uniagro.fr

AGRO ENVIRONNEMENT

Le groupe Agro Environnement a eu dix ans en 2010. Depuis la première conférence-débat, consacrée aux dommages causés aux forêts françaises par les tempêtes de 1999, les thèmes abordés ont été fort divers : de la biodiversité à l'énergie nucléaire, en passant par l'exploitation des forêts tropicales, la géothermie profonde, les accords de Kyoto, les nitrates ou les phytosanitaires sans oublier la vache folle (record d'affluence).

En lien notamment avec les groupes X Environnement et InterMines Environnement, ce sont ainsi près d'une centaine de conférences en dix ans qui ont ainsi été organisées.

Tous les sujets, d'actualité ou de fonds, peuvent être abordés et les suggestions toujours bienvenues.



Responsables :
Yves Egal (fondateur) (P70),
Jérôme Partos (PG 76),
Catherine Cauchard (E92)
Contact : environnement@uniagro.fr

AGRO DU MONDE

Créé en 2003, le groupe Agros du Monde comprend environ 850 membres, des Ingénieurs du Vivant installés à l'étranger, y ayant vécu ou projetant de partir hors métropole. Grâce au partage d'expériences, il permet à ceux qui souhaitent partir de se renseigner sur l'international.

Même s'il ne peut se réunir physiquement, le groupe existe grâce à des envois réguliers de mails, un forum sur uniagro.fr, et des antennes qui se sont formées dans plusieurs pays, fonctionnant de manière plus ou moins indépendante : Londres, Belgique, Espagne (Madrid), Italie (Rome), Pologne (Varsovie), occasionnellement en Turquie, Afrique du Sud, et peut-être bientôt en Suisse et en Californie.



Animatrice:
Marie PAMIES-GUERIN (PG03),
Contact : agrosdumonde@uniagro.fr

AGRO LOGISTIQUE ET DISTRIBUTION

Le groupe agro-logistique s'est constitué autour du constat que les activités logistiques exigeaient des compétences de plus en plus pointues pour concevoir et opérer les flux physiques et les systèmes d'information constitutifs de la supply chain des entreprises. Notre formation d'ingénieur agronome nous a bien préparés à relever ces challenges modernes mais il nous a semblé important de pouvoir créer et faire vivre en complément une structure ad-hoc grâce à laquelle nous pourrions échanger nos expériences, développer notre réseau professionnel et parfaire nos connaissances. Le groupe agro-logistique se réunit à ce titre trois à quatre fois par an dans le cadre de conférences thématiques au Quai Voltaire. Il invite des responsables de haut niveau, Responsables Plannings et Approvisionnements, Directeurs Logistiques et Directeurs Généraux à venir présenter des cas concrets et partager des retours d'expérience. Il organise également des manifestations dans le cadre de la Semaine International du Transport et de la Logistique et d'autres événements spécialisés afin de faire découvrir à ses adhérents les dernières techniques et les nouveaux concepts.

Responsable :
Marine Tailpied (PG 89)
Michel Hennequin (N 81)
Jean-Marie Souvestre (PG 80)
Contact : logistique@uniagro.fr

AgroParisTech Alumni, un plus pour sa carrière



Consulter les offres d'emploi

Depuis le début de l'année, l'accès aux offres d'emploi est désormais inclus dans la cotisation. A tout moment, vous pouvez ainsi consulter :

- Les offres d'emploi qui couvrent de manière spécifique les champs d'activité des ingénieurs du Vivant : agriculture, agroalimentaire, agro-industrie, environnement, services, fonction publique... via le service mutualisé au sein d'Uniagro.

www.aptalumni.org/emploi

- Les offres d'emploi proposées aux cadres des Grandes Ecoles Parisiennes : en recherche active, vous pouvez également paramétrer des alertes pour recevoir ces offres d'emploi directement sur votre messagerie.

www.manageurs.com

Pour trouver facilement un emploi, faciliter une mobilité professionnelle, s'informer sur les évolutions du marché du travail ou du recrutement, mais aussi mieux se former, AgroParisTech s'appuie sur deux réseaux puissants : celui de ParisTech et celui des Ingénieurs du Vivant.

Rejoindre un cercle de recherche d'emploi

Pour dynamiser votre recherche d'emploi, confronter vos idées et vos méthodes, vous pouvez vous inscrire dans un cercle de recherche d'emploi, qui se retrouve au cours de réunions hebdomadaire, bi-mensuelle ou mensuelle. Il en existe trois types :

- Cercle emploi junior, réunions hebdomadaires à Paris, animées par Amanda Ramirez,
- Cercle Agro Confirmés, réunions hebdomadaires à Paris animées par Lucie Martin,
- Agro dirigeants, réunions bimestrielles à Paris.

Préparer ses entretiens

Vous pouvez participer à des simulations d'entretiens sur rendez-vous, mais également passer des tests en ligne :

- 3 tests de personnalité et de motivation, pour mieux se connaître et argumenter sur son profil, en relation avec le poste,
- 4 tests d'aptitude pour évaluer ses compétences en anglais, langue française, culture générale ou logique.

En complément de ces simulations qui sont gratuites et ouvertes à tous les adhérents, votre service emploi-carrière vous offre l'opportunité de participer à un nouvel « Atelier Coaching », dont le thème est : Répondre aux questions pièges du recruteur, animé à Paris, entre 18h00 et 20h30, par un coach-conseil en bilan de compétence.

Point-carrière

Besoin d'un rendez-vous pour valider un projet professionnel, faire le point sur ses techniques de recherche d'emploi, sur son réseau et sa manière de l'animer, sur son contrat de travail, ... ? Autant de points que vous pourrez aborder avec Lucie Martin (PG86) ou Amanda Ramirez, consultantes spécialisées sur les profils agros, sur place, par téléphone ou via Skype.

Événements « réseau »

AgroParisTech Alumni a mis en place trois types de rencontres pour faire vivre son réseau :

- Rencontres Métiers : 4 à 5 diplômés Ingénieurs du vivant présentent leur métier, leur parcours, leur secteur d'activité. Soirée incluant un temps d'échanges.

- Rencontres Carrières : conférence-débat sur une thématique de carrière professionnelle : développer son réseau, entreprendre une formation, conduire ses entretiens, ...
- Rencontres de l'Entreprise : pour échanger de manière directe avec les responsables recrutements des entreprises partenaires.

Documentation sur le marché de l'emploi

En consultation à l'Association : annuaires, bases de données d'entreprise Kompass, listes d'entreprises, presse professionnelle et généraliste ; accès à l'infothèque Léonard de Vinci, espace de documentation professionnelle basé à La Défense.

Mieux se connaître pour progresser

Tout le monde peut avoir besoin ou envie de progresser. Pour cela, le service emploi-carrière met à disposition :

- des tests de personnalité et de motivation en ligne, pour apprendre à mieux se connaître, à parler de soi, et à construire son projet professionnel,
- des tests d'aptitude en ligne, pour évaluer ses connaissances dans différents domaines, comme l'anglais professionnel, la culture générale, la logique.

Si vous êtes intéressé, vous pouvez prendre contact avec un consultant qui sélectionnera et vous adressera le test le plus approprié à votre demande. Un rendez-vous a lieu après la passation du test, pour le commenter ainsi que ses résultats.

- Le test SOSIE : outil d'évaluation de référence pour de nombreuses entreprises et cabinets conseil RH. Il permet d'évaluer 9 traits de personnalité, 12 valeurs-motivation au travail et 4 styles de comportement et de management. La passation du test est suivie d'un entretien individuel de restitution des résultats, et d'analyse en fonction de la problématique du diplômé.
- Le test MBTI : outil de compréhension de soi-même et des autres, qui se différencie des tests classiques de performance ou de traits de personnalité

utilisés pour la sélection ou le recrutement. Il permet avant tout d'améliorer sa relation et sa communication avec les autres, et d'optimiser ses choix professionnels.

Piloter sa carrière

Les ateliers coaching sont des temps de travail en petit groupe, se déroulant en soirée ou le samedi, car ils s'adressent préférentiellement aux diplômés en activité. Ils sont animés par des formateurs extérieurs reconnus dans leur domaine d'intervention : coach, consultant bilan de compétence, etc.

Nous vous proposons trois journées indépendantes pour mettre en œuvre votre projet :

- Clarifier son projet professionnel,
- Faire le point sur ses compétences professionnelles,
- Communiquer sur soi, réseau et entretien de recrutement.

Mais aussi de nouveaux ateliers :

- Comment négocier son salaire ? animé par Marie-Zoé Beaugrand (PG94, Sces Po),
- Donner une vraie et bonne image de vous, animé par Aude Roy consultante,
- Et un cycle de formation : La communication par le théâtre, animé par Jean-Louis Le Berre (Mines).

Retrouvez les dates et modalités d'inscriptions sur notre site :

www.aptalumni.org/emploi

ou contacter :

Lucie Martin & Amanda Ramirez

l.martin@uniagro.fr

a.ramirez@uniagro.fr

Le réseau, on vous en rebat les oreilles !

Pourquoi ?

L'activité professionnelle de nos jours repose, bien entendu, sur les compétences et l'expérience acquises. « Savoir faire, Savoir faire faire ».

La dimension trop souvent négligée est le « Faire savoir ».

Que ce soit à l'interne ou à l'extérieur de l'entreprise, faire savoir ce que vous êtes, ce que vous faites, ce que vous proposez, est devenu une réelle compétence professionnelle. Pour cela, le meilleur « média » est votre réseau.

Comment ?

La règle de base est : « Donner pour recevoir ».

Ce qui a l'air philosophique n'est en définitive que très pragmatique. En effet, votre attitude générale doit être celle d'un offreur de service et non d'un sollicitant. Vous imaginez bien avoir plus de chances d'échanger avec un de vos contacts, en lui offrant quelque chose plutôt qu'en le sollicitant. C'est aussi du « Savoir être » !

Deuxième règle : l'entretien. N'attendez pas d'en avoir besoin pour « soigner » votre réseau.

La troisième règle : votre réseau est organisé de façon concentrique et le degré d'exigence croît avec la distance. Or, à part le cercle familial, le réseau des Anciens de votre école est le plus proche, le plus accessible, et aussi le plus indulgent. Aussi vous recommanderais-je de vous appuyer sur ce pivot de votre réseau. Parmi les vocations d'AgroParisTech Alumni, l'organisation du réseau doit avoir un caractère central. Et là aussi, il faut donner (un peu) pour recevoir. Sous la forme d'une cotisation, comme en participant à l'animation (de anima : âme) de notre association !

Vous pourrez trouver de plus amples conseils sur les réseaux sur le site :

www.placedesreseaux.com

...et sur votre réseau sur :

<http://www.aptalumni.org/>

LA VIE DE L'ASSOCIATION

Vos représentants



Au cours de l'Assemblée Générale Constitutive organisée le 16 décembre dernier dans le Grand Amphithéâtre du Muséum d'Histoire Naturelle, ont été élus les 26 administrateurs de notre nouvelle association AgroParisTech Alumni. Après avoir levé la séance afin de délibérer, les administrateurs ont voté à l'unanimité pour Anne-Laure Noat en tant que première présidente d'AgroParisTech Alumni. Elle a alors proposé un Bureau de 7 personnes, comme le prévoient les statuts, composés de deux vice-présidents, d'un trésorier et un trésorier adjoint, ainsi qu'un responsable de la communication. Symbiose vous propose de faire connaissance avec eux dans ce premier numéro...

8 membres issus de l'AIGREF



Juliette AURICOSTE

Direction générale de l'alimentation. Adjointe au chef du bureau de la biovigilance, des biotechnologies et de la qualité des végétaux



Benjamin GREBOT

IFREMER
Coordination du chantier Méditerranée et partenariats avec l'Agence es aires marines protégées



Constant LECOEUR

Conseil général de l'alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux
Président de la section « Recherche, Formation, Métiers »



Bernard LENTZ

Banquier, retraité



Frédéric CERTAIN

VEOLIA EAU
Directeur de la formation



Dominique DANGUY DES DESERTS

Ingénieur Général, retraité
Représentant régional
Région Bretagne



Sylvie COURBET

Service public 2000
Responsable de service déchets



Daniel DUMONT

ERDF, Directeur Délégué aux Affaires Internationales

7 membres issus des Ingénieurs ENSIA



Olivier BEYER

LGP Conseil
Chargé d'affaires



Ghislaine CHALLAMEL

Burson Marsteller
Consultante santé et nutrition



Gilles COUEGNAS

Delta AIC SA
Directeur Général



Alain LOONES

Cadre dirigeant IAA, retraité
Représentant de région
Région Languedoc Roussillon



Lucie HAUZY

ECDYS Consulting
Consultante



Yann MAUBRAS

Expert consultant



Claire RAYNAUD

EMC Distribution
Manager de l'offre

15 membres issus des Ingénieurs de l'Agro



**Marie-Zoé
BEAUGRAND**

Indépendant
Entrepreneur, créateur
d'entreprise



**François-
Nicolas BOQUET**

Association
françaises des
entreprises privées
Directeur
environnement



**Stéphane
BOUSSELY**

BAYER
CROPS SCIENCE
Responsable de
bassin – Basse
Normandie



**Bernard
COURTOIS**

Préfet honoraire



**Léonore
DOBBELAERE**

LD Conseil
Conseil en marketing
et communication



Véronique ELGOSI

Fédération des Industries
Avicoles
Déléguée Générale



**Jean-Claude
FIRMIN**

ADIVAL Conseil
Directeur



Olivier GUIZE

ARJOWIGGINS
Président Directeur
Général Arjowiggins
Sécurité



**Marie-Christine
HUAU**

VEOLIA EAU
Directeur Délégué au
Développement



Michel GUGLIEMI

ISARA
Directeur Général
Représentant
Région Rhône-Alpes



Martin PANNIER

Entrepreneur, fondateur
de picoucs.com



François MOUTOT

Assemblée Permanente
des Chambres de Métiers
et de l'Artisanat
Directeur Général



Anne-Laure NOAT

Eurogroup Consulting
Associée



Pierre SABATIER

Primeview
Président – Economiste
principal



Laurent SEGAUD

Mon Eden
Président

8 membres du Bureau

Anne-Laure NOAT, Présidente
Gilles COUEGNAS et Constant LECOEUR, Vice-Présidents
Bernard LENTZ, Trésorier
Bernard COURTOIS, Trésorier adjoint
Pierre SABATIER, Communication
Frédéric CERTAIN et Yann MAUBRAS, Secrétaires

5 bénévoles

Georges Darret
Charles Henri Pommel
Michel Jourdir
Yves Louis
Jean-Marc Bodson

4 permanents



Camille LABORIE

Déléguée Générale

c.laborie@aptalumni.org



Sylvie SERVAIS

Assistante

s.servais@aptalumni.org



Michèle YOUSFI

Assistante

m.yousfi@aptalumni.org



Christelle THOUVENIN

Responsable de la
Communication

c.thouvenin@aptalumni.org

1 signature
« Un lien
vers l'avenir »

Tribunes Libres : votre terrain d'expression

Des fontainiers aux pieds nus

de Constant Lecoer, ENGREF 75



L'ONG « 1001 fontaines » est née en 2004 de l'initiative de trois fondateurs dont CHAY LO, jeune cambodgien alors élève-ingénieur civil de l'ENGREF. L'objectif principal de cette ONG est d'améliorer durablement la santé des populations rurales en leur donnant accès à une eau potable. Lors d'un voyage d'études organisé fin 2010 au Cambodge par l'amicale des ingénieurs généraux du GREF, notre collègue CHAY LO a accompagné l'ensemble des participants dans la visite des installations de production d'eau potable dans deux villages à Moung Roussei près de Battambang et à Banteay Neang vers Sisop Hon. Un entretien avec l'équipe de la plateforme de coordination des 42 unités existantes, à Battambang, a également été organisé.

L'initiative « 1001 fontaines » s'adresse spécifiquement aux communautés rurales isolées. L'eau purifiée est l'eau

Au cours d'un voyage d'étude au Cambodge réalisé par les anciens de l'ENGREF en décembre 2010, Constant Lecoer est allé à la rencontre de Chay Lo, fondateur d'une Organisation Non Gouvernementale, qui vient en soutien aux populations rurales en leur apportant de l'eau potable.

directement disponible sur place, le plus souvent de l'eau de surface : mares, rivières, etc. La distribution est assurée, pour un centime de dollar par litre, en bonbonnes de 20 litres, désinfectées et scellées pour garantir la qualité jusqu'au domicile du consommateur. L'exploitation d'une unité est assurée par des employés de la communauté des usagers du village, véritables entrepreneurs, qui assurent, grâce au chiffre d'affaires généré et parce que c'est leur source de revenus, la pérennité et la qualité des installations et du service fourni à la communauté. Pour une unité de purification, l'équipe comprend un agent de maintenance et de gestion de l'unité de production et plusieurs livreurs de bonbonnes.

« L'exploitation d'une unité est assurée par des employés de la communauté des usagers du village, véritables entrepreneurs » »

La première phase d'activité de « 1001 fontaines » s'est concentrée sur les zones rurales du Cambodge et compte à ce jour, dans la région de Battambang (Nord-Ouest du Cambodge), 42 sites d'exploitation, qui permettent à plus de 40 000 personnes de consommer quotidiennement de l'eau potable. Ce modèle a vocation à être déployé dans d'autres pays (Bangladesh, Inde...). Une expérimentation est en cours sur 4 villages à Madagascar, dans la région de Tamatave.

L'implantation d'une nouvelle unité repose sur la volonté d'une communauté villageoise. Le coût unitaire des premiers investissements de l'installation et des bonbonnes s'élève à environ 10.000 €. Ce financement est assuré grâce à la levée de fonds de l'ONG « 1001 fontaines pour demain », notamment auprès d'entreprises françaises : Accenture, Danone, SAUR...

Grâce au programme "Parraine moi...une fontaine !" l'association cambodgienne « Teuk Saat 1001 » (« 1001 eau propre ») fournit aujourd'hui gratuitement, dans des écoles primaires et des foyers d'enfants, de l'eau potable à plus de 10.000 enfants. Cette distribution est accompagnée d'un programme de formation très apprécié des élèves et des enseignants, et accrédité par le ministère cambodgien de la santé, qui explique, entre autres, l'importance de l'eau dans le corps humain, les règles d'hygiène, l'impact de la qualité de l'eau sur la santé. Le financement de ce programme de parrainage est assuré par le recueil de dotations par l'ONG « 1001 fontaines pour demain » auprès de bienfaiteurs.



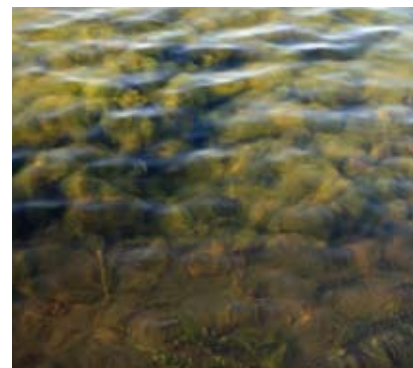
Le modèle « 1001 fontaines pour demain » s'appuie sur des leviers entrepreneuriaux dans les villages pour assurer la pérennité du projet, articuler les différentes structures mises en œuvre et permettre la « répliquabilité » des unités.



La maintenance du dispositif (production et distribution quotidiennes) est confiée à un petit opérateur-entrepreneur. Le chiffre d'affaires – l'eau est aujourd'hui vendue un centime de dollar par litre, prix d'accessibilité pour les villageois – finance l'ensemble des coûts de fonctionnement d'une unité de production, dont la rémunération du travail effectué (production, gestion et livraison), sur la base minimale de 1000 familles desservies par unité. Les agents reçoivent une part de salaire fixe et une part variable fonction des quantités produites par unité de travail.



Une plateforme régionale regroupe des techniciens qui assurent les services nécessaires aux opérateurs locaux : appui technique, approvisionnement divers, gestion, qualité, respect des objectifs et de la satisfaction des usagers. Le coût de fonctionnement de la plateforme est couvert par une redevance représentant 25 % de l'excédent de la gestion des sites. L'objectif est de rendre la plateforme autonome pour un total de 60 sites de production. Au delà, il convient de créer une nouvelle plateforme.



L'ONG « 1001 fontaines pour demain » assure le pilotage global du projet, la capitalisation du savoir-faire, ainsi que la recherche de financements pour chaque nouveau site et l'amélioration du procédé. Elle travaille dans chaque pays d'intervention avec une structure locale à but non lucratif, comme par exemple « Teuk Saat 1001 » au Cambodge.

La répliquabilité de la structure (plateforme et sites) relève de la responsabilité de l'ONG locale pour répondre aux besoins.

Cette initiative a été distinguée à plusieurs reprises, notamment par le Prix de la Solidarité Internationale 2006, décerné par le Haut Conseil de la Coopération Internationale. CHAY LO a lui reçu en 2007 le prix de la Junior Chamber International (JCI),

qui récompense chaque année "les 10 jeunes les plus remarquables de la planète".

Constant Lecœur, ENGREF 75
Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts

Flambée du pétrole : bonne ou mauvaise nouvelle ?

de Pierre Sabatier, PG 01



Les prix des matières premières, en particulier du pétrole, retrouvent leur trajectoire haussière et commencent à inquiéter les populations, marquées par le souvenir des émeutes de la faim et par l'impact négatif sur les marges des entreprises en 2008. Pierre Sabatier, président du cabinet de recherche économique et financière PrimeView, s'interroge sur la durabilité de ce phénomène.

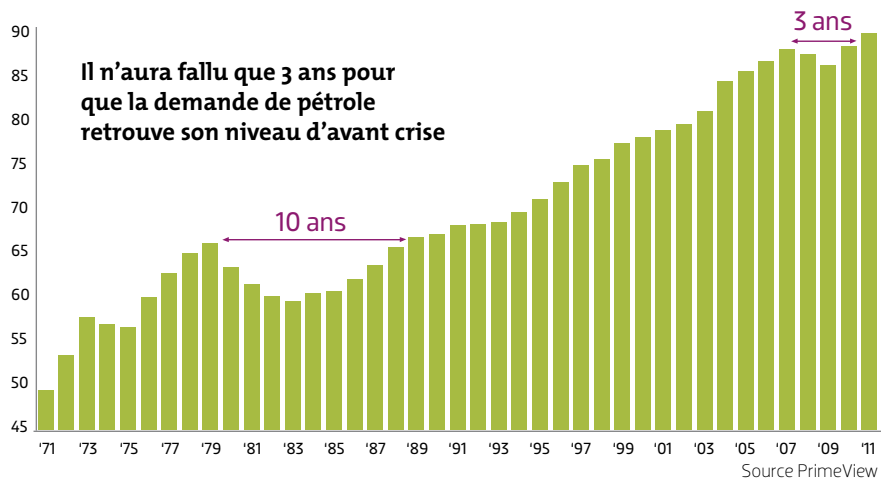
près de 9% en 2010). Pour la première fois depuis 2007, le taux de change n'a eu que très peu d'impact sur l'évolution du prix du pétrole, puisque la corrélation est passée de 86.5% entre début 2007 et fin 2009, à seulement 26.2% fin 2010 ! Les prix ont donc été surtout tirés par la hausse de la demande mondiale, qui, en dépit d'une amélioration de l'efficacité énergétique de nombreuses entreprises, notamment dans les pays émergents, n'aura mis que 3 ans pour effacer les effets de la plus grande récession mondiale connue depuis les années 30. Cela est encore plus impressionnant lorsque l'on se remémore qu'il avait fallu près d'une décennie pour que la demande retrouve ses niveaux d'avant crise, après la récession du début des années 80...

La hausse de la consommation de pétrole n'est pour autant pas homogène sur l'ensemble de la planète, la fameuse théorie du découplage s'appliquant particulièrement bien ici. Dans ce domaine, les consommateurs changent de visage : en 10 ans, le poids

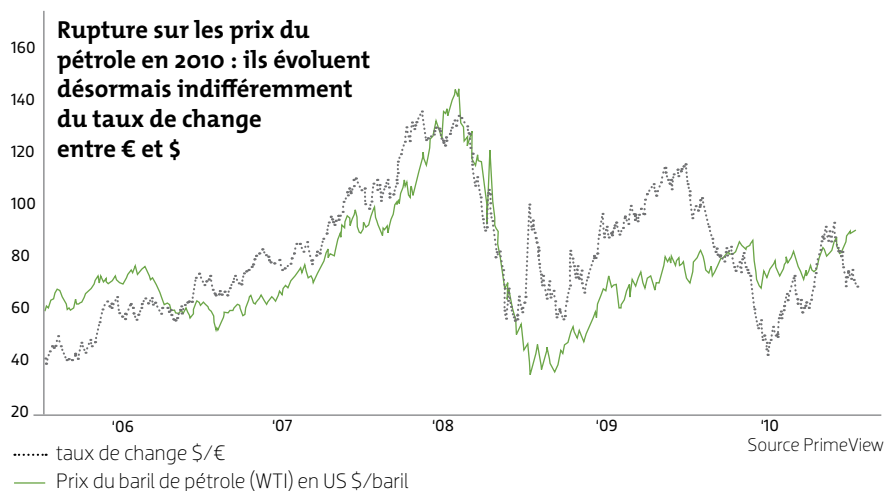
L'influence grandissante des économies émergentes, couplée au retour à meilleure fortune de l'économie américaine, devrait être particulièrement bénéficiaire pour les prix du pétrole à moyen terme. C'est d'ailleurs ce qu'anticipe l'Agence Internationale de l'Énergie : ses dernières révisions sont encore largement positives concernant la demande mondiale de pétrole pour 2010, qui devrait afficher un nouveau record à 87.4 millions de barils par jour d'ici à la fin du mois. Même tendance pour l'année prochaine, puisque la demande anticipée par l'Agence atteint 88.8 millions de barils par jour... surpassant le précédent record de 2007 de près de 2.3 millions de barils par jour !

La hausse du prix du baril au cours de cette année est d'autant plus impressionnante qu'elle n'a pas été due à la baisse du dollar (qui s'est renchéri de

Consommation mondiale de pétrole



Prix du pétrole face au taux de change €/€



des pays de l'OCDE dans la demande mondiale n'a cessé de reculer, passant de 62.5% du total à seulement 53% aujourd'hui. Les trois grands que sont les Etats-Unis, l'Europe occidentale et le Japon sont quant à eux passés de 53% à 43% de la consommation mondiale sur la même période. Mais cette baisse de l'influence des pays industrialisés n'est pas que relative : au cours des 5 dernières années, la demande des 3 grands est passée d'environ 41.5 millions de barils par jour en 2005 à seulement 38 millions de barils par jour aujourd'hui, en dépit du rebond des économies industrialisées depuis mi 2009...

Dans le même temps, la consommation des émergents, et surtout de la Chine, n'a cessé de croître, que ce soit en termes relatifs ou absolus : en 10 ans la demande chinoise est passée d'à peine 5 millions de barils par jour à près de 9.5 millions de barils par jour aujourd'hui, soit une hausse de 95%... et le rythme ne semble pas se calmer ces derniers mois. Son poids dans la consommation mondiale est quant à lui passé d'à peine 6% en 2000 à plus de 11% du total aujourd'hui... une telle trajectoire est-elle soutenable ?

C'est peu probable à moyen terme. En effet, la réalisation d'un tel scénario ne sera pas sans risque pour l'économie mondiale : d'une part la hausse du coût de l'énergie ne rendra pas la tâche facile à l'ensemble du tissu industriel puisqu'il renchéra le coût des matières premières. D'autre part, et c'est sans doute le plus dommageable, elle réduira à nouveau le pouvoir d'achat des ménages occidentaux, qu'ils soient américains ou européens (et c'est nouveau !), rendant toujours plus difficile la cicatrization des plaies nées avec la crise.

Or, quand on connaît le poids des dépenses des ménages dans le PIB des pays occidentaux (en moyenne 62.9% du PIB dans les pays de l'OCDE), nous ne serions pas étonnés que la hausse des prix des matières premières et plus particulièrement du pétrole soit le vrai catalyseur d'un ralentissement violent de l'économie mondiale à horizon 2012 ... En conséquence, si les prix de l'or noir vont suivre une tendance structurellement haussière sur très longue période, de par le déficit d'offre, cela ne se fera pas sans de violents à-coups.

■ *Pierre Sabatier, PG 2001*
Président / Économiste principal
PrimeView

Pour en savoir plus :
www.primeview.fr



Lu, Vu, Entendu



Oh My Food !

Nous avons eu un coup de cœur pour ce site intelligent et ludique : Oh My Food ! est un concept innovant né il y a un peu plus d'un mois, qui emprunte aux réseaux sociaux, à l'événementiel, aux médias avec en plus une simplicité dans la démarche qui donne envie de passer des heures sur leur très beau site internet.

A travers des articles, des vidéos et des espaces de discussion, ce site à dimension humaine nous emmène sur toutes les thématiques de l'alimentation : des recettes, des techniques de cuisine, des informations produits, mais également de l'information nutritionnelle apportée par des experts reconnus et aussi une revue de l'actualité autour du PNA, du PNNS et de l'ANSES. On court « liker » leur page sur Facebook et on les suit sur Twitter, @ohmyfood !

Web : www.ohmyfood.fr

Facebook : [Oh my food](https://www.facebook.com/ohmyfood)

Twitter : [@ohmyfood](https://twitter.com/ohmyfood)

Tambour battant

Cette émission d'Antoine SPIRE aborde chaque vendredi soir, avec curiosité et bonne humeur, des questions sociales, philosophiques, économiques, scientifiques, historiques, littéraires ou artistiques suscitées par l'actualité. En 80 minutes, elle propose un débat ouvert et sans tabou où sont invités aussi bien des témoins/acteurs de l'événement, des créateurs/penseurs déjà connus et reconnus et d'autres dont le discours est « nouveau ». On retrouve dans toutes les thématiques abordées quelques unes plus « agro » : l'accès à l'eau potable, les réformes agricoles européennes, le lait durable, l'obésité et la malnutrition, etc.

Web : www.cinapstv.fr/culture/tambour_battant.php

Les Pieds sur Terre

Le blog « Les Pieds sur Terre », lancé par Danone en avril 2009, puis le portail du même nom en 2010, sont des initiatives intéressantes et innovantes du secteur industriel : ils ouvrent un dialogue avec le plus grand nombre autour du développement durable, dans l'idée certes de faire connaître les projets Danone dans ce domaine, mais surtout d'apprendre, d'échanger, de comprendre quelles sont les attentes et les questions de la communauté 2.0 sur la « question verte » : packaging, durabilité des filières, compensation carbone, habitats sont autant de sujets passionnants qui, par le débat, peuvent faire émerger de nouvelles solutions.

Web : <http://lespiedssurterre.danone.com>

Facebook : www.facebook.com/lespiedsurterre

Twitter : [@lespiedsurterre](https://twitter.com/lespiedsurterre)

ENVOYEZ-NOUS VOS ARTICLES

Symbiose est avant tout votre revue. Chaque ancien d'AgroParisTech a une expertise, un parcours, un savoir à partager avec ce nouveau réseau, né avec AgroParisTech Alumni. Nous vous invitons à nous écrire si vous souhaitez que nous traitions un sujet dans ces pages, ou encore mieux, si vous souhaitez écrire vous-même !

Voici quelques règles pour la soumission des articles :

Les articles (texte, tableaux et figures compris) doivent être adressés par courrier électronique à la rédaction de Symbiose à l'adresse suivante :

symbiose@aptalumni.org

Merci de joindre en pièces attachées :

- un fichier pour le manuscrit complet (sans les figures) ;
- un fichier par figure

Sauf accord de la rédaction, les manuscrits ne doivent pas dépasser 6 000 caractères (espaces compris).

Ils comportent :

- Une page de titre donnant le titre de l'article, aussi court et précis que possible et sa traduction en anglais, les prénoms (en toutes lettres) et noms des auteurs, l'adresse de l'organisme si pertinent, le mail de l'auteur.
- Une introduction, permettant au lecteur, même non spécialiste, de connaître l'orientation et l'étendue de l'article.
- Un résumé en anglais de 200 caractères au maximum (espaces compris), qui doit être une véritable synthèse de l'article.

Tout article adressé à la revue est soumis à relecture par le Comité de rédaction qui peut décider de publier ou non l'article. Il peut également être demandé des précisions aux auteurs. Nous espérons recevoir prochainement de nombreuses propositions de contribution. Si vous souhaitez en discuter avec nous, surtout n'hésitez pas à nous joindre via l'adresse email de la revue.

A venir : dans nos prochains numéros, vous trouverez également les carnets, rencontres et mutations professionnelles de nos camarades.

Agir, c'est déjà réussir

Prix OCIRP Acteurs Économiques & Handicap > 4^e édition



ACCESSIBILITÉ
ÉDUCATION
CULTURE
LOISIRS
EMPLOI
FORMATION
SPORT

Vous vous engagez et vous agissez de façon concrète pour le bien-être et le mieux-vivre des personnes en situation de handicap dans votre structure. Entreprises privées, publiques et acteurs de l'économie sociale, nous devons tous nous unir pour faire connaître et échanger nos idées et nos actions. L'OCIRP, Organisme commun des institutions de rente et de prévoyance, est spécialisé dans la protection sociale complémentaire de la famille.

Pour participer, contactez-nous par téléphone : 01 44 56 22 56
par mail : exemplesuivre@ocirp.fr ou sur le site : www.exemplesuivre.com
Dossier à remettre avant le 10 avril 2011.

Photo: Corbis - Getty Images - Corbis

Sous le haut patronage du

En partenariat avec

En association avec



OCIRP
unis par excellence



L'évaluation environnementale

des filières du vivant

InVivo met son expertise à votre service

Affichage environnemental, éco-conception, identification et mesure des impacts de votre activité : InVivo peut vous accompagner dans ces démarches. Avec un objectif partagé : évaluer, améliorer et valoriser votre performance environnementale.

Après avoir développé des indicateurs agroenvironnementaux pilotables à l'échelle de la parcelle agricole, nous déployons aujourd'hui une offre d'évaluation environnementale à l'échelle de la filière.

Notre expertise se fonde sur l'**analyse de cycle de vie (ACV)**, démarche la plus

reconnue pour mesurer les **impacts environnementaux** d'un produit ou service.

Cette démarche permet d'identifier les leviers d'amélioration, de comparer différents produits, et de **valoriser les bénéfices environnementaux** liés à une démarche de progrès.

**Parce que l'environnement est un véritable enjeu.
Parce que l'agriculture est une affaire de spécialistes.
N'hésitez pas à faire appel à nos services.**

inVIVO
Au cœur de nos métiers. le vivant

83-85, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris Cedex 16
Tél : +33 (0)1 40 66 24 02 - www.invivo-group.com